

CONTRAT DE VILLE PARISIEN 2024-2030

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	6
I. Élaboration du contrat de ville 2024 - 2030	7
A. Le bilan du précédent contrat de ville 2015-2023 - p.8	
B. La collaboration avec les partenaires institutionnels et associatifs et la concertation des habitantes et habitants - p.13	
C. La nouvelle géographie prioritaire applicable au 1 ^{er} janvier 2024 - p.15	
D. Les principes et leviers d'action - p.16	
II. Les engagements	18
Thématique N°1 : Grandir et être parent dans mon quartier - p.19	
1. Faire de l'école un service public au cœur du quartier, à l'image de la diversité sociale de ses habitantes et habitant - p.21	
2. Développer des ressources dans le quartier pour favoriser les parcours de réussite scolaire et sociale des enfants et des jeunes - p.21	
3. Faire de la pratique et du plaisir de la lecture des enfants une priorité - p.23	
4. Prévenir le décrochage scolaire et proposer aux collégiens et collégiennes, aux jeunes sortis du circuit scolaire, des outils et un accompagnement pour réussir leur orientation professionnelle et leur insertion dans la société - p.25	
5. Rendre le quartier plus accueillant pour les familles en développant des modes de garde et des lieux de répit adaptés aux besoins - p.27	
6. Proposer un panel de services, des espaces d'écoute et d'entraide, notamment au bénéfice des parents isolés, pour faciliter les liens avec l'école et les institutions - p.29	
Thématique N°2 : Se former, travailler ou entreprendre - p.31	
7. Aller vers les habitantes et habitants pour faciliter ou encourager l'entrée dans une démarche de recherche d'emploi ou de formation - p.31	
8. Créer les conditions pour que les habitantes et habitants accèdent à un emploi stable - p.33	
9. Renforcer la mise en lien avec les organismes de formations, les entreprises et les administrations publiques - p.35	
10. Accompagner les habitants dans leur projet de création d'activité ou de reprise d'entreprise et consolider les nouvelles entreprises, notamment dans le secteur de l'économie sociale et solidaire - p.37	
Thématique N°3 : Se loger et bien vivre dans mon quartier - p.39	
11. Garantir plus de mixité sociale par l'attribution des logements et une plus grande variété dans la production de logements - p.39	
12. Accompagner les personnes surendettées ou en risque d'expulsion à surmonter leurs difficultés - p.41	
13. Garantir la tranquillité et créer collectivement les conditions pour rendre au quotidien le quartier propre et agréable - p.43	
14. Veiller à la présence de commerces et d'une offre associative accessibles à toutes et tous et répondant aux besoins des habitantes et habitants - p.45	
15. Créer des liens et faciliter l'accès aux services publics et aménités des villes voisines, qui sont fréquentées par les parisiennes et parisiens - p.47	
Thématique N°4: Être en bonne santé dans mon quartier - p.49	
16. Développer l'offre de soin dans les quartiers pour pallier les inégalités d'accès, notamment aux soins primaires - p.49	
17. Proposer des ressources supplémentaires en santé et prévention ciblées sur les besoins les plus importants - p.51	
Thématique N°5 : La solidarité et l'égalité dans mon quartier - p.53	
18. Lutter contre toutes les formes de discriminations et promouvoir l'égalité, femmes hommes, la citoyenneté et les valeurs de la République - p. 53	
19. Faciliter l'accès et la bonne maîtrise des usages numériques pour bénéficier de ses droits et mieux s'insérer dans la société - p.55	
20. Favoriser l'acquisition et la maîtrise de la langue française - p.57	
21. Permettre aux habitantes et habitants de mieux connaître les différentes aides sociales et juridiques auxquelles ils ont droit et faciliter leur obtention en privilégiant les démarches d'allers-vers - p.59	
22. Travailler avec les services sociaux et les associations en direction des publics en situation de grande exclusion, très présent dans les quartiers parisiens - p.61	
Thématique N° 6 : Agir pour la transition écologique des quartiers - p.62	
23. Poursuivre la rénovation énergétique des logements et les adapter aux changements climatiques - p.62	
24. Poursuivre et amplifier les transformations urbaines nécessaires à la transition écologique - p.64	
25. Lutter contre les inégalités environnementales et encourager les pratiques de la vie quotidienne favorables pour la santé et le climat - p.66	

Thématique N°7 : S'épanouir dans mon quartier, à Paris et au-delà - p.68

- 26. Favoriser l'accès des habitantes et habitants des quartiers prioritaires à la pratique artistique et à l'offre culturelle de la ville capitale - p.68
- 27. Garantir à toutes et tous la possibilité de faire du sport dans son quartier et prolonger les initiatives qui ont émergé lors des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) - p.70
- 28. Soutenir les habitantes et habitants qui n'ont pas les ressources pour accéder aux vacances et aux loisirs - p.72

Thématique N°8: Participer à la vie de mon quartier et de ma ville - p.74

- 29. Garantir le dialogue avec les habitantes et habitants pour construire une action publique qui se nourrit des avis et des besoins exprimés par le quartier - p.74
- 30. Soutenir les idées, les initiatives et les actions qui émanent des habitantes et habitants - p.76

III. Gouvernance et évaluation du contrat de ville**78**

- A. Le pilotage du contrat de ville - p.79
- B. La participation des citoyennes et citoyens - p.80
- C. Le suivi et l'évaluation du contrat de ville - p.81

Les signataires - p.82

INTRODUCTION

Avec le contrat de ville parisien 2024-2030, la Ville de Paris et l'État, ainsi que l'ensemble des partenaires signataires, se fixent de nouveaux objectifs d'intervention renforcée dans les quartiers prioritaires parisiens jusqu'en 2030 dans le cadre de la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine.

Ce nouveau document contractuel et partenarial fixe les engagements des différents signataires pour atteindre l'équité territoriale entre les quartiers de la politique de la ville et le reste du territoire parisien et continuer d'améliorer la qualité de vie des habitantes et habitants, là où les besoins sont les plus importants au regard des fragilités socio-économiques. Il s'appuie sur le bilan du précédent contrat de ville qui montre que de nombreuses actions et transformations ont été menées au cours des dernières années et sont inscrites dans la durée.

Les nouvelles orientations s'appuient également sur les démarches de concertation des habitantes et habitants, des acteurs associatifs et des partenaires, conduites au niveau parisien et au niveau des quartiers prioritaires avec les Mairies d'arrondissement et la préfecture qui pilotent la politique de la ville en proximité, à l'appui des équipes de développement local et des délégués du préfet. Le contrat de ville s'exerce sur une nouvelle géographie prioritaire arrêtée par le décret modifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains publié le 28 décembre 2023.



Ce cadre contractuel de la politique de la ville parisienne active principalement trois leviers d'action :

- La mobilisation, prioritairement, des politiques publiques de droit commun des différents partenaires dans les quartiers prioritaires
- La mobilisation, en complémentarité, des moyens et dispositifs spécifiques de la politique de la ville, notamment le soutien aux partenaires associatifs
- La participation des habitantes et habitants, à travers un soutien de leurs initiatives et leur association aux instances de dialogue et de pilotage de l'action publique dans les quartiers prioritaires.



© Optima

Il cible prioritairement les nombreuses personnes qui vivent au sein d'un quartier prioritaire parisien, identifiées comme fragiles et particulièrement éloignées des services publics (du fait de leur moindre proximité physique ou de leur incompréhension quant aux modalités de fonctionnement de ces services) : les jeunes sans emploi ni formation professionnelle, les jeunes en situation de décrochage scolaire, les familles monoparentales, les chômeurs de longue durée, les personnes en situation de précarité et d'exclusion notamment les personnes âgées vulnérables et isolées. Le contrat de ville s'attachera à soutenir, développer et accompagner les politiques de mixité sociale en vue d'amplifier les dynamiques de quartier.

Il s'articule autour de 8 thèmes et de 30 engagements des partenaires pour l'ensemble des 21 quartiers prioritaires parisiens, et d'une déclinaison territoriale par quartier indiquant les principaux projets structurants à mettre en œuvre d'ici à 2030.

Le contrat de ville fixe par ailleurs une gouvernance et les modalités d'évaluation de l'action conduite par les partenaires signataires dans les quartiers prioritaires pour la durée du contrat.

I.

Élaboration du contrat de la ville 2024-2023

A. Le bilan du précédent contrat de ville 2015-2023

Le nouveau contrat de ville s'appuie sur le bilan du précédent contrat signé pour la période 2015-2020 et prolongé jusqu'au 31 décembre 2023.

1. L'évolution de la situation socio-économique des quartiers de la politique de la ville à Paris¹

L'Atelier parisien d'urbanisme (Apur) anime depuis 2006 un Observatoire des quartiers parisiens de la politique de la Ville qui permet d'étudier finement l'évolution de la situation socio-économique des quartiers.

La situation des quartiers parisiens de la politique de la ville a évolué entre 2015 et 2023. Si certains quartiers, plutôt faubouriens et qui concentrent moins de logements sociaux, ont vu leur situation socio-économique se rapprocher du reste du territoire parisien, d'autres quartiers montrent toujours des signes de fragilité et ont des écarts sociaux avec Paris qui demeurent importants, voire se creusent sur certains secteurs.

Indicateurs	Part (en %)			Évolution (en point)				Années
	Quartiers prioritaires	Quartiers de veille active	Paris	Quartiers prioritaires	Quartiers de veille active	Paris	Années	
Moins de 25 ans	29,7	27,3	26,8	↓ -2,3	↓ -1,2	→ -1,0	2013-2019	
65 ans et plus	15,4	13,8	17,0	↗ 2,2	↗ 1,8	↗ 1,6	2013-2019	
Nationalité étrangère	20,5	18,5	14,3	→ -0,8	↓ -1,8	→ -0,5	2013-2019	
Famille monoparentale	40,3	32,8	29,7	→ 1,0	→ 0,8	→ 0,3	2013-2019	
Foyers à bas revenu	25,7	18,5	13,3	→ -0,4	→ 0,9	→ 1,0	2015-2021	
Allocataires du RSA	12,6	9,4	6,2	→ -0,6	→ 1,0	→ 0,4	2015-2021	
Part de la population non scolarisée sans diplôme	33,0	22,9	16,2	↓ -7,3	↓ -6,0	↓ -4,3	2013-2019	
Taux de chômage	17,8	14,2	11,5	↓ -1,6	→ -0,9	→ -0,4	2013-2019	
Part des 16-25 ans ni en emploi ni en étude	16,8	12,5	8,8	→ 0,0	↓ -1,1	→ 0,0	2013-2019	
Mal logement	11,8	9,5	8,1	→ 0,2	↓ -1,4	→ -0,5	2013-2019	
Surroculation	32,0	28,8	22,0	↓ -2,3	↓ -3,5	↓ -1,5	2013-2019	
Logements SRU	70,8	35,3	22,4	↗ 4,4	↗ 4,6	↗ 3,4	2015-2021	

Sources : Apur, Observatoire des quartiers parisiens de la politique de la ville (données au périmètre statistique des IRIS) - Insee, recensement de la population 2013-2019; Caf de Paris 2015-2019-2021; préfecture de Paris, inventaire des logements SRU au 01/01/2015 et au 01/01/2021

Des populations identifiées comme particulièrement fragiles dans les quartiers : une population vieillissante et des familles vulnérables

Les quartiers parisiens se caractérisent par une plus forte présence de jeunes de moins de 25 ans, dont la proportion tend à diminuer mais représente toujours près d'un habitant sur trois.

L'Apur observe toutefois une tendance au vieillissement de la population des quartiers plus rapide qu'en moyenne à Paris. Ainsi, 15% des habitantes et habitants des quartiers ont plus de 65 ans. Certains quartiers ont désormais des proportions de personnes âgées plus importantes que sur le reste du territoire parisien.

Les quartiers parisiens ont également une proportion de familles nombreuses et fragiles plus élevée qu'à Paris. 40% des familles sont monoparentales, contre 1/3 à Paris. Dans certains quartiers, les familles monoparentales sont même majoritaires.

Enfin, Paris, en tant que « Ville-Capitale » et ville cosmopolite, joue, à l'échelle nationale et métropolitaine, un rôle d'accueil et d'intégration. Les personnes de nationalité étrangère représentent plus d'un habitant sur cinq dans les quartiers prioritaires.

1. Source : « Évolution des quartiers de la politique de la ville à Paris - Contrat de ville 2015-2023 », Apur, janvier 2024. <https://www.apur.org/fr/nos-travaux/évolution-quartiers-politique-ville-paris-contrat-ville-2015-2023>

Des quartiers avec de la mixité sociale, mais des personnes très modestes toujours présentes et fragilisées par la crise sanitaire

Si le niveau de revenu a progressé dans les quartiers prioritaires parisiens, les tendances sont variables selon les quartiers.

L'écart de revenu entre les quartiers prioritaires et Paris demeure particulièrement important, le revenu médian disponible parisien (28 570 €) étant presque deux fois supérieur au revenu médian disponible de certains quartiers prioritaires (16 480 €)².

Les quartiers prioritaires parisiens se caractérisent aussi par la présence de populations très modestes. Plus d'un foyer sur quatre vit sous le seuil de bas revenus (26% contre 13% à Paris). Le taux de pauvreté³ des quartiers prioritaires parisiens est de 32%, contre 15% à Paris. Certains quartiers connaissent une progression du taux de pauvreté, pouvant atteindre jusqu'à 39% des ménages.

Les quartiers faubouriens se caractérisent par une forte mixité sociale. Cette mixité sociale s'explique par la présence de ménages très modestes qui cohabitent avec des ménages plus favorisés, et se traduit dans ces quartiers par des inégalités de revenus parmi les plus élevées de France⁴.

D'autres quartiers, principalement aux portes de Paris, montrent au contraire des signes de décrochage avec le reste du territoire parisien. Ces quartiers, principalement composés d'habitat social, ont vu par endroit la mixité sociale reculer et la population s'appauvrir.

Enfin, après une réduction des écarts sociaux, la crise sanitaire semble avoir eu un impact plus fort dans les quartiers. Entre 2019 et 2021, les quartiers prioritaires ont connu des hausses de la part de foyers à bas revenus (+1,5 point contre +0,9 point à Paris) et des allocataires du RSA (+0,7 point contre +0,6 point) plus marquées que dans le reste du territoire parisien.

Une concentration de personnes très fragiles dans certains quartiers prioritaires parisiens : personnes hébergées en hôtel social, en errance, à la rue, etc.

Certains quartiers prioritaires parisiens concentrent des personnes très fragiles : personnes hébergées dans les hôtels sociaux, résidents des foyers de travailleurs migrants, personnes domiciliées par des associations, personnes à la rue, etc.

Le nombre de personnes en situation de rue qui se trouvent dans les quartiers prioritaires a augmenté de +94% entre 2022 et 2023, contre +16% à Paris.

Ces résultats sont à mettre au regard de l'offre d'hébergement et de services pour les personnes sans-abris, particulièrement dense dans et aux abords des quartiers prioritaires des 10^e, 11^e, 18^e et 19^e arrondissements.

Un taux de chômage en baisse mais des difficultés d'insertion professionnelle importantes des jeunes et des femmes

Le taux de chômage a reculé plus rapidement dans les quartiers prioritaires que dans le reste du territoire parisien, mais y est toujours plus élevé. Près d'un habitant sur cinq demeure au chômage (18%), contre un habitant sur dix à Paris (11%).

Par ailleurs, le retour à l'emploi en 2021 et 2022, à la suite de la crise sanitaire, y a été plus lent. Le nombre de demandeurs d'emploi est en net recul depuis le 3^e trimestre 2020, toutefois de manière moins rapide qu'en moyenne à Paris.

Les habitantes et habitants des quartiers présentent en effet des fragilités en matière d'insertion professionnelle, en particulier les jeunes et les femmes. Les niveaux de diplômes y sont plus faibles bien qu'en progression. Un tiers des habitantes et habitants sont sortis du système scolaire sans aucun diplôme (33%), un taux deux fois plus élevé que le taux parisien (16%).

Les femmes ont un taux d'activité qui ne progresse pas, contrairement au reste du territoire parisien. De plus, elles occupent plus souvent des emplois salariés précaires⁵, une femme sur quatre occupant un emploi à temps partiel (24%), contre une femme sur cinq à Paris (19%).

Les difficultés d'insertion sont encore plus marquées pour les femmes de nationalité étrangère résidant dans un quartier prioritaire, qui sont 36% à occuper un emploi à temps partiel et 23% un emploi précaire.

Les jeunes âgés de moins de 26 ans rencontrent également des difficultés d'insertion importantes. Fin 2022, le nombre de demandeurs d'emploi de cette tranche d'âge dans les quartiers restait à un niveau supérieur à celui d'avant-crise sanitaire. Près d'un jeune âgé de 16 à 25 ans sur cinq (17%) n'est ni en étude, ni emploi, ni en formation dans les quartiers prioritaires, contre moins d'un sur dix à Paris (9%).

2. Le revenu disponible d'un ménage (niveau de vie) comprend les revenus d'activité (nets de cotisations sociales), les revenus de patrimoine, les transferts en provenance d'autres ménages et les prestations sociales (y compris les pensions de retraite et les indemnités chômage), nets des impôts directs. Il diffère du revenu déclaré (ou revenu fiscal) qui est constitué des ressources mentionnées sur la déclaration des revenus.

3. Le taux de pauvreté au seuil de 60% correspond à la part de la population dont le niveau de vie est inférieur à 60% du niveau de vie médian de France métropolitaine.

4. En 2019 (source Insee aux périmètres exacts des quartiers politique de la ville) le Grand Belleville était le 7^e quartier en France (sur 1 352 que comptait alors la géographie prioritaire du précédent contrat de ville) à être le plus inégalitaire au regard des écarts entre les plus bas et plus hauts revenus (écart interdécile D1/D9). Le quartier prioritaire de la Goutte d'Or avait pour rang la 1^{re} place dans ce classement des secteurs au regard de ces mêmes inégalités de revenus.

5. CDD intérim, emplois aidés, saisonniers, apprentissage, professionnalisation.

Une légère hausse du mal-logement et des situations de sur-occupation qui restent fréquentes

Malgré d'importants investissements consacrés à l'amélioration des conditions de vie des habitantes et habitants des quartiers prioritaires, des situations de mal-logement subsistent. Si la tendance générale de la part de ménages mal logés était au recul entre 1999 et 2013, cette part se stabilise entre 2013 et 2019.

Ainsi, 12 % des ménages dans les quartiers sont concernés par le mal-logement⁶ en 2019, contre 8 % à Paris. La proportion d'enfants et de jeunes de moins de 25 ans en situation de sur-occupation⁷ y est particulièrement élevée : 26 700 enfants, soit 62 %, contre 45 % à Paris.

Par ailleurs, la proportion de logements sociaux SRU progresse entre 2009 et 2021 dans les quartiers prioritaires (+11,7 points contre +6,7 à Paris). Les logements sociaux représentent de fait les deux tiers des logements (71 % contre 22 % à Paris en 2021). Les nouveaux logements sociaux financés sont plus souvent en Prêt Locatif Social (PLS)⁸. Il s'agit de logements familiaux (60 %), mais également des logements adaptés et collectifs (40 %), qui se sont substitués à des poches d'habitat privé insalubre et ont diversifié l'offre de logements (résidences étudiantes, foyers de jeunes travailleurs, etc.).

Entre 2001 et 2021, la Ville de Paris a financé près de 117 500 logements sociaux, dont plus de 10 600 sont localisés dans les quartiers prioritaires, soit 9 % du total. Ce chiffre traduit l'effort de rééquilibrage du logement social à l'échelle parisienne.

Des écarts de réussite scolaire persistants et le constat d'une augmentation des inscriptions dans les établissements privés

Le taux de réussite au brevet des collèges demeure plus faible dans les collèges en éducation prioritaire (79 % de taux de réussite en 2022) que dans les collèges du reste du territoire parisien. L'écart de réussite est de 10 points avec les collèges publics (89 % de taux de réussite) et de près de 20 points avec les collèges privés (98 % de taux de réussite).

Ces écarts de réussite scolaire se sont renforcés depuis 2020, avec une baisse marquée du taux de réussite au brevet dans les établissements en éducation prioritaire.

En parallèle, entre 2016 et 2022, la part d'élèves scolarisés dans un établissement d'éducation prioritaire a légèrement baissé (13 %) au profit d'établissements privés (36 %), ce qui traduit un phénomène d'évitement scolaire. Les effectifs inscrits dans les établissements en REP/REP+ diminuent (-9,7 %) à un rythme plus rapide que les effectifs des collèges publics hors réseau prioritaire (-2,2 %). A l'inverse les effectifs des collèges privés progressent sur la même période (+3 %).

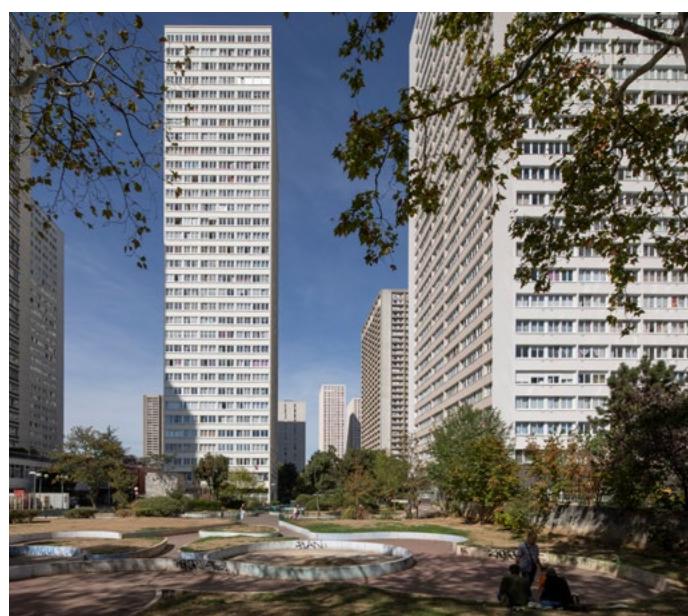
Des quartiers prioritaires à vocation résidentielle, avec une activité économique des auto-entrepreneurs soutenue

Les quartiers prioritaires de la politique de la ville parisiens sont marqués par une forte vocation résidentielle, avec une surface occupée par le parc de logements 2,8 fois plus importante que celle des locaux d'activité. L'indicateur de mixité fonctionnelle, qui rapporte les surfaces de locaux d'activité à celles des logements, est plus faible dans les quartiers prioritaires qu'en moyenne à Paris (0,36 contre 0,58).

Une légère amélioration de la vitalité commerciale des quartiers est néanmoins observée. Elle s'établit à 10 commerces pour 1 000 habitantes et habitants, contre une moyenne parisienne de 28 commerces pour 1 000. Aussi, les locaux vacants sont légèrement plus nombreux en quartiers prioritaires et la structure commerciale est moins diversifiée.

Les quartiers prioritaires concentrent 48 730 emplois salariés, soit une densité d'emploi moins importante qu'en moyenne à Paris (69 emplois salariés à l'hectare contre 176 à Paris). Ils comptent 16 100 établissements, ce qui représente 3 % des établissements parisiens.

Parmi les créations d'établissements, le nombre de micro-entrepreneurs⁹ a fortement progressé dans les quartiers prioritaires passant de 880 en 2015 à 2 493 en 2020, une tendance qui se relie notamment au développement des plateformes numériques. Les micro-entrepreneurs dans les quartiers prioritaires ont un profil spécifique : ce sont plus souvent des hommes, âgés de moins de 40 ans, commerçants et polyactifs. Leurs revenus moyens sont nettement inférieurs aux revenus des auto-entrepreneurs à Paris (19 % inférieurs, soit 5 912 € dans les quartiers prioritaires contre 7 282 € à Paris en 2021) et ont été très fortement impactés par la crise sanitaire en 2020 (-20 %).



QPV Este-Masséna- Villa d'ESTE ©APUR - Arnauld Dubois Fresnwwey 20180917

6. Logement sans pièce dédiée à la toilette et/ou en situation de sur-occupation.

7. Un logement est considéré comme sur-occupé dès lors que le nombre de pièces est inférieur au nombre d'occupants (2 personnes dans un studio, 3 personnes dans un 2 pièces, etc.).

8. Le logement PLS (Prêts Locatifs Sociaux) sont attribués aux familles dont les revenus sont trop élevés pour pouvoir accéder aux locations HLM ordinaires, mais trop bas pour pouvoir se loger dans le secteur privé.

9. Source : « Les auto-entrepreneurs dans les quartiers de la politique de la ville à Paris », Apur, juin 2023. <https://www.apur.org/fr/nos-travaux/auto-entrepreneurs-quartiers-politique-ville-paris>

Des équipements bien implantés dans les quartiers prioritaires, un réseau de transport en commun qui s'est amélioré, mais une offre de services de proximité parfois moins dense

Les quartiers prioritaires parisiens disposent d'une offre d'équipements légèrement supérieure au reste du territoire parisien, notamment s'agissant des équipements sportifs, des équipements dédiés à la petite enfance (crèches), à l'action sociale et à l'emploi.

De plus, les quartiers sont désormais bien desservis par les transports en commun, le réseau de tramway complétant celui du métro en périphérie de manière à ce que dans tous les quartiers, une très large majorité des habitantes et habitants réside à moins de 7 minutes à pied d'une station.

En revanche, la population a moins recours aux soins alors qu'elle est globalement en moins bonne santé que sur le reste du territoire parisien.

Les données de la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) de Paris montrent une densité moins importante de l'offre de soins de proximité dans les quartiers prioritaires, avec en moyenne 0,6 médecin généraliste pour 1000 habitants en 2022 (contre 1 pour 1000 à Paris) et 0,5 médecin spécialiste pour 1 000 habitants (contre 2,3 pour 1000 à Paris).

2. Bilan de la mise en œuvre de la politique de la ville 2015-2023¹⁰

L'Atelier parisien d'urbanisme anime depuis 2019 un référentiel d'évaluation du contrat de ville parisien, qui permet de suivre finement près de 180 actions mises en œuvre par plus de 30 partenaires dans les quartiers prioritaires.

Il en ressort que l'action publique s'est intensifiée dans les quartiers prioritaires durant la période du précédent contrat de ville, de 2015 à 2023. De fait, 108 actions se sont renforcées, ce qui s'est traduit par un accroissement du nombre ou de la proportion des bénéficiaires de ces actions résidant dans un quartier prioritaire.

L'analyse de ces données d'évaluation a par ailleurs permis de tirer un certain nombre d'enseignements sur l'efficacité comparée des différents axes d'intervention du précédent contrat.

Éducation, jeunesse, parentalité :

L'offre en matière d'accès et d'apprentissage de la lecture doit être renforcée, du fait de besoins croissants et aggravés par la crise sanitaire, mis au jour notamment par les résultats d'évaluation à l'entrée en CE1¹¹.

Si l'offre d'accompagnement à la scolarité s'est étoffée, elle doit encore se développer pour couvrir l'ensemble des quartiers prioritaires et faire face au décrochage scolaire.

L'offre d'accès aux loisirs et à la culture s'est également développée à la suite de la crise sanitaire mais reste à renforcer. L'aide aux départs en vacances et sa capacité à toucher effectivement les habitantes et habitants des quartiers prioritaires doit être améliorée.

Le lien familles-école, qui a pu s'étioler du fait de la crise sanitaire et de la dématérialisation croissante des correspondances entre les parents et les établissements scolaires, a été identifié comme un enjeu central de la politique de la ville pour les prochaines années.

Des besoins importants et non couverts en matière d'accès aux soins et de santé mentale ont également été révélés à la faveur de la crise sanitaire, avec l'enjeu de développer et essaimer des initiatives et expérimentations menées notamment par le secteur associatif ou dans le cadre de la réussite

éducative. Si ces difficultés grandissantes de santé mentale sont constatées à l'échelle nationale, on peut penser que le moindre accès aux soins, réel au sein des quartiers prioritaires, rend d'autant plus aiguë cette difficulté.

Enfin, l'offre d'accès aux droits en direction des familles et des élèves a suivi une trajectoire en demi-teinte alors que le non-recours semble s'être accentué. À titre d'exemple, les demandes de bourse ont largement diminué entre 2015 et 2021 (-21 points), ce qui interroge sur le non-recours et ses causes : dématérialisation, déficit de communication, etc.

Sur ces différents enjeux, les méthodes « d'allers vers », d'accompagnement sur mesure et individualisé (dispositif de Réussite éducative, mentorat, PRIJ, etc.) présentent des résultats d'impact positifs qui ont convaincu l'ensemble des signataires de la nécessité de les poursuivre et de les renforcer.

10. Source : « Référentiel d'évaluation du contrat de ville de Paris 2015-2023 » <https://www.apur.org/fr/nos-travaux/referentiel-evaluation-contrat-ville-paris-2015-2023-analyse-donnees-collectees-2022>

11. Ces résultats, concernant l'évaluation à l'entrée en CE1 « lire un texte à voix haute », ont en effet baissé de moins 3,3 points en 2020/2021 sur l'ensemble de l'académie de Paris (passant de 79,9% à 76,6%) et encore plus fortement dans les établissements en REP passant de 73,9% en 2019/2020 à 69,7% (- 4,2 points) et REP+ passant de 71,5% à 67% (- 4,5 points).

Emploi, insertion et développement économique :

Le service public de l'emploi s'est renforcé en matière d'accompagnement des personnes éloignées de l'emploi, avec notamment une nette amélioration de l'orientation des habitantes et habitants des quartiers prioritaires vers l'offre de formation.

Le Plan régional d'insertion pour la jeunesse (PRIJ) est un dispositif d'aller-vers les jeunes qui a démontré son efficacité. La méthode d'intervention a été étendue aux plus de 25 ans depuis quelques mois, dans le cadre du dispositif « Aller Vers l'Emploi dans les Quartiers » (AVEQ).

L'offre associative de proximité, soutenue par la politique de la ville, mène un travail fin pour lever les freins d'accès à l'emploi des personnes qui en sont très éloignées (jeunes NEET¹², parents isolés, chômeurs de longue durée, etc.). Elle a démontré son efficacité. Elle doit être confortée et développée dans les prochaines années.

Par-delà ces améliorations, des marges de progression persistent en matière de repérage des bénéficiaires dans les quartiers prioritaires et de diversification des recrutements dans les entreprises et administrations publiques. L'offre d'insertion professionnelle est très vaste mais manque de lisibilité, de nouveaux dispositifs pouvant temporairement se superposer avec des dispositifs existants qui, de ce fait, continuent d'exister avec un moindre impact.

Enfin, les dispositifs institutionnels en matière d'apprentissage du français nécessitent d'être mieux structurés et évalués, en vue de toucher plus efficacement les résidentes et résidents des quartiers prioritaires.

Sur ces différents enjeux, l'évaluation permet de confirmer que les étapes de levée des différents freins connexes à l'emploi (linguistiques, mobilité géographiques, modes de garde, genre, etc.), c'est-à-dire les actions de remobilisation et de formation, sont indispensables pour sécuriser les parcours d'insertion des personnes les plus éloignées de l'emploi, en particulier des jeunes.



©Ville de Paris

L'entrée en emploi de ces personnes qui en sont éloignées peut être plus tardive, mais s'inscrira dans la durée. Il convient dès lors de poursuivre et de conforter les dispositifs d'aller-vers et de repérer ces personnes, de soutenir les actions de levée des freins portées par les structures associatives et de consolider et structurer l'offre en matière d'apprentissage du français. Enfin, une réflexion pourrait être menée pour réviser certains dispositifs qui ne parviennent pas à toucher efficacement les habitantes et habitants dans les quartiers prioritaires. Par exemple, les dispositifs permettant la garde d'enfants lorsque le ou les parents sont dans une dynamique d'insertion professionnelle, sont encore complexes à mobiliser.

Accès aux droits, cadre de vie, renouvellement urbain, participation citoyenne :

L'offre en matière de prévention de la précarité (diagnostics sociaux, prévention des situations de surendettement, etc.) doit être renforcée dans un contexte où les besoins sociaux augmentent depuis la crise sanitaire.

L'accompagnement social des bailleurs sociaux s'est globalement renforcé comme en témoigne l'augmentation du nombre de ménages suivis par leurs services sociaux. Le nombre d'expulsions et de recours à la force publique a diminué, ce qui traduit une certaine efficacité de l'action de prévention des expulsions en la matière.

En revanche, certains dispositifs d'accompagnement social semblent être moins mobilisés, alors que le nombre de familles signalées en impayés augmente et que le non-recours aux droits semble augmenter. À titre d'exemple, le nombre de bénéficiaires réels des aides au logement dans les quartiers prioritaires a diminué entre 2015 et 2021.

Les personnes âgées isolées et précaires sont de plus en plus présentes dans les quartiers. De ce fait, une intervention publique renforcée et coordonnée sera nécessaire dans les prochaines années : adaptation des logements, visites à domicile, animation sociale, conciergerie, accès aux soins et aux droits, etc.

En matière d'habitat, l'évaluation montre une amélioration du parc de logement social dans les quartiers prioritaires parisiens, en particulier du point de vue de la création, la réhabilitation et la rénovation énergétique des logements sociaux. En matière d'attribution, les objectifs sont atteints pour les ménages moins défavorisés, mais les efforts doivent se poursuivre pour l'attribution de logements sociaux aux ménages les plus modestes en dehors des quartiers prioritaires. L'objectif fixé par la loi Citoyenneté et la loi ELAN d'attribuer au moins 50 % des attributions dans les quartiers prioritaires destinées aux ménages du 2^e, 3^e et 4^e quartiles de ressources est atteint depuis 2017 (89,8 % en 2021) mais l'objectif d'attribution des ménages du 1^{er} quartile hors quartier prioritaire n'est pas encore atteint.

En matière de tranquillité publique, il faut noter la création de la police municipale parisienne, l'action de voie publique

12. Ni en étude, ni en emploi, ni en formation (Not in Education, Employment or Training)

de la police nationale et le déploiement d'une stratégie de prévention des rixes, assortie d'un appel à projets et d'une mise en synergie des acteurs locaux : mairies d'arrondissement, prévention spécialisée, associations de proximité, commissariats et police municipale.

La transition écologique s'est progressivement imposée comme un axe d'intervention structurant des partenaires du précédent contrat de ville, à travers le développement de projets en matière de santé environnementale, de mobilités douces, d'alimentation durable et solidaire ou encore des actions de sensibilisation à l'environnement et à la biodiversité. La transition écologique est intégrée pleinement au présent contrat de ville.

Enfin, la participation citoyenne s'est exprimée de manière multiforme dans les quartiers, avec des initiatives qui devront être confortées dans les prochaines années, comme le Fonds de participation des habitants ou les marches exploratoires, tandis que certains dispositifs de participation pourraient être améliorés pour mieux mobiliser et représenter la diversité des habitantes et habitants, comme les Conseils citoyens. Le rapport de la Commission nationale du débat public (CNDP) consacré aux Conseils citoyens dans les quartiers prioritaires, rendu public en 2019, fait notamment le constat que les Conseils n'œuvrent pas assez en réseau avec d'autres acteurs institutionnels.

B. La collaboration avec les partenaires institutionnels et associatifs et la concertation des habitantes et habitants

La préfecture d'Île-de-France et la Ville de Paris ont veillé à associer à l'élaboration du contrat de ville 2024-2030 les partenaires institutionnels et associatifs qui s'engagent et qui agissent dans les quartiers prioritaires. Les habitantes et habitants ont également été largement concertés afin d'écouter leurs besoins et propositions et nourrir les engagements des partenaires pour y répondre.

1. La concertation des habitantes et habitants

À l'échelle parisienne, une Conférence citoyenne a été organisée à l'initiative de la Ville de Paris, réunissant 37 parisiennes et parisiens durant deux week-ends au mois de juin et de juillet 2023.

Les participants représentaient l'ensemble des quartiers parisiens de la politique de la ville, avec une diversité d'âge (12 jeunes de moins de 25 ans, 14 adultes, 11 seniors de plus de 65 ans) et de genre (22 femmes / 15 hommes).

Ces citoyens ont échangé avec 17 experts qui leur ont donné un éclairage principalement sur les thématiques suivantes : le logement, l'accès aux services et à l'emploi, l'éducation, le mieux vivre ensemble et la sécurité. Ils ont également fait deux visites de terrain dans deux quartiers lesquels sont les Portes du Vingtième et la Goutte d'Or dans le 18^e.

Les membres de la Conférence citoyenne ont rendu un avis citoyen dont les principales préconisations sont les suivantes.

SYNTHESE DE L'AVIS CITOYEN RENDU PAR LA CONFÉRENCE CITOYENNE

De fortes préoccupations ont été exprimées concernant le besoin de logements, la qualité des logements (le bâti) et leur gestion. Il a été proposé de revoir les modalités de dialogue entre bailleurs et habitantes et habitants.

En matière d'accès aux services publics, les membres de la Conférence citoyenne ont insisté sur la nécessité d'un meilleur accès aux ressources, en particulier en ce qui concerne les services sociaux et de l'emploi. Il apparaît nécessaire d'améliorer la communication mais aussi de proposer des tarifs plus abordables en ce qui concerne l'offre notamment culturelle. Une préoccupation très forte a été exprimée sur les situations de jeunes, des migrants, de personnes sans emploi, en situation de rue, avec le témoignage de gestes de solidarité et une interrogation forte sur leur accompagnement par les institutions publiques.

Les membres de la Conférence citoyenne ont souhaité que les initiatives qui concourent au vivre-ensemble soient encouragées et développées, notamment celles qui permettent de renforcer les liens et la mixité sociale : mieux faire connaître les offres culturelles gratuites, multiplier les offres de loisirs accessibles à tous (personnes âgées, à mobilités réduites) et les réductions tarifaires, implanter des tiers lieux et pépinières d'activités offrant une diversité d'usages (activités, animations, restauration / cuisines partagées, accompagnement à l'emploi), diversifier l'offre de commerce (éviter la mono-activité, implanter de nouvelles activités, des commerces d'insertion, la restauration d'insertion).

Les membres de la Conférence citoyenne ont ensuite insisté sur la nécessaire revalorisation de l'école publique, la lutte contre les discriminations, l'évitement scolaire et le décrochage, ainsi que l'accompagnement sur l'orientation.

En matière de sécurité, les membres de la Conférence citoyenne sont revenus sur les personnes en situation de rue et sur le besoin d'accompagnement et de solidarité. Ils ont insisté sur l'importance de permettre aux personnes qui peuvent contribuer à générer un sentiment d'insécurité d'être accompagnées pour sortir de leur situation.

Enfin, s'agissant des grands aménagements, les préoccupations portent sur l'adaptation des aménagements liés aux Jeux Olympiques et Paralympiques. Mais aussi, sur les besoins des quartiers après la tenue de l'événement, une planification tenant compte des besoins de la population s'agissant des logements, et une demande de gratuité des transports en commun et de places de stationnement.

À l'échelle des arrondissements et de chaque quartier, des consultations citoyennes ont été conduites sur l'espace public, ou par l'intermédiaire des structures et acteurs associatifs de proximité. Plus de 1500 parisiennes et parisiens ont ainsi pu exprimer leurs avis, leurs besoins et aspirations pour leur quartier d'habitation à travers différentes modalités de consultation.

Ces avis et retours qui permettent d'identifier finement les besoins des populations au niveau local, ont été exploités afin d'élaborer les projets de quartier à mettre en œuvre d'ici à 2030.

2. La concertation des partenaires institutionnels et associatifs

À l'échelle parisienne, la préfecture d'Île-de-France et la Ville de Paris ont rencontré en bilatéral chacun des partenaires signataires du contrat de ville.

En complément, six ateliers ont été organisés sur les thématiques suivantes : transition écologique ; santé ; culture et sport ; jeunesse et éducation ; emploi et développement économique ; tranquillité publique et gestion urbaine de proximité.

Ces ateliers ont chacun réuni entre 50 et 80 professionnels, partenaires institutionnels et associatifs, et ont permis de dresser collectivement des constats et de nouvelles perspectives d'actions à développer dans le cadre du présent contrat, qui sont traduites dans les engagements présentés ci-après.

À l'échelle des arrondissements, la préfecture d'Île-de-France, la Ville de Paris et les Mairies d'arrondissement ont animé des ateliers de concertation des partenaires institutionnels et associatifs locaux.

Ces temps d'échange, thématiques ou localisés dans les différents quartiers, ont permis d'identifier les réponses collectivement apportées par les partenaires aux besoins exprimés par les habitantes et habitants des quartiers durant la phase de consultation.

Cette concertation a permis de bâtir les projets de quartier, déclinaison locale du contrat de ville, exposant pour chaque quartier les principaux projets à mettre en œuvre d'ici à 2030.



© Bureau de la politique de la Ville

C. La nouvelle géographie prioritaire applicable au 1^{er} janvier 2024

La nouvelle géographie prioritaire parisienne applicable au 1^{er} janvier 2024 a été arrêtée sur la base des critères prévus par l'article 5 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine.

Les quartiers prioritaires doivent répondre à deux critères d'éligibilité :

- Un nombre minimal de 1000 habitants
- Un revenu médian déclaré par Unité de Consommation inférieur ou égal à 14 100 €

La liste des quartiers prioritaires parisiens est établie par le décret n° 2023-1314 du 28 décembre 2023 modifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains :

Liste des quartiers prioritaires 2024-2030	Arrondissement	Population estimée (Filosofi 2019)
Grand Belleville	11 ^e , 20 ^e	12 100
Petit Belleville	10 ^e	1 200
Amandiers	20 ^e	2 000
Kellermann - Paul Bourget	13 ^e	2 700
Bédier - Boutroux - Villa d'Este	13 ^e	3 900
Oudiné - Chevaleret	13 ^e	1 100
Didot - Porte de Vanves	14 ^e	3 400
Porte Brancion - Périchaux	15 ^e	2 500
Falguière	15 ^e	1 500
Porte de Saint-Ouen - Porte Pouchet	17 ^e	3 700
Porte Montmartre - Porte des Poissonniers - Moskova	18 ^e	13 800
Goutte D'Or	18 ^e	8 200
Blémont	18 ^e	2 100
La Chapelle - Évangile	18 ^e	5 000
Porte de La Chapelle - Charles Hermite	18 ^e , 19 ^e	4 800
Michelet - Alphonse Karr - Rue de Nantes	19 ^e	12 100
Chaufourniers	19 ^e	1 200
Stalingrad Riquet	19 ^e	11 600
Danube - Solidarité - Marseillaise	19 ^e	6 400
Algérie	19 ^e	1 500
Les Portes du Vingtième	20 ^e	21 000
TOTAL		121 800

Paris compte désormais 21 quartiers prioritaires répartis dans 9 arrondissements (10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e) contre 20 quartiers prioritaires sur 8 arrondissements dans le précédent contrat de ville.

La population est estimée à 121 800 habitantes et habitants, contre 139 300 dans la précédente géographie prioritaire, ce qui correspond à une baisse de 13%, qui est dû à l'augmentation du revenu médian dans les quartiers et à la diminution générale de la population parisienne.

Deux nouveaux quartiers prioritaires sont créés dans le 15^e arrondissement : Falguière et Porte Brancion - Périchaux.

En complément de cette nouvelle géographie prioritaire, et compte-tenu de la disparition du statut de Quartier de veille active (QVA) dans le contrat de ville 2024-2030, la Ville de Paris s'est dotée d'une géographie des quartiers populaires (QPOP)

plus élargie. Ces quartiers populaires parisiens ont été définis sur la base d'un cumul de vulnérabilité mesuré par douze indicateurs statistiques, tenant ainsi compte de fragilités qui n'apparaissent pas dans le seul indicateur de revenu médian.

La Ville de Paris conduira une action publique renforcée, notamment au moyen d'une mobilisation accrue de ses différentes politiques publiques municipales et de l'intervention des équipes de développement local (EDL) à l'échelle de cette géographie des quartiers populaires. Ce périmètre se compose de 35 quartiers et 15 secteurs de veille, répartis dans 10 arrondissements et regroupant 20% de la population parisienne (427 425 habitantes et habitants¹³).

D. Les principes et leviers d'action

La politique de la ville est une politique contractuelle visant à réduire les inégalités territoriales et améliorer les conditions de vie des habitantes et habitants qui vivent dans les quartiers de la politique de la ville.

Elle s'appuie principalement sur trois leviers d'action : la mobilisation des politiques publiques de droit commun, des instruments spécifiques de la politique de la ville et l'association des habitantes et habitants.

Elle cible notamment les publics les plus vulnérables, plus nombreux à résider au sein d'un quartier de la politique de la ville.

1. La mobilisation et l'adaptation des politiques publiques de droit commun dans les quartiers prioritaires

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine dispose que la mobilisation coordonnée et adaptée des politiques publiques de droit commun constitue le premier et principal levier d'action de la politique de la ville.

Pour ce faire, le contrat de ville est nécessairement articulé aux autres stratégies européennes, nationales, régionales et départementales. Il implique des engagements des différents partenaires institutionnels pour mobiliser davantage de moyens (humains, financiers), et lorsque c'est nécessaire, d'adapter leurs différentes politiques publiques (méthode «d'aller-vers» et «hors les murs», maintien de guichets physiques, etc.) dans les quartiers prioritaires. Une articulation particulière sera à ce titre mise en place avec le futur pacte local des solidarités parisien qui visera également la mise en œuvre d'une politique globale pour le public précaire parisien.

La Ville de Paris mobilise notamment un quart de son budget d'investissement au profit des quartiers populaires, ce qui implique une priorisation des projets dans ces quartiers : opérations de transformation urbaine, réalisation ou rénovation d'équipements publics, travaux d'amélioration de la voirie ou de piétonisation, aménagements cyclables, livraison d'espaces verts, réhabilitation des résidences de logement social, etc. Les enveloppes du Budget Participatif sont par ailleurs majorées dans les arrondissements où se situent les quartiers populaires.

L'Etat fléche également de nombreux moyens vers les quartiers prioritaires. Ainsi, sur le plan de la culture un appel à projet spécifique est mené, sur le plan scolaire les écoles bénéficient de moyens supplémentaires avec la réduction du nombre d'élèves par classe, sur le plan du soutien au associations le Fonds pour le développement de la vie associative est également en grande partie attribué aux acteurs associatifs des quartiers prioritaires, de même sur le volet transition écologique, le Fonds vert est orienté largement vers les quartiers prioritaires. S'agissant de la santé, les actions de santé publique financées sur le Fonds d'intervention régional de prévention et promotion de la santé sont principalement déployées en direction des habitantes et habitants des quartiers prioritaires parisiens.

La Caf de Paris intervient par le versement de prestations (légales ou extralégales) et via l'action de ses professionnels pour favoriser l'accès aux droits. Elle facilite également le développement et l'accès aux services en soutenant ses partenaires sur les différents champs précités par la mobilisation de son fonds d'action sociale. Elle peut, en fonction des thématiques, renforcer son soutien et son accompagnement en mobilisant des ressources spécifiques dans les quartiers prioritaires.

13. Estimation Apur à l'échelle IRIS sur la base des données du recensement de population INSEE 2020

2. La mobilisation des moyens spécifiques de la politique de la ville

Le contrat de ville 2024-2030 ouvre droit à des dispositifs et à des moyens spécifiquement dédiés aux quartiers prioritaires. Dans l'esprit de la Loi Lamy de 2014, ces moyens viennent s'ajouter aux financements de droit commun, et visent précisément à renforcer ces politiques publiques dans les quartiers prioritaires, et non à s'y substituer.

La majeure partie de ces moyens permet de soutenir les acteurs associatifs qui agissent au quotidien et en proximité au bénéfice des habitantes et habitants dans les quartiers, mais également à mettre en œuvre des dispositifs qui visent à «aller-vers», «repérer» les personnes vulnérables et leur possibilité d'accéder droits (sociaux, juridiques).

Les moyens humains et financiers spécifiquement mobilisés dans les quartiers prioritaires sont :

- Des équipes dédiées de la préfecture (21 agents, délégués du préfet, chargés de mission) et de la Ville (80 agents et agentes, chefs de projet, chargés de mission chargés de développement local, service administratif et financier)
- Un soutien du tissu associatif à travers différents appels à projets spécifiques (politique de la ville, Ville Vie Vacances...) et des aides au poste (adultes-relais, postes FONJEP, conseillers numériques etc.)

- Des dispositifs spécifiques Cités éducatives, programme de Réussite éducative, Ateliers Santé Ville, Plan régional d'insertion de la jeunesse, CitésLab, Aller Vers l'Emploi dans les Quartiers, le Nouveau Programme National pour le Renouvellement Urbain (NPNRU), abattement de Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties des patrimoines sociaux en quartiers prioritaires



© Ville de Paris

3. La participation des habitantes et habitants

La politique de la ville est une politique publique participative, qui est mise en œuvre avec les habitantes et habitants à qui elle s'adresse.

Il s'agit d'une part d'aménager des espaces de dialogue réguliers entre les habitantes et habitants et les institutions, et d'autre part, d'intégrer la participation des habitantes et habitants à la gouvernance et aux diverses instances de pilotage de la politique de la ville. À ce titre, les Conseils citoyens occupent une place importante dans le pilotage de la politique de la ville.

Cette participation citoyenne est essentielle en ce qu'elle permet aux partenaires de déployer des projets, des services, des infrastructures adaptés en répondant aux besoins qui sont exprimés par les citoyennes et citoyens qui font partie de leur expertise d'usage.

Par ailleurs, il s'agit aussi de soutenir les initiatives citoyennes, en particulier les habitantes et habitants ou collectifs qui souhaitent s'engager et porter des projets au bénéfice de leur quartier. À cet égard, le Fonds de participation des habitants financé par la Ville est un outil qui permet de développer ces initiatives.

4. Une action ciblée en direction des personnes en situation de fragilité

Les quartiers prioritaires accueillent des personnes en situation de fragilité, particulièrement éloignées des services publics, en direction desquelles la politique de la ville cible son action prioritairement :

- Les femmes en situation de vulnérabilité ;
- Les jeunes sans emploi, sans diplôme ni formation ;
- Les familles monoparentales, dont les cheffes de famille sont très majoritairement des femmes ;
- Les personnes en situation de chômage de longue durée, notamment les femmes qui sont confrontées à des difficultés d'insertion plus importantes ;
- Les personnes âgées précaires et isolées ;
- Les personnes allophones en situation de précarité ;
- Les personnes en situation de précarité et d'exclusion



Vue d'un quartier d'été en 2023 ©SRCI

II. Les engagements

GRANDIR ET ÊTRE PARENT DANS MON QUARTIER

ENGAGEMENT 1 : Faire de l'école un service public au cœur du quartier, à l'image de la diversité sociale de ses habitantes et habitants

PROBLÉMATIQUES ET BESOINS EXPRIMÉS :

L'évitement du public vers le privé est très fort dans l'Académie de Paris. A la rentrée de 2022, il concernait 1/5ème des élèves de maternelle, plus d'1/4 en élémentaire et plus d'1/3 au collège. Au collège, plus de la moitié des élèves de catégories socio-professionnelles très favorisées ont recours au privé, contre 7% pour les collégiens issus d'un milieu social défavorisé.

Ce phénomène d'évitement renforce la concentration des élèves en grande difficulté sociale et d'apprentissage dans les établissements scolaires publics des quartiers prioritaires.

Parole d'habitante et d'habitant

« Dans les quartiers, les établissements accueillent peu de mixité sociale. Ils réunissent les enfants des familles les plus modestes. » Conférence citoyenne, juin-juillet 2023

Enjeux et principaux axes d'interventions

- Valoriser - Encourager les dynamiques qui permettent de travailler la mixité sociale et scolaire ainsi que les initiatives de parents et partenaires qui se mobilisent contre l'évitement scolaire
- Soutenir - Donner aux établissements publics la possibilité d'accompagner les élèves en difficultés sociale et scolaire
- Qualifier - Développer des projets en lien avec le quartier afin de maintenir un climat social bienveillant et renforcer l'attractivité des établissements situés dans des quartiers moins favorisés

Actions à consolider

1. Poursuivre des expérimentations de sectorisation favorisant la mixité sociale et scolaire en utilisant tous les leviers, notamment la sectorisation discontinue et les secteurs multi-collèges
2. Mettre à disposition des ressources spécifiques au sein des établissements accueillant des enfants et des jeunes des quartiers prioritaires avec la poursuite des dispositifs différenciés (Action collégiens, Tous au collège, Art pour Grandir) et une offre périscolaire de qualité (Temps d'Activités Périscolaires, ateliers bleus, etc.)
3. Poursuivre l'appui au développement des passerelles et liaisons, impliquant les équipes scolaires et périscolaires et les familles

4. Renforcer les dispositifs inclusifs dans les écoles des quartiers prioritaires de la politique de la ville et des réseaux d'éducation prioritaire et, sur la base de l'expérimentation dans le 18^e arrondissement, mutualiser les bonnes pratiques de travail en réseaux et les ressources

5. Poursuivre le programme de construction et de rénovation des écoles, notamment pour les adapter aux effets du changement climatique (cours Oasis, rénovation thermique et énergétique) et pour garantir un maillage de sites adaptés à la continuité pédagogique des enfants en situation de handicap

Actions à développer

6. Accompagner les initiatives des écoles et collèges et des parents souhaitant valoriser l'image de leur établissement
7. Développer la sécurisation du chemin maison-école et piétonniser les abords des écoles («rues aux écoles»)
8. Encourager et développer les projets visant à ouvrir l'école sur le quartier et à en faire un lieu accueillant pour les habitantes et habitants du quartier : Tous et toutes au collège, Écoles ouvertes le samedi, actions estivales, «espaces parents»
9. Renforcer le pilotage des Cités éducatives en mettant en place une instance de co-pilotage à l'échelle départementale et en renforçant leur évaluation
10. Essaimer la démarche collective et collaborative des Cités éducatives en réponse aux besoins identifiés sur Paris en accompagnant les établissements vers la labellisation
11. Inviter et faire participer les associations aux fêtes des écoles et portes ouvertes des collèges
12. Développer les actions Écoles ouvertes aux parents au sein des écoles primaires



Les acteurs

Pilotes : Académie de Paris (DASEN, DOPS, DAFFPIC), Ville de Paris (DASCO)

Partenaires associés : Banque des territoires, préfecture d'Île-de-France, préfecture de Paris, SDJES, préfecture de Police, DRAC, Ville de Paris (DFPE, SPV, DJS, DAC), GIP Réussite Éducative, Caf

Lieux ressources : associations, centres sociaux, bibliothèques, écoles et établissements scolaires, accueils collectifs de mineurs, Cités éducatives

- « Mobilisation en faveur de la mixité sociale et scolaire dans l'enseignement » (Éducation Nationale, mai 2023)
- Circulaire publiée le 18 décembre 2023 relative à la Mixité sociale dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville
- Schéma parisien des services aux familles



Les indicateurs à suivre :

- Part d'élèves parisiens des écoles et collèges scolarisés dans le privé au regard de la même part dans les arrondissements sans quartiers prioritaires et en particulier dans les secteurs multi-collèges
- Évolution des Indices de Positionnement Social (IPS) des écoles et des collèges (REP/REP+) au regard des moyennes nationale, parisienne et d'arrondissement
- Nombre de classes à horaires aménagés (CHAM, CHAS, CHAT, etc.) dans les écoles élémentaires et collèges REP/REP+ et part des élèves en quartiers prioritaires dans ces classes d'enseignement spécifique
- Nombre et part d'écoles et collèges en REP/REP+ ou en quartiers prioritaires rénovés par an, et nature des rénovations (restructuration lourde, entretien courant)



Les financement mobilisables

Etat : Éducation Nationale, Appels à projets politique de la ville (BOP147)

Ville de Paris : Financements DASCO, Programme d'Investissement de la Mandature (PIM)

Autre : Banque des territoires



Les plans et stratégies

- Projet Éducatif de Territoire (PEDT) 2021/26, Ville du quart d'heure
- Plan parisien pour l'accessibilité universelle (2023)
- Stratégie handicap et accessibilité universelle de la Ville 2022-2026



© Bureau de la politique de la ville

ENGAGEMENT 2 : Développer des ressources dans le quartier pour favoriser les parcours de réussite scolaire et sociale des enfants et des jeunes

PROBLÉMATIQUES ET BESOINS EXPRIMÉS :

Les élèves résidant au sein des quartiers prioritaires bénéficient d'un environnement social et familial souvent moins propice à la réussite scolaire. Les résultats au brevet des collèges sont par exemple inférieurs de 10 points dans les collèges REP et REP+ par rapport aux collèges publics hors REP.

Or, le territoire parisien dispose de ressources riches et variées, ces ressources devant aussi et fortement bénéfi-

cier aux enfants et aux jeunes résidant en quartiers prioritaires. L'accès aux loisirs et à la culture est un levier pour lutter contre les inégalités et le décrochage scolaire. Or, le rapport du Défenseur des Droits, paru en 2023, établit que plus de 70% des enfants dont les parents ont des bas revenus ne sont pas inscrits dans une association sportive ou culturelle. Pour les enfants dont les parents ont des hauts revenus, la part est de 38%.

Parole d'habitante et d'habitant

«Nous constatons que le décrochage se fait de plus en plus tôt. [...] Des jeunes qui ont des difficultés à apprendre cumulent parfois des conditions de travail à la maison difficiles, des parents peu présents parce qu'en horaires décalés, pas de soutien pour l'apprentissage ou encore pas d'accès au repérage de difficultés.» Conférence citoyenne, juin – juillet 2023

Enjeux et principaux axes d'interventions

- Réussir - Renforcer l'appui aux élèves, notamment en privilégiant les accompagnements à la scolarité individualisés ou en petit groupe au sein des quartiers prioritaires
- Découvrir - Ouvrir sur le quartier, sur le monde et sortir du quartier tout en favorisant l'accès à des apprentissages variés et des loisirs éducatifs de qualité
- Protéger - Aider les enfants et jeunes à adopter des comportements appropriés et positifs dans les relations à soi, aux autres et à leur environnement

dispositif d'éducation musicale et orchestrale à vocation sociale de la Philharmonie de Paris par exemple) et les accès facilités aux équipements parisiens durant les temps scolaires et périscolaires

4. Nouer des partenariats avec des structures en vue de développer des projets autour de la culture scientifique et technique
5. Soutenir les projets en lien avec les usages numériques : Éducation aux médias (former des citoyens en capacité de s'informer de manière autonome et critique), usage des réseaux sociaux
6. Créer et généraliser des supports de communication, vers les parents et les professionnels, recensant les associations du territoire en fonction des thématiques et cartographier les ressources
7. Développer des dispositifs et actions liant devoirs et sport et/ou culture
8. Consolider et renforcer les partenariats entre les conservatoires de quartier, les écoles et les collèges, notamment dans le cadre du renforcement des dispositifs passerelles afin de toucher l'ensemble les habitantes et habitants des territoires prioritaires

Actions à consolider

1. Étendre l'offre d'accompagnement à la scolarité dans les quartiers prioritaires de l'école élémentaire à la terminale
2. Poursuivre le soutien aux dispositifs d'accompagnement individualisé des enfants et jeunes des quartiers prioritaires de la ville, et notamment l'accompagnement à la scolarité, le Programme de Réussite éducative (PRE), les Cordées de la Réussite, dispositif d'accompagnement à la réussite pluri-éducative des élèves (ARP2E)
3. Renforcer l'offre de loisirs éducatifs en privilégiant la pratique sportive et artistique (Éducation par le sport, programme « Émancipation par le break », résidences artistiques et culturelles en élémentaires et en collège, classes à Paris par exemple) et conforter les projets existants (DEMOS,

Actions à développer

9. Développer et soutenir les actions visant à améliorer les compétences psycho-sociales des enfants et des jeunes par la pédagogie de la coopération
10. Développer une offre d'accompagnement et d'orientation aux études en faveur des lycéens
11. Poursuivre et étendre l'expérimentation de la rénovation de l'offre parisienne sur les temps du soir en élémentaire
12. Favoriser la connaissance du dispositif « Journées Républicaines de la Jeunesse » (JRJ - ex VVV Police) qui accueille des collégiens les mercredis après-midi, en partenariat avec les collèges ainsi que lors des petites et grandes vacances



Les acteurs

Pilotes : Préfecture (BPV), Ville de Paris (DDCT)

Partenaires associés : Préfecture (SPUS), Ville de Paris (DASCO, DFPE, DSOL), Groupement d'intérêt public pour la Réussite éducative à Paris (GIP RE), Education Nationale (MAEC, DAAC, CLEMI, SDJES), Caf

Lieux ressources : associations, centres sociaux, bibliothèques, écoles et établissements scolaires, accueils collectifs de mineurs, Cités éducatives



Les financement mobilisables

Etat : Appels à projets politique de la ville (BOP147), Cités éducatives, BOP 163, Éducation nationale (Appel à projets égalité femmes hommes, dispositifs de soutien aux apprentissages et remédiation)

Caf : Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS), Fonds Public et Territoire

Ville de Paris : Appel à projets politique de la ville, axe Citoyenneté, Laïcité, Valeurs de la République (CLVR) de l'appel à projets politique de la ville, appel à projets pour le partage de la culture scientifique

Autres : GIP Réussite Éducative et fondations privées



Les plans et stratégies

- Projet Éducatif de Territoire (PEdT) 2021/26tive à la Mixité sociale dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville



Les indicateurs à suivre :

- Nombre de parcours de Réussite éducative proposés par an et part des parcours en reconduction d'une année sur l'autre
- Nombre et part des élèves en REP/REP+ suivis dans le cadre du dispositif d'Accompagnement à la Réussite Pluri-Éducative des élèves (ARP2E) (nombre d'élèves suivis par rapport au nombre d'élèves total en REP/REP+)
- Nombre et part d'élèves en quartiers prioritaires ou REP/REP+ et à Paris bénéficiaires de l'accompagnement à la scolarité CLAS (nombre d'élèves bénéficiaires par rapport au nombre total d'élèves en quartiers prioritaires, REP/REP+, à Paris)

ENGAGEMENT 3 : Faire de la pratique et du plaisir de la lecture des enfants une priorité

PROBLÉMATIQUES ET BESOINS EXPRIMÉS :

Par comparaison avec la moyenne parisienne, le niveau en lecture des élèves résidant en quartier prioritaire demeure plus faible malgré de notables améliorations. Ce contexte implique de conduire des actions pour initier les enfants au plaisir de la lecture et travailler en particulier en direction des familles allophones.

Le Plan maternelle et le Plan lecture mis en place par l'Académie de Paris et la Ville, ont permis d'améliorer les performances en lecture des jeunes lecteurs. Le territoire parisien dispose de ressources riches et variées, ces ressources devant aussi et fortement bénéficier aux enfants et aux jeunes résidant en quartiers prioritaires ou culturelle. Pour les enfants dont les parents ont des hauts revenus, la part est de 38%.



Parole d'habitante et d'habitant

« Le quartier est un peu éloigné des bibliothèques, mais les écoles et la mairie organisent des activités autour de la lecture chaque année qui permettent aux enfants de s'intéresser aux livres. » Témoignage recueilli lors de la consultation à Danube en 2023



Enjeux et principaux axes d'interventions

- Sensibiliser - Accompagner les parents pour un accès à la lecture dès la naissance de leur enfant et développer l'imaginaire dès le plus jeune âge par la transmission orale des contes et récits
- Promouvoir - Développer des activités variées pour encourager la pratique et faire naître le plaisir de la lecture
- Valoriser - Promouvoir la lecture en langue étrangère et en langue d'origine



Actions à consolider

1. Faciliter l'accès des publics aux animations proposées par les bibliothèques du réseau de lecture publique parisien en développant des actions hors les murs, notamment au bénéfice des quartiers ne disposant pas d'une bibliothèque à proximité

2. Encourager les actions de valorisation du livre, de la lecture et des contes au sein des Cités éducatives (Semaines de la lecture, événement « Chouette, on lit ! », abonnements à la presse, projet « 1000 livres »)

3. Développer les événements autour de la lecture (« Nuits de la lecture », « Si la nuit m'était contée » par exemple)



Actions à développer

5. Déployer à l'ensemble des quartiers prioritaires une démarche de promotion territoriale de la lecture permettant, chaque année, pendant une période, de mobiliser l'ensemble des partenaires (bibliothèques, écoles, associations, librairies de quartier, etc.) pour le développement d'actions de valorisation du livre et de la lecture dans les quartiers prioritaires (résidences et interventions d'auteurs, concours de lecture, salons du livre, bibliothèques mobiles, implantation de ressourceries culturelles, etc.) au sein de lieux institutionnels ou associatifs (établissements scolaires, de la petite enfance, centres sociaux, centres d'animation, etc.) et dans l'espace public (parcs et jardins, etc.)
6. Entretenir l'interconnaissance et l'échange de pratique entre professionnels éducatifs et culturels d'un même quartier par l'organisation de coordinations de quartier
7. Développer et soutenir les actions de mentorat en nouant des partenariats avec les écoles
8. Développer les actions intergénérationnelles permettant la transmission du goût de la lecture, principalement pour les enfants de maternelle, en soutenant les associations dans le cadre des temps scolaire, périscolaire et extrascolaire
9. Renforcer la place du livre et son accès au sein des différents modes d'accueil du jeune enfant et des projets pédagogiques (établissement d'accueil du jeune enfant, relais petite enfance, maison des assistantes maternelles) dans une démarche d'amélioration de la qualité d'accueil pédagogique de l'enfant



Les acteurs

Pilotes : Préfecture (BPV), Ville de Paris (DAC), Académie de Paris (MAEC)

Partenaires associés : Ville de Paris (DASCO, DFPE, SPV), Centre paris lecture (CPL), Coup de pouce (accompagnement à la scolarité), GIP Réussite éducative (GIP RE), Cités éducatives, Caf, DRAC, Centre National du Livre (CNL), Bibliothèque Nationale de France (BNF), La Poste

Lieux ressources : associations, centres sociaux, bibliothèques, écoles et établissements scolaires, accueils collectifs de mineurs



Les financement mobilisables

Etat : Appels à projets politique de la ville (BOP147), Cités éducatives, DRAC

Caf : Fonds Public et Territoire, fonds nationaux investissement petite enfance, appels à projets

Ville de Paris : Appel à projets politique de la ville, financements de la DASCO et de la DAC

Autres : GIP Réussite éducative, fondations privées



Les plans et stratégies

- Plan Lire à Paris
- Projet Éducatif de Territoire (PEdT)
- Quart d'heure lecture
- Plan de soutien à l'accueil individuel 2021-2024
- Convention territoriale globale (CTG)
- Convention de partenariat DAC-Caf
- Contrat Territoire Lecture (DRAC)
- Partir en livre



Les indicateurs à suivre :

- Résultats d'évaluation à l'entrée du CE1 en REP/REP+ et dans l'Académie
- Nombre d'évènements et actions hors les murs en quartiers prioritaires en faveur de la promotion et l'apprentissage de la lecture (et le cas échéant, part de ces évènements en quartiers prioritaires par rapport au nombre total d'évènements)
- Nombre d'habitants en quartiers prioritaires fréquentant les bibliothèques parisiennes par rapport au nombre total d'habitants fréquentant les bibliothèques

ENGAGEMENT 4 : Prévenir le décrochage scolaire et proposer aux collégiens et collégiennes, aux jeunes sortis du circuit scolaire, des outils et un accompagnement pour réussir leur orientation professionnelle et leur insertion dans la société

PROBLÉMATIQUES ET BESOINS EXPRIMÉS :

À Paris, les jeunes résidents des quartiers de la politique de la ville sont peu diplômés (24% n'ont pas de diplôme contre 14% de l'ensemble des jeunes parisiens). Les moins qualifiés sont les plus touchés par le chômage : trois ans après leur sortie du système scolaire, 40% des non diplômés sont au chômage, contre 9% des diplômés du supérieur.

Ce constat est conforme aux tendances observées à l'échelle nationale, les jeunes âgés de 15 à 29 ans vivant dans les quartiers prioritaires étant deux fois plus touchés par le chômage que les jeunes des quartiers environnants.

Les élèves issus de catégories sociales défavorisées, et notamment ceux dont les parents ont un faible niveau d'études, suivent moins souvent un parcours scolaire linéaire : accès moins fréquent en seconde générale et technologique et orientation subie en voie professionnelle.

Pour autant, le maillage parisien des professionnels dont la mission est d'accompagner ces jeunes est satisfaisant. Pour répondre à ces inégalités avec les professionnels de terrain en appui, des actions en faveur des collégiens, jeunes lycéens et jeunes en voie de marginalisation sont à renforcer.



Parole d'habitante et d'habitant

« Il faut proposer une deuxième chance à tous les jeunes qui ont décroché et faciliter le retour vers les études. » Témoignage recueilli lors des consultations menées en 2023



Enjeux et principaux axes d'interventions

- Découvrir - Permettre aux collégiens d'envisager positivement leur avenir en leur donnant à connaître la diversité des filières professionnelles et métiers et en les aidant ainsi dans leur choix d'orientation
- Soutenir - Porter une attention particulière aux jeunes donnant des signes ou en voie de décrochage scolaire et ce, dès l'école élémentaire
- Remobiliser - Imaginer et mobiliser toutes les ressources pour aider des jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire et sans activité à relancer un projet de vie



Actions à consolider

1. Consolider le maillage et la complémentarité entre professionnels au contact des jeunes en décrochage et/ou en voie de marginalisation
2. Développer les compétences psycho-sociales des enfants et des jeunes (savoir résoudre des problèmes, communiquer efficacement, avoir conscience de soi et des autres, etc.) en développant notamment une offre pédagogique à même de (ré)amorcer un parcours d'insertion sociale et professionnelle

3. Accroître les articulations avec le pôle « internats scolaires et professionnels » de la sous-direction de la Prévention et de la protection de l'enfance pour faciliter le repérage et les orientations
4. Soutenir les chantiers éducatifs et en diversifier les supports
5. Mobiliser davantage l'École de la 2^e chance au bénéfice des jeunes des quartiers prioritaires



Actions à développer

6. Mettre en place et développer, en lien avec les établissements scolaires accueillant les jeunes résidant en quartiers prioritaires, des actions de découverte positive des métiers (filieres, rencontre avec des professionnels, recherche de stages de troisième et de seconde, bourse aux stages), de l'orientation post-collège (forum, Parcoursup, etc.) et de promotion des filières de l'alternance
7. Proposer une offre d'accompagnement et de soutien aux élèves de seconde mis en difficulté résidant en quartier prioritaire
8. Soutenir les jeunes décrocheurs (de moins de 16 ans) en mobilisant et coordonnant mieux les ressources existantes
9. Proposer des séjours de rupture et de découverte, hors de Paris, associés à des projets sportifs, culturels, humanitaires
10. Développer des partenariats avec les établissements scolaires, afin de mettre en place des mesures de responsabilisation permettant la remobilisation des collégiens
11. Renforcer les actions de remobilisation des jeunes par le sport sur le temps périscolaire au sein des collèges



Les acteurs

Pilotes : Ville de Paris (DASCO, DDCT), État (Préfecture, Académie de Paris)

Partenaires associés : Ville (DSOL, DPMP, DJS, DAE), GIP Réussite éducative, PEP75, Mission Locale de Paris, Chambre de Commerce et de l'Industrie (CCI), Caf, Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS), La Poste

Lieux ressources : les centres d'information et d'orientation (CIO), les écoles élémentaires, les collèges et les lycées accueillant des habitantes et habitants des quartiers prioritaires, centres sociaux, accueils de collégiens exclus (Ville et Education Nationale), accueils préventifs au sein des établissements scolaires de jeunes en passe d'être exclus, Quartier Jeunes (QJ) et en son sein le Centre d'Information Documentation Jeunesse (CIDJ) et le Point Paris Emploi animé par la Mission Locale de Paris, les Points Information Jeunesse, les équipements jeunesse de la Ville de Paris (Centres Paris Anim' et Espaces Paris Jeunes)



Les plans et stratégies

- Stratégie Europe 2020
- Programme National FSE+
- Projet Éducatif de Territoire (PEdT) 2021/26



Les indicateurs à suivre :

- Nombre et part de jeunes NEET en quartiers prioritaires accompagnés dans le cadre du Plan régional d'insertion pour la jeunesse (PRIJ) en sorties positives à l'issue de l'accompagnement
- Nombre d'habitants des quartiers prioritaires ayant participé à un chantier éducatif, nombre de chantiers éducatifs par an et supports des chantiers éducatifs
- Nombre de partenariats avec les établissements scolaires, afin de mettre en place des mesures de responsabilisation permettant la remobilisation des collégiens en complément des mesures avec la police de quartier
- Nombre et part des établissements ayant bénéficié d'actions de découverte positive des métiers en REP/REP+ et à Paris



Les financement mobilisables

Etat : Appels à projets politique de la ville (BOP147), Cités éducatives, CNR

Caf : Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS)

Ville de Paris : Appel à projets politique de la ville, financements du Service Social Scolaire de la DSOL

Autres : GIP Réussite éducative et fondations privées



© Bureau de la politique de la ville

ENGAGEMENT 5 : Rendre le quartier plus accueillant pour les familles en développant des modes de garde et des lieux de répit adaptés aux besoins

PROBLÉMATIQUES ET BESOINS EXPRIMÉS :

Le territoire parisien présente un taux de couverture tous modes de garde confondus de 72%, bien supérieur au taux national moyen (59%). A Paris, l'accueil collectif porte l'effort principal pour répondre aux besoins en mode de garde. De fait, le recours aux assistantes maternelles est très faible à Paris (5%) alors qu'il s'agit du mode d'accueil formel le plus utilisé en France (31%). Les auxiliaires parentales représentent enfin 12% des solutions d'accueil à Paris, ce qui en fait une spécificité du territoire. Cette couverture importante est toutefois inégalement répartie sur le territoire. Certaines habitantes et certains habitants restent en effet confrontés à des difficultés pour accéder à un mode de garde pour leur enfant.

Or, plus qu'une solution de garde, obtenir une place en crèche est aussi un réel point d'appui pour exercer sa parentalité, en particulier pour les familles monoparentales très présentes dans les quartiers prioritaires. Ce sont très majoritairement les mères isolées qui, sans réseau familial de proximité, rencontrent des difficultés à sécuriser les modes de garde pour leurs enfants les plus jeunes (jusqu'à 11 ans). Leur permettre d'accéder à une solution de garde adaptée, éventuellement en dehors des horaires institutionnels, facilitera leurs activités et démarches personnelles (repos, loisirs, entretiens d'embauche, etc.).

Parole d'habitante et d'habitant

« Comment demander à des mères de famille de trouver un travail, alors qu'on sait qu'elles n'ont aucune solution pour s'occuper de leurs enfants ? » Témoignage recueilli lors des consultations menées en 2023

Enjeux et principaux axes d'interventions

- Diffuser - Garantir l'accès à une information simple et complète pour tous les parents et futurs parents sur l'ensemble des modes d'accueil possibles et ressources associatives existantes sur le territoire
- Accueillir - Permettre à tous les parents en particulier les familles monoparentales, de manière inconditionnelle, d'accéder à un mode de garde leur permettant d'avoir des moments de répit et ainsi garantir un égal accès à tous les enfants parisiens à une solution d'accueil adaptée à leurs besoins
- Élargir - Développer des modes de garde pour permettre une meilleure adaptation des horaires proposés aux contraintes familiales et professionnelles des habitantes et habitants des quartiers prioritaires

Actions à consolider

1. Promouvoir les informations (ex : relai info famille, Monenfant.fr), auprès des différents acteurs, sur les modes d'accueil de jeunes enfants (spécificités et disponibilités d'accueil actualisées) : crèches et halte-garderie AVIP et autres, protocole RSA garde d'enfant, aides de France Travail (dispositif AGEPI), garde d'enfants par les centres sociaux pendant les ateliers d'apprentissage du français

2. Fluidifier et harmoniser les procédures entre arrondissements pour accéder aux crèches AVIP et développer l'accompagnement des parents dans leurs demandes de garde par France Travail et la Mission Locale de Paris

3. Renforcer le maillage territorial des établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE) labellisés à Paris avec une attention particulière portée sur les arrondissements ayant des quartiers prioritaires afin de démultiplier les possibilités d'accueil et d'améliorer le taux de satisfaction des demandes de parents en insertion

4. Développer et promouvoir les activités à destination des jeunes enfants ainsi que les activités permettant aux parents d'être avec leurs enfants en tenant compte des besoins des parents (horaires, lieux et tarifs adaptés)

5. Développer les ludothèques sous toutes ses formes (en particulier en plein air) en fonction des besoins exprimés

6. Accompagner les familles dans leurs démarches d'inscription aux accueils de loisirs afin d'en faciliter l'accès

7. Encourager, au plus près des familles, les initiatives d'aller-vers des lieux d'accueil enfants-parents et des «samedis en famille», au plus près des familles

Actions à développer

8. Concevoir et co-construire avec les familles, à partir de leurs besoins, des outils d'information innovants (notamment sur les réseaux sociaux) pour promouvoir les différents dispositifs les concernant

9. Concevoir un établissement type halte-garderie hors les murs et/ou itinérantes

10. Proposer et faciliter l'accès aux modes d'accueil à destination des enfants de moins de 12 ans pendant la semaine, les week-ends au bénéfice notamment des familles les plus fragilisées (évolution du complément mode de garde en 2025, ouverture des EAJE en soirée et le week-end pour favoriser le temps de répit, etc.)

11. Favoriser la mise en relation des familles avec des jeunes en recherche de missions de baby-sitting



Les plans et stratégies

- Cités éducatives
- Schéma Parisien des Services aux Familles (SPSF)
- Projet Éducatif de Territoire (PEdT)
- Convention Territoriale Globale (CTG)
- Stratégie Enfance et Famille



Les indicateurs à suivre :

- Nombre et part d'enfants résidant en quartiers prioritaires ayant fréquenté des LEAP en quartiers prioritaires et à Paris
- Part de familles monoparentales résidant en quartiers prioritaires ayant fréquenté des LEAP sur l'ensemble des familles
- Nombre de places d'accueil de la petite enfance dans les quartiers prioritaires et à Paris et part des enfants accueillis de moins de 3 ans dans les quartiers prioritaires et à Paris
- Taux de couverture des quartiers prioritaires pour les modes de garde d'enfants de moins de 12 ans le week-end : indicateur de suivi d'action à mobiliser par ailleurs



Les acteurs

Pilotes : Ville de Paris (DFPE), Caf

Partenaires associés : Ville (DASCO, DSOL, SPV), DRIEETS, préfecture d'Île-de-France, préfecture de Paris, France Travail

Lieux ressources : associations, centres sociaux, écoles et établissements scolaires, accueils collectifs de mineurs, EAJE



Les financement mobilisables

Etat : Appel à projets politique de la ville, Cités éducatives, Pacte des solidarités, France travail

Caf : Prestations de service, Fonds Public et Territoire

Ville de Paris : service politique de la ville, droit commun DFPE pour les LAEP, Samedis en famille, groupes de paroles, réseaux familles monoparentales (avec SPV) et ludothèque



© Bureau de la politique de la ville

ENGAGEMENT 6 : Proposer un panel de services, des espaces d'écoute et d'entraide, notamment au bénéfice des parents isolés, pour faciliter les liens avec l'école et les institutions

PROBLÉMATIQUES ET BESOINS EXPRIMÉS :

Dans les quartiers prioritaires, les liens entre les parents et les institutions, aux premiers rangs desquelles l'école, peuvent s'avérer fragiles, se traduisant parfois par un sentiment d'isolement pour les parents, dévalorisés par une méconnaissance des dispositifs et la crainte d'une incapacité à accompagner leurs enfants vers la réussite éducative.

Ce phénomène est renforcé pour les foyers monoparentaux qui sont nombreux à vivre au sein des quartiers prioritaires parisiens (40% en moyenne). Une attention particulière doit ainsi être portée à ces familles qui sont

davantage touchées par des difficultés financières (33% sous le seuil des bas revenus) et sociales. Aussi, la proportion de familles allophones est importante dans les quartiers prioritaires parisiens, nécessitant de développer des actions adaptées, en particulier concernant le lien familles - école.

Renforcer l'accompagnement de ces parents, souvent isolés, dans leurs liens à l'institution en général, constitue un véritable enjeu à mener dans le cadre de la politique de la ville.



Parole d'habitante et d'habitant

«Le fait que je sois dans ce centre, m'a permis de rencontrer une assistante sociale. J'ai aussi rencontré des mamans qui ont des problèmes, qui sont seules avec leurs enfants. C'est une expérience. Ça m'a permis d'échanger. Si j'étais restée trop enfermée dans ma bulle, à l'hôtel, ça ne m'aurait pas aidé. Donc c'est bien, c'est un plus.» Témoignage recueilli lors des consultations menées en 2023



Enjeux et principaux axes d'interventions

- Améliorer - Communiquer en direction des familles en diversifiant les lieux de communication, les horaires mais également les supports et les acteurs
- Renforcer - Offrir un accompagnement des familles et encourager leur participation à des projets de parents et pour les parents
- Développer - Diversifier l'offre territoriale pour réduire les inégalités d'accès des parents aux dispositifs de soutien à la parentalité



Actions à consolider

1. Développer la médiation culturelle auprès des familles allophones et les formations de parents élus en vue de toucher les parents éloignés de l'école
2. Déployer des espaces de proximité dans tous les quartiers prioritaires parisiens (structures labellisées «lieux ressources parentalité», cafés des parents, portes ouvertes, Universités Populaires des Parents, Paris Collèges Familles, etc.) en ouvrant notamment des lieux et modalités d'accueil pour les parents au sein des écoles et des collèges

3. Accentuer l'aller-vers pour faciliter l'accès de l'ensemble des familles des quartiers prioritaires et notamment les plus précaires aux divers services et ressources de soutien à la parentalité, ainsi qu'aux Relais d'Information Familles en mairies d'arrondissement

4. Développer les réseaux de solidarité des familles monoparentales, en particulier dans les territoires entrant en politique de la ville

5. Développer les formations aux outils numériques utiles aux parents (PRONOTE, Parcoursup)



Actions à développer

6. Développer les activités (artistiques, sportives, sorties culturelles, etc.) partagées en famille et fondées sur la relation parent-enfant en s'appuyant par exemple sur les structures de l'animation de la vie sociale ou les ateliers du samedi matin
7. Mobiliser et/ou créer des ludothèques (en particulier de plein air), en s'appuyant sur le dispositif des samedis en famille ou sur les projets relatifs à la parentalité numérique et à l'accompagnement de la parentalité à l'adolescence, au sein des quartiers prioritaires
8. Envisager une communication adaptée en direction des familles allophones : information sur les ressources linguistiques de quartier et «descriptif en 10 langues» pour comprendre le fonctionnement du système éducatif français (en partenariat avec le centre académique pour la scolarisation des élèves allophones nouvellement arrivés et des enfants issus de familles itinérantes et de voyageurs (CASNAV) et de l'offre à leur disposition (modes d'accueil, PMI et autres offres pour les enfants âgés de moins de 3 ans)
9. Développer l'accompagnement des familles résidant en hôtels sociaux en se rapprochant des acteurs clés

10. Soutenir le développement d'actions d'interprétariat au service des parents allophones

11. Organiser des permanences administratives dans les écoles pendant certains temps forts de l'année scolaire (rentrée inscription facil'famille, cantine, bourses dans les collèges, veille des vacances pour le périscolaire et l'extrascolaire, Parcoursup)



Les plans et stratégies

- Cités éducatives
- Schéma Parisien des Services aux Familles (SPSF)
- Projet Éducatif de Territoire (PEdT)
- Programme de Réussite éducative
- Stratégie enfance et famille
- Projets sociaux de territoires (DFPE)



Les acteurs

Pilotes : Ville de Paris (DFPE), Éducation Nationale (MAEC), Caisse d'Allocations familiales (Caf)

Partenaires associés : Ville de Paris (DFPE, DAC, DJS, DSOL), Groupement d'intérêt public pour la Réussite éducative à Paris (GIP RE), Cités éducatives parisiennes, CASNAV (EN), Préfecture (BPV)

Lieux ressources : associations, centres sociaux, écoles et établissements scolaires, accueils collectifs de mineurs, structures labellisées « lieux ressources parentalité »



Les indicateurs à suivre :

- Nombre de participants aux actions proposées par les Cités éducatives par rapport à l'ensemble des élèves concernés



Les financement mobilisables

État : Appel à projets politique de la ville, Cités éducatives,

Caf : Convention Territoriale Globale (CTG), prestations de

service

Ville de Paris : SPV, DFPE, DASCO

Autre : GIP Réussite éducative



© Bureau de la politique de la ville

SE FORMER, TRAVAILLER OU ENTREPRENDRE

ENGAGEMENT 7 : Aller vers les habitantes et habitants pour faciliter ou encourager l'entrée dans une démarche de recherche d'emploi ou de formation

PROBLÉMATIQUES ET BESOINS EXPRIMÉS :

L'aller-vers constitue une démarche à renforcer et à privilégier, notamment dans le domaine de l'insertion professionnelle. Il est en effet observé, depuis le précédent contrat de ville, un moindre recours à l'offre de déployée par le service public de l'emploi. Pour des personnes en difficulté, souvent isolées, comprendre comment fonctionne l'administration et être capable de faire valoir ses droits est plus difficile à surmonter aujourd'hui en raison de la dématérialisation des démarches.

Identifier et raccrocher au service public de l'emploi les personnes fragilisées constitue une priorité mais doit, dans sa mise en œuvre, prendre en compte la diversité des publics : jeunes de 18 à 25 ans, familles monoparentales, travailleurs handicapés, demandeurs d'emploi de plus de 50 ans, bénéficiaires des minima sociaux. Pour ce faire, les annonces du Comité interministériel des villes (CIV), en date du 27 octobre 2023, mentionne la mobilisation de crédits importants (120 M € sur 3 ans au bénéfice des quartiers prioritaires).

Parole d'habitante et d'habitant

«Je ne comprends pas comment m'inscrire à France Travail, cela passe par leur portail informatique et c'est compliqué. Je ne savais pas ce que c'était le PLIE : le médiateur emploi m'a expliqué et je me suis dit que cela me correspondait bien.»
Témoignage recueilli lors des consultations menées en 2023

Enjeux et principaux axes d'interventions

- Capter - Mettre en place ou développer les démarches d'aller-vers et innover dans les méthodes «d'accroche» des habitantes et habitants des quartiers prioritaires sans emploi et qui, au sein des quartiers prioritaires, n'ont que peu, pas ou plus de lien avec le service public de l'emploi
- Orienter - Comprendre les besoins et les attentes des publics à l'aide d'une posture engagée et engageante afin de recréer un lien de confiance et réussir à orienter vers les ressources partenariales et dispositifs les plus appropriés

Actions à consolider

1. Pérenniser le Programme régional d'insertion des jeunes (PRIJ) porté par la Mission Locale de Paris (MLP) permettant le repérage et l'accès des jeunes 16-25 ans, et notamment des femmes, à l'ensemble des services qui y sont déployés, consolider le partenariat avec tout type d'acteurs et initier davantage celui avec les acteurs de la parentalité.
2. Consolider les permanences emploi dans des structures fréquentées par les familles notamment les centres sociaux

3. Développer les actions de sensibilisation au sein des immeubles et en lien avec les bailleurs sociaux, par exemple, sous la forme de «kiosques emploi» ou d'actions organisées dans l'espace public avec, si besoin, l'opportunité de lier dans ces actions les approches emploi et accès au droit

4. Généraliser les outils d'aller-vers qui ont fait leurs preuves, du type «rentrée partagée» des acteurs linguistiques, de manière à créer des récurrences sur les territoires

5. Organiser l'articulation entre les acteurs de l'aller-vers et les acteurs de l'accompagnement socio-professionnel en favorisant l'interconnaissance et les habitudes collaboratives de manière à rendre plus efficaces et efficientes les interventions de chacun

Actions à développer

6. Développer et pérenniser le dispositif AVEQ (Aller Vers l'Emploi dans les Quartiers), porté par l'EPEC en direction d'un public adulte, sur les territoires non couverts (Belleville, 13^e, 14^e, 15^e et 17^e arrondissements)

7. Développer des actions hors les murs autour d'événements sportifs et culturels utilisés comme leviers pour aborder les questions d'emploi et de formation afin d'attirer de nouveaux publics

8. Rendre visible, sous forme de programmations aisément diffusables, les actions hors les murs à l'échelle des territoires

9. Renforcer la mobilisation des publics des quartiers prioritaires dans le cadre de la mise en place de France Travail qui va consolider la logique d'aller-vers notamment dans son lien partenarial avec les acteurs de l'insertion professionnelle

10. Sur les 4 territoires labellisés Territoires zéro chômeurs de longue durée (TZCLD) dans les 13^e, 18^e, 19^e et 20^e, pour suivre le soutien aux Entreprises à But d'Emploi, les actions de repérage des demandeurs d'emploi de longue durée et la coordination avec les référents France Travail identifiés dans les agences présentes sur les territoires concernés

11. Expérimenter les actions de type maraudes numériques pour toucher un public encore plus isolé, coupé de la vie de son quartier et développer la mise en œuvre de projets innovants en la matière

Les acteurs

Pilotes : Ville de Paris (DAE/DDCT), préfecture d'Île-de-France, France Travail, DRIEETS, Mission locale de Paris, EPEC
Partenaires associés : CCIP.

Les financement mobilisables

État : BOP 147, offre inclusion Pacte des solidarités
Ville de Paris : SPV, DAE
Autres : FSE, fondations privées



Les plans et stratégies

- Pacte des solidarités
- Plan départemental IAE
- PPIE



Les indicateurs à suivre :

- Taux de sortie positive : des jeunes (PRIJ) suivis par la MLP et personnes suivies par AVEQ
- Nombre et part des bénéficiaires du PLIE dans les quartiers prioritaires et à Paris

ENGAGEMENT 8 : Créer les conditions pour que les habitantes et habitants accèdent à un emploi stable

PROBLÉMATIQUES ET BESOINS EXPRIMÉS :

Le taux de chômage des habitants des quartiers prioritaires est en moyenne 2,5 fois plus élevé qu'au niveau national. En outre, on compte 25 % de jeunes NEET dans les quartiers prioritaires. Et, la part des allocataires du RSA est de 11,7 % dans les quartiers politiques de la ville contre 5,4 % à Paris. Enfin, le nombre de personnes handicapées représente 15 % de la demande d'emploi dans les quartiers prioritaires.

Ces habitants, moins diplômés, peuvent être en décalage par rapport aux exigences du marché du travail et sont aussi concernés par davantage de difficultés qui consti-

tuent des freins les empêchant d'accéder à un emploi durable, de qualité et correspondant à leurs aspirations : accès à un mode de garde, accès à la formation, moindre maîtrise de la langue française, compréhension des codes de l'entreprise et des process de recrutement, problématique de santé, etc.

À ce titre, obtenir la labellisation « Cité de l'emploi » serait pour Paris une opportunité pour davantage travailler en réseau et mailler les territoires prioritaires d'actions coordonnées en matière d'insertion socioprofessionnelle.



Parole d'habitante et d'habitant

« Moi, je ne comprends pas ce que les employeurs attendent de moi quand je suis reçue en entretien. Les process de recrutement sont trop compliqués et parfois j'abandonne. »
Témoignage recueilli lors des consultations menées en 2023



Enjeux et principaux axes d'interventions

- Construire - Privilégier une approche globale dans l'accompagnement des personnes en renforçant la coordination et les échanges entre les différents intervenants dans une logique de parcours (de la définition du projet professionnel à leur entrée ou retour en emploi, et à leur maintien en emploi)
- Accélérer - Faciliter le retour à l'activité en mobilisant au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires la palette d'outils disponibles, permettant notamment les mises en situation de travail



Actions à consolider

1. Poursuivre la coordination avec les directeurs ou responsables d'équipe au sein de chaque agence France Travail pour favoriser la co-construction d'événements et la communication des programmations des partenaires de l'insertion

2. Développer au sein de tous les quartiers prioritaires de la ville des informations de proximité pour l'emploi proposées par les structures associatives ou les acteurs institutionnels (PLIE, EPI) en particulier dans les nouveaux quartiers et ceux qui ne sont pas encore couverts et favoriser leur orientation vers le réseau pour l'emploi

3. Multiplier les présentations de l'offre de formation et d'insertion de la Région auprès de l'ensemble des partenaires de l'emploi et de l'insertion afin de mieux la mobiliser en direction des habitantes et habitants des quartiers prioritaires

4. Renforcer l'accueil et l'accompagnement des publics des quartiers prioritaires dans les structures de l'emploi (dispositifs PEE et CBP portés par la Région, École de la 2^e chance, PLIE, Points Paris Emploi)

5. Organiser à l'échelle des quartiers/arrondissements un dialogue entre acteurs de l'accompagnement vers l'emploi, partenaires de quartiers et services sociaux pour renforcer la coordination des parcours sur le champ social et professionnel en s'appuyant notamment sur l'expérience du TZNR

6. Développer les programmes de pré-qualification ainsi que des immersions en entreprises ou sur les plateaux techniques de formation

7. Favoriser l'accès du public des quartiers prioritaires au dispositif de l'IAE et augmenter leur part au sein des recrutements dans les SIAE (notamment les régies de quartier, très présentes en cœur des quartiers prioritaires).

8. Poursuivre les interventions permettant de lever les freins judiciaires à l'accès à l'emploi (surendettement, casier judiciaire, amendes COVID, etc.) en lien avec les actions menées par le PRIJ et les points conseil budget



Actions à développer

9. Soutenir les programmes de reconnaissance des compétences extraprofessionnelles (savoir-être, engagement citoyen ou bénévolat, pratique d'une langue, etc.)

10. Consolider les régies de quartier sur l'ensemble des quartiers prioritaires

11. Former et accompagner les professionnels de l'insertion à la mobilisation des modes de garde existants (crèches AVIP, offre parisienne dans toute sa diversité, aides financières de la Ville, et de France Travail) pour permettre que ces aides soient pleinement utilisées

12. Généraliser les permanences de la MDPH au sein des quartiers prioritaires



Les acteurs

Pilotes : Ville (DDCT, DAE) / Préfecture, France Travail, DRIEETS

Partenaires associés : Associations proposant des actions d'accompagnement vers l'emploi, Structures de l'Insertion par l'Activité Économique, Entreprises à But d'Emploi (EBE), France Travail, Mission locale, Région Île-de-France, Préfecture (BPV)



Les financement mobilisables

État : politique de la ville, DRIEETS : Offre inclusion, FSE

Ville de Paris : SPV, DAE

Autres : Fondations privées



Les plans et stratégies

- Pacte local des solidarités
- Protocole PLIE
- Plan Parisien d'Insertion Pour l'Emploi (PPIE)



Les indicateurs à suivre :

- Nombre et part des habitants en quartiers prioritaires et à Paris accompagnés par France Travail, le réseau pour l'Emploi (Mission Locale, Cap Emploi) et l'EPEC dans le cadre des dispositifs d'accompagnement renforcés et Taux de sorties positives des personnes accompagnées dans le cadre des dispositifs d'accompagnement renforcés (hors France Travail)
- Nombre et part des habitants en quartiers prioritaires accompagnés via l'appel à projets Dynamique Emploi
- Nombre et part des d'allocataires du RSA résidant en quartiers prioritaires suivis par les Espaces Parisiens d'Insertion (EPI)

ENGAGEMENT 9 : Renforcer la mise en lien avec les organismes de formations, les entreprises et les administrations publiques

PROBLÉMATIQUES ET BESOINS EXPRIMÉS :

Les habitants des quartiers prioritaires rencontrent des difficultés pour connaître et appréhender les opportunités d'emploi pourtant nombreuses sur le territoire parisien et francilien. Ils sont davantage sujets au phénomène d'auto-censure et de fait peinent à se projeter sur certains métiers. Les jeunes des quartiers prioritaires désireux de s'engager sur la voie de l'alternance sont souvent obligés de renoncer parce qu'ils ne trouvent pas d'employeur pour signer un contrat d'apprentissage.

L'enjeu du contrat de ville, dans une perspective de moindre chômage en 2024, est d'ouvrir le champ des possibles et permettre aux habitantes et habitants des quartiers prioritaires de faire valoir leurs compétences et talents en cohérence avec leurs aspirations.

Parole d'habitante et d'habitant

«J'ai déposé mon CV là-bas, ils m'ont accepté pour faire un stage. Ils nous ont fait des conventions de trois semaines. C'était vraiment super. Ça, c'est la chose qu'ils nous offrent pour qu'on découvre d'autres métiers avant de choisir. Du coup, j'ai fait ce premier stage et j'avais un autre stage prévu dans une maison pour les enfants handicapés et depuis que j'ai passé trois semaines à l'école maternelle, ça m'a beaucoup aidé et j'ai décidé de faire ça, ce métier-là !» Témoignage recueilli lors des consultations menées en 2023

Enjeux et principaux axes d'interventions

- S'allier - Mieux mobiliser la responsabilité sociale et territoriale des entreprises en les incluant dans le processus de repérage, de préparation à l'emploi et de formation (sensibilisation et découverte de métiers, immersion en milieu professionnel)
- Innover - Développer davantage les modalités de recrutement dites innovantes et inclusives comme le recrutement sans CV ou la méthode de recrutement par simulation (MRS)
- Recruter - Favoriser le recrutement des habitants des quartiers prioritaires dans les métiers de la filière publique

3. Informer le plus en amont possible et préparer les publics des quartiers prioritaires aux métiers où les opportunités d'emploi sont importantes, (secteur de la transition écologique par exemple), en renforçant les présentations par des professionnels et développant les stages d'immersion (PMSMP) ainsi que le recours aux plateaux techniques (lieux qui permettent de développer les gestes professionnels liés à un secteur d'activité particulier)

4. Améliorer l'orientation des habitants des quartiers prioritaires vers les clauses sociales et augmenter leur part, notamment dans le cadre du NPNRU

5. Poursuivre le sourcing et l'accompagnement spécifique des publics des quartiers prioritaires sur les métiers et les formations de la Ville de Paris (recrutement sans condition de diplôme et concours) et sur l'ensemble des métiers de la filière publique

6. Sensibiliser les acteurs, mieux faire connaître l'offre pour orienter davantage de publics des quartiers prioritaires vers l'offre parisienne de formation (Paris Code, Paris Emploi à Domicile, «Paris Fabrik», cours municipaux d'adultes) et le programme régional de formation vers l'emploi

7. Développer des actions de sensibilisation et connaissance des métiers et secteurs d'activité à destination des professionnels accompagnant le public (exemple approche filière Plateforme SAP)

Actions à consolider

1. Poursuivre les initiatives organisées à l'échelle des arrondissements, type forum des métiers et job dating en collaborant avec le monde économique et notamment le Club «les entreprises s'engagent» porté par la CCIP
2. Prendre davantage appui sur les Pactes pour l'emploi Parisien signés par la Ville, le club «les entreprises s'engagent» de la CCIP et «Entreprises leaders» de la Région pour améliorer l'orientation des publics des quartiers prioritaires vers les entreprises publiques et privées en recherche de compétences



Actions à développer

8. Renforcer la mobilisation toute l'année des publics des quartiers prioritaires sur les sensibilisations et découvertes des métiers en tension ainsi que sur les opportunités de recrutement sans CV et méthodes innovantes portées par France Travail

9. Organiser au moins un événement par an sur l'alternance avec la Mission Locale de Paris, la DRIEETS, la CCIP et le rectorat en associant France Travail et le CFA académique, en complément des évènements déjà organisés autour de l'alternance par la CCI et le CIDJ (le forum de l'alternance) ainsi que les forums de la Ville de Paris («Paris pour l'Emploi des jeunes» et «Paris pour l'Emploi»)



Les acteurs

Pilotes : Ville de Paris (DDCT, DAE), Préfecture (DRIEETS), France Travail

Partenaires associés : BPI France, Medef, Chambre du Commerce et de l'Industrie (CCI), Structures d'Insertion par l'Activité Économique (SIAE), Région Île-de-France, Mission locale de Paris, Rectorat de Paris



Les financement mobilisables

État : crédits BOP147, Plan d'Investissement Compétences (PIC), Fonds Européens

Ville de Paris : crédits politique de la ville, financements DAE, financements « Promesse Républicaine »

Autres : Fondations privées



Les plans et stratégies

- Rapport de la mission promesse républicaine, 2021, Ville de Paris
- Plan climat 2024-2030, Ville de Paris
- PPIE
- Plan d'action partenarial apprentissage



Les indicateurs à suivre :

- Nombre et part d'habitants en quartiers prioritaires intégrant les métiers de la Ville de Paris (suivi de l'évolution)
- Nombre et part des habitants en quartiers prioritaires ayant signé un contrat de travail dans le cadre des clauses sociales
- Nombre et part des habitants des quartiers prioritaires qui ont suivi un programme de formation de la Ville de Paris ou de la Région Île-de-France ayant accédé à la formation qualifiante ou à l'emploi
- Part des demandeurs d'emploi en quartiers prioritaires suivant les formations de France Travail et de la Région



ENGAGEMENT 10 : Accompagner les habitants dans leur projet de création d'activité ou de reprise d'entreprise et consolider les nouvelles entreprises, notamment dans le secteur de l'économie sociale et solidaire

PROBLÉMATIQUES ET BESOINS EXPRIMÉS :

Les entrepreneurs des quartiers prioritaires sont globalement plus jeunes, en plus grande majorité des hommes et ont des revenus significativement plus faibles que sur le reste du territoire parisien (voir étude Apur). Certains secteurs d'activité sont également surreprésentés. Ainsi, les activités de postes et courriers (UBER/AMAZON) et de transports (VTC) constituent un nombre important de création d'entreprises dans les quartiers prioritaires.

Compte tenu de ces spécificités, il convient de pouvoir leur offrir des solutions d'accompagnement adaptées en veillant notamment à diversifier les profils des créateurs et à mieux accompagner leurs projets.

Les habitants des quartiers prioritaires font en effet face à des difficultés et freins spécifiques qui nécessitent un accompagnement adapté. On constate que pour ces raisons, ils sont notamment moins nombreux que dans le reste du territoire parisien à se lancer dans une démarche entrepreneuriale.



Parole d'habitante et d'habitant

« Il faudrait renforcer les moyens pour aider les habitants des quartiers à créer leur activité. » Témoignage recueilli lors des consultations menées en 2023



Enjeux et principaux axes d'interventions

- Prévenir - Sensibiliser à la création ou à la reprise d'entreprise tout en veillant à sécuriser les parcours des créateurs
- Connaître - Favoriser la lisibilité de l'offre d'accompagnement et construire la mise en réseau des acteurs en veillant à développer un esprit de coopération entre les acteurs



Actions à consolider

1. En collaboration avec l'Apur, mieux connaître le profil et les besoins des entrepreneurs dans les quartiers prioritaires en collectant annuellement les données URSSAF sur l'entrepreneuriat dans ces quartiers
2. Poursuivre l'articulation entre les acteurs de l'accompagnement vers l'emploi intervenant en quartiers prioritaires et les CitésLab, notamment à l'aide des rencontres du « Réseau entreprendre dans les quartiers prioritaires » qui permettent de nouer des collaborations au long cours
3. Sensibiliser les acteurs jeunesse (clubs de prévention, associations diverses) aux meilleures façons de sécuriser les parcours en auto-entrepreneuriat et consolider le dispositif de soutien à l'entrepreneuriat des jeunes de la Mission Locale
4. Accompagner les parcours d'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires vers des créations d'activité dans l'économie sociale et solidaire



Actions à développer

5. Étendre le dispositif CitéLab afin de couvrir l'ensemble des quartiers prioritaires et s'assurer de la bonne diffusion de l'ensemble des dispositifs existants (couveuses, prêts, autres dispositifs d'aide au lancement)
6. Développer un lieu dédié à l'entrepreneuriat, sur le modèle de la fabrique à entreprendre porté par la BPI, un lieu au sein duquel chaque porteur de projet ou jeune entrepreneur des quartiers prioritaires pourrait y trouver des ressources
7. Accompagner les créateurs dans la pérennisation de leur activité notamment via le dispositif Entrepreneur#Leader de la Région
8. Améliorer l'accès aux financements aux créateurs d'entreprise des quartiers prioritaires (Prêt d'honneur Quartiers PIE/BPI et l'ensemble des financements destinés à la création d'activité à impact) avec un objectif d'augmenter de 30% le nombre de prêts accordés à des résidents des quartiers prioritaires
9. Créer des liens avec les Points Paris Emploi développant des partenariats sur la création d'activité
10. Mettre en œuvre des partenariats avec des incubateurs



Les acteurs

Pilotes : Ville (DDCT, DAE), Préfecture (DRIEETS), France Travail, BPI France

Partenaires associés : Apur, URSSAF, Paris Initiative Entreprise (PIE), Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) Région Île-de-France, associations spécialisées dans l'accompagnement à la Crédit d'activité, Banque des territoires, EPEC (Groupement des Créateurs), associa-

tions soutenues dans le cadre de Jeunes Pousses

Lieux ressources : Les Canaux, La Cité des Sciences, Station F, le futur Carrefour de l'Entrepreneuriat, Point Paris Emploi (EPEC), les réseaux d'accompagnement et de financement à la création d'activité : France active, BGE, ADIE, CCIP, CMA, Incubateurs : EPICEAS (Projets 19), Émergence (PIE), les Pépinières, La Ruche, Make Sense, SINGA



Les plans et stratégies

- Quartiers 2030
- BPI
- Stratégie Impact 2028



Les indicateurs à suivre :

- Nombre et part de bénéficiaires en quartiers prioritaires accompagnés par le programme Entrepreneur#Leader
- Nombre de bénéficiaires sensibilisés et accompagnés par le dispositif CitésLab (objectif de 100 personnes accompagnées par CitésLab par an)
- Nombre et part des bénéficiaires issus d'un quartier prioritaire de l'accompagnement à la création du dispositif Paris Initiative Entreprise (PIE)
- Nombre de création d'entreprises par des habitants des quartiers prioritaires accompagnés par ces dispositifs (Entrepreneur#Leader, CitésLab, PIE) et taux de maintien de la structure à 6 mois/1 an



Les financement mobilisables

Etat : Appel à projets politique de la Ville

Région : FSE régional sur l'entrepreneuriat, stratégie Impact 2028, programme Entrepreneur#Leader)

Ville de Paris : Jeunes Pousses (DAE), Fonds parisien pour l'innovation

Autres : BPI (co-financement des CitésLab et du Carrefour de l'Entrepreneuriat, Banque des territoires (offre de prêts ou d'investissement pour les acteurs de l'ESS)



Les plans et stratégies

- Rapport de la mission promesse républicaine, 2021, Ville de Paris
- Plan climat 2024-2030, Ville de Paris
- PPIE
- Plan d'action partenarial apprentissage



SE LOGER ET BIEN VIVRE DANS MON QUARTIER

ENGAGEMENT 11 : Garantir plus de mixité sociale par l'attribution des logements et une plus grande variété dans la production de logements

PROBLÉMATIQUES ET BESOINS EXPRIMÉS :

A Paris, les enjeux de mixité sociale sont importants mais se traduisent différemment dans les quartiers prioritaires selon qu'ils se situent dans des quartiers des Faubourg ou des portes. Alors que les premiers connaissent de fortes tendances à la gentrification nécessitant des actions permettant le maintien de populations modestes, les seconds concentrent les logements sociaux de la ville impliquant un nécessaire effort de diversification.

Par ailleurs, la crise du logement s'accentue à Paris : la demande de logements est en croissance constante et la rotation des logements existants se tarit, malgré une augmentation très forte du nombre de logements neufs

depuis 20 ans. L'accès au logement est alors toujours plus difficile pour les populations fragiles ou les publics spécifiques comme les jeunes souhaitant décohabiter.

Enfin, l'offre de logements sociaux est historiquement déséquilibrée sur le territoire parisien. Depuis 2001, la production de logements très sociaux (PLAI) a été plus dynamique dans les arrondissements déficitaires du centre et de l'ouest dans une perspective de rééquilibrage. Toutefois, l'offre sociale et très sociale est encore majoritairement présente dans les quartiers prioritaires (71% à Paris en 2021) Par ailleurs, les quartiers prioritaires sont les quartiers qui accueillent le plus d'hébergement d'urgence.



Parole d'habitante et d'habitant

« Nous sommes très attachés à la mixité des habitantes et habitants de nos quartiers. » Extrait de l'avis de la Conférence citoyenne, juin-juillet 2023



Enjeux et principaux axes d'interventions

- Accompagner les mutations et mobilités résidentielles choisies pour assurer à chaque âge de la vie un logement adapté
- Attribuer les logements vacants en faveur d'une plus grande mixité sociale dans les quartiers prioritaires, notamment les quartiers des portes



Actions à consolider

1. S'appuyer sur la convention parisienne d'attribution pour fluidifier la mobilité des locataires dans le parc social, notamment pour les ménages en situation de sous-occupation, et valoriser la plateforme « Échanger Habiter », permettant aux locataires d'échanger de façon active leur logement social

2. Atteindre l'objectif de 25 % des attributions hors quartiers prioritaires au profit des ménages du 1^{er} quartile, en consolidant la solvabilité des demandeurs relevant du premier quartile lors d'une proposition de logement social, grâce à un outil d'estimation des APL fiabilisé, et en conformité avec les orientations définies dans le cadre de la loi Égalité et Citoyenneté et de la loi ELAN dans les quartiers prioritaires

3. Diversifier l'offre de logement dans les quartiers des Portes en renouvellement urbain par la production de logements sociaux et intermédiaires (PLUS, PLS, PLI) et OFS



Actions à développer

4. Accompagner la décohabitation des jeunes par le développement d'une offre sociale adaptée (foyers de jeunes travailleurs, résidences étudiantes et jeunes actifs, colocations solidaires, résidences intergénérationnelles...) et le développement de dispositifs tels que les collocations au bénéfice d'un public étudiant



Les acteurs

Pilotes : Ville de Paris (DLH), DRILH 75

Partenaires associés : Les bailleurs sociaux, Agence Nationale du Renouvellement Urbain (ANRU), Aménageurs, Action Logement, Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), Caf, Ville de Paris (DU), Crous de Paris



Les financement mobilisables

Etat : ANAH, ANRU, CDC, FNAP



Les plans et stratégies

- Convention pluriannuelle NPNRU et Schéma régional de l'habitat et de l'hébergement (SRHH)
- PLH
- Plan Stratégie logement 2035
- PLU Bioclimatique
- Convention parisienne d'attribution
- PPGDID



Les indicateurs à suivre :

- Part des attributions hors quartiers prioritaires destinées aux ménages du 1^{er} quartile de ressources (objectif de 25% Loi ELAN) par contingent réservataire
- Nombre de logements PLS, intermédiaires et OFS livrés en quartiers prioritaires
- Part et nombre de ménages ayant effectué un échange de logement en quartiers prioritaires

ENGAGEMENT 12 : Accompagner les personnes surendettées ou en risque d'expulsion à surmonter leurs difficultés

PROBLÉMATIQUES ET BESOINS EXPRIMÉS :

Le nombre de familles signalées en impayés de loyer par leur bailleur dans les quartiers de la politique de la ville a augmenté tout comme le nombre d'aides financières individuelles bénéficiant à des ménages.

Les bailleurs sociaux font par ailleurs le constat d'une augmentation nette du nombre de non-recours aux droits au logement (APL, aide Paris Logement), notamment chez les seniors sans pour autant que les impayés de loyer n'augmentent pour cette catégorie de public. Cette évolution

laisse à penser que des choix financiers sont effectués par les ménages qui accordent la priorité au paiement du loyer par rapport à d'autres dépenses de première nécessité.

La responsabilité et le premier enjeu, partagée par l'ensemble des partenaires (bailleurs sociaux, services sociaux, acteurs associatifs) est bien de pouvoir repérer ces situations «à risque» de manière à prendre des mesures adaptées de nature à éviter que les personnes ne tombent dans la grande pauvreté.



Parole d'habitante et d'habitant

« Les personnes les plus fragiles basculent parfois dans la plus grande précarité parce que personne n'est là pour les aider - par exemple lors de relogements, des personnes incapables de gérer ces démarches se retrouvent à la rue parce qu'elles n'ont pas su répondre au bailleur. » Extrait de l'avis de la Conférence citoyenne, juin-juillet 2023



Enjeux et principaux axes d'interventions

- Prévenir - anticiper au plus tôt les situations d'impayés, de surendettement et d'expulsion par un repérage renforcé des personnes en grande fragilité, notamment les seniors et les familles monoparentales
- Mobiliser - Améliorer la connaissance des dispositifs et favoriser un meilleur recours aux droits liés au logement par les habitants et les structures de proximité pouvant agir en relais / signalant
- Aider - Soutenir les projets en faveur d'une amélioration du reste à vivre



Actions à consolider

1. Renforcer l'aller-vers pour repérer et prévenir les situations de surendettement et prévenir les situations d'expulsion par un accompagnement des familles dans le parc social

2. Mieux communiquer en direction des occupants du parc privé, sur les dispositifs de lutte contre la précarité énergétique (diagnostics au domicile réalisés par le service local d'intervention pour la maîtrise de l'énergie, Aides aux Travaux de maîtrise de l'énergie, Territoire Zéro Exclusion Énergétique dans le 18^e) afin d'accompagner les foyers vers un accompagnement social plus global si la situation le nécessite

3. Développer l'information et la formation, de façon périodique auprès des structures, sur l'ensemble des dispositifs de prévention des expulsions et d'aides financières (notamment le FSL) pour qu'elles relaient aux habitants

4. Inciter les bailleurs, notamment privés, à déclarer le plus précocement possible les situations d'impayés afin de prévenir au plus tôt les situations complexes et éviter les expulsions



Actions à développer

5. Accompagner le développement et/ou soutenir financièrement les actions en faveur d'une augmentation du reste à vivre (ex : VRAC, assurance habitation négociée par la Ville de Paris, auto-réhabilitation aidée)

6. Accompagner les bailleurs à diversifier et multiplier les partenariats autour du repérage et de l'accompagnement social dans le logement (ex : Paris Habitat avec Emmaüs, Aurore, Les compagnons Bâtisseurs)

7. Renforcer les relations de travail avec les Espaces parisiens des solidarités et l'équipe sociale de prévention des expulsions (ESPEX) d'assurer un accompagnement des ménages en difficulté



Les acteurs

Pilotes : Ville de Paris (DSOL / ESPEX), DRIHL 75

Partenaires associés : Ville (DSOL, DLH CASVP) bailleurs sociaux, Caf, associations, commission de surendettement de la Banque de France, la Poste

Lieux ressources : Point Conseil Budget (Crédit Municipal, Cresus, PIMMS médiation etc.), permanences logement et accès aux droits des associations (ADIL, ESH, CNL)



Les financement mobilisables

Ville de Paris : Aides extralégales de la Ville, SOS loyers impayés, Garanties prenant en charge le loyer

Autres : Caf : Aides de la Caf, appel à projets HLM accompagné (financement FNAVDL), Fonds de solidarité logement



Les indicateurs à suivre :

- Nombres d'allocataires des aides aux logements (APL et ALS) en quartiers prioritaires
- Nombre de diagnostics sociaux aux domiciles des personnes (visites à domicile des conseillères sociales et familiales)
- Nombres de ménages en quartiers prioritaires suivis pour surendettement et part des ménages suivis pour surendettement en quartiers prioritaires par rapport au nombre total de ménages suivis
- Nombre d'expulsions réelles en quartiers prioritaires dans le parc social



Les plans et stratégies

- Engagements pour un partenariat renforcé (EPPR)
- Charte parisienne de prévention des expulsions

ENGAGEMENT 13 : Garantir la tranquillité et créer collectivement les conditions pour rendre au quotidien le quartier propre et agréable

PROBLÉMATIQUES ET BESOINS EXPRIMÉS :

La Conférence citoyenne qui s'est réunie durant l'été 2023, a rappelé, malgré un attachement des habitants et habitan-tes à leur quartier, que la tranquillité, à la fois dans les espaces publics et au sein des espaces communs résiden-tiels, restait une réelle préoccupation. Les problématiques portent sur les questions de sûreté, de nuisances sonores, de dégradation du cadre de vie, de propreté et d'incivilités répétées. Soumis à des transformations majeures, à des usages intensifs liés pour beaucoup à la concentration de l'habitat vertical, les espaces publics des quartiers priori-

taires demandent une coordination particulière et dédiée sur les périmètres qui concentrent le plus de difficulté.

À l'aune des mutations rendues nécessaires par la transi-tion écologique (végétalisation et limitation des déchets notamment), les espaces publics et collectifs partagés des quartiers prioritaires doivent pouvoir compter sur une ges-tion concertée multi-partenariale, en lien avec les habitan-tes - la gestion urbaine de proximité - afin de rendre le cadre de vie plus apaisé et plus attractif.

Parole d'habitante et d'habitant

« On cohabite avec des personnes en situation très précaires. On ne veut pas des leviers, on veut des solutions concrètes. Nous, les associations, les habitants, on a un rôle à jouer dans la sécurité de nos quartiers. » Rencontre avec les habitants des quartiers prioritaires, 13 mars 2024

vention spécialisée, AAS spécialité médiation, associations de quartier...) et en participant à la stratégie parisienne de prévention des rixes, notamment par le financement des différentes associations qui participent à la mise en œuvre de cette stratégie

Actions à développer

6. Mobiliser les missions de prévention et/ou de médiation de la Ville à travers le déploiement de l'ensemble des agents rattachés à la direction de la police municipale et de la prévention (Policiers municipaux, agents d'accueil et de sécu-rité dont les agents de médiation, travailleurs sociaux...) au plus près des besoins des habitants (exemple : sécuriser les abords des écoles ou des équipements publics)

7. Mieux accompagner les personnes vulnérables victimes de violence en permettant un accompagnement physique et la mise en lien avec un intervenant social en commissariat (ISC)

8. Systématiser la prise en compte des quartiers prioritaires dans le déploiement et le suivi des actions des CPSA en y associant délégués du préfet et équipes de développement local

9. Rendre la démarche de gestion urbaine de proximité (GUP) lisible à l'échelle parisienne avec la mise en œuvre d'une charte partenariale dédiée afin de définir ses périmètres d'intervention, ses thématiques, ses outils, sa gouvernance et son aller-retour permanent avec les associations et habitants

10. Inscrire les régies de quartier en tant qu'acteur à part entière de la GUP en vertu de leur rôle de prestataire de la ville et des bailleurs, d'insertion et de créateur de lien social

11. Renforcer le dialogue police-population dans le cadre de la Police de sécurité du quotidien concrétisé par des actions de rencontres de proximité (animation d'actions de prévention sur l'espace public à l'exemple des opérations menées dans le 10^e arrondissement sur le harcèlement de rue, la sécurité routière, etc.)

Enjeux et principaux axes d'interventions

- Qualifier - Améliorer la visibilité des actions pour l'amé-lioration du cadre de vie et renforcer l'attractivité de ces quartiers
- Apaiser - Encourager une occupation pacifiée des «espaces partagés» et garantir la tranquillité publique pour les habitan-ts et la tranquillité résidentielle pour les locataires des bailleurs sociaux en particulier

Actions à consolider

1. Soutenir des projets visant à occuper positivement les espaces publics et communs résidentiels
2. Déployer la démarche de gestion urbaine de proximité dans tous les quartiers prioritaires en y associant l'ensem-blé des partenaires (gestionnaires de l'espace public : DPE, DVD, DEVE, acteurs de la tranquillité publique : PP, DPMP, GPIS,bail-leurs, habitants)
3. Développer l'urbanisme transitoire pour accompagner les rénovations, projets urbains et transformations de l'espace public
4. Améliorer l'articulation et la coordination des dispositifs existants (Police nationale, Police municipale, GPIS)
5. Consolider les démarches collectives de prévention des rixes en animant le réseau des acteurs de la prévention (pré-

12. Développer des actions et nouvelles pratiques sur les espaces publics gagnés grâce aux démarche Embellir votre quartier (rue-jardin piétonnisée, création de nouvelles plaquettes végétalisées)



Les acteurs

Pilotes : Ville de Paris (DPMP / SPV / Mairies d'arrondissement), préfecture de Police

Partenaires associés : préfecture d'Île-de-France, préfecture de Paris, parquet, DRIHL, bailleurs, Ville de Paris (GPIS, DSOL/clubs de prévention spécialisée, DPE, DVD, DEV, clubs de prévention)



Les financement mobilisables

État : Fonds interministériel de prévention de la délinquance (P216), crédits politique de la Ville État (P147)

Ville de Paris : budget participatif de la Ville, enveloppe Espaces publics, enveloppes investissements GUP/Urba transitoire, dispositifs de jardinage participatifs

Autres : bailleurs, GPIS, abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties



Les plans et stratégies

- Convention d'utilisation de l'abattement TFPB
- Charte de gestion urbaine de proximité
- CPPS/CPSA/CSPDA
- Stratégie parisienne de prévention des rixes
- Schéma départemental d'aide aux victimes
- Ville vie vacances
- Embellir votre quartier
- Plan Climat de Paris



Les indicateurs à suivre :

- Nombre de projets d'occupation positive et de transformation de l'espace public ou résidentiel en quartiers prioritaires (urbanisme transitoire, GUP/TFPB, etc.)
- Nombre de signalements transmis via l'application Dans-MaRue traités en quartiers prioritaires et à Paris
- Nombre et nature des interventions sur appels des locataires GPIS en quartiers prioritaires
- Nombre de rixes/ Nombre de rixes évitées (sous réserve d'avoir les adresses précises)

ENGAGEMENT 14 : Veiller à la présence de commerces et d'une offre associative accessibles à toutes et tous et répondant aux besoins des habitantes et habitants

PROBLÉMATIQUES ET BESOINS EXPRIMÉS :

Les locaux en pied d'immeuble des bailleurs sociaux (7 200 locaux au total) sont un levier essentiel à l'amélioration du cadre de vie des habitants.

La densité commerciale dans les quartiers populaires est trois fois plus faible qu'en moyenne à Paris (10 commerces pour 1000 habitants contre une moyenne parisienne de 28). L'action du GIE Paris commerces permet néanmoins de limiter la vacance des locaux d'activité des bailleurs. En effet, une partie significative des locaux commercialisés

par le GIE Paris commerces sont situés en quartiers populaires : en 2022, 33% des 171 locaux commercialisés par le GIE étaient situés dans ces territoires.

Par ailleurs, les associations bénéficient également de ces surfaces qui, en fonction des secteurs, sont soumis à des conditions de location plus ou moins facilitatrices. Les implantations d'associations via le GIP Paris commerces représentent ainsi près d'un quart des commercialisations.



Parole d'habitante et d'habitant

« Pour nous, le lien entre les habitantes et les habitants se fait aussi dans les lieux de consommation. Les marchés et commerces de proximité qui sont des lieux de rencontre et de convivialité et aussi les cafés associatifs, les ressourceries etc. Mais certains quartiers ne bénéficient pas d'une offre accessible. »
Extrait de l'avis de la Conférence citoyenne, juin-juillet 2023



Enjeux et principaux axes d'interventions

- Répondre aux attentes des habitants en matière de commerces en veillant à maintenir une offre de proximité diversifiée et abordable économiquement
- Accompagner par une politique volontariste, l'implantation d'associations, notamment de l'économie sociale et solidaire, en réponse aux besoins des habitants
- Veiller à maintenir animés les pieds d'immeubles pour offrir un cadre urbain agréable et sûr



Actions à consolider

1. En lien avec les bailleurs sociaux, clarifier les conditions de mise en location pour l'implantation d'associations au sein des quartiers prioritaires et proposer un prix de loyer compatible avec un fonctionnement pérenne du tissu associatif
2. Faciliter l'aménagement des locaux pour permettre leur adaptation aux activités, notamment associatives, par une aide à l'investissement de la Ville en complément d'aides des bailleurs sociaux et d'éventuels autres signataires du présent contrat

3. Mettre sur pied un dialogue collaboratif et continu entre la Ville, la préfecture et Paris commerces pour proposer un accompagnement de qualité aux associations ayant un projet d'implantation sur un quartier prioritaire

4. Veiller à la pleine utilisation des locaux occupés par des associations financées dans le cadre de la politique de la ville et promouvoir, en lien avec les bailleurs sociaux, le concept de locaux partagés afin d'optimiser/sécuriser leur occupation

5. Soutenir la présence de La Poste dans les quartiers prioritaires afin de maintenir l'offre et l'accès aux services ainsi que les moyens d'accompagnement des populations marquées par une forte fragilité économique et sociale



Actions à développer

6. Pour les secteurs commerciaux situés en quartiers prioritaires nécessitant, partager entre la préfecture, les Mairies d'arrondissement, les bailleurs sociaux et Paris commerces une feuille de route et des priorités d'intervention
7. Soutenir la vitalité commerciale en mobilisant, prioritairement au bénéfice des commerçants implantés en quartiers prioritaires, les aides individuelles de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris et de la Ville
8. Encourager l'installation de structures intervenant dans le champ de l'économie sociale et solidaire portant des activités commerciales relevant de la transition écologique et solidaire (économie circulaire, alimentation durable...), en appliquant à ces structures (associations, coopératives ou ESUS) des loyers minorés en cohérence avec leur modèle économique
9. Associer les chefs de projets politique de la ville et les délégués du préfet aux instances dédiées aux locaux associatifs au niveau des arrondissements.



Les acteurs

Pilotes : Bailleurs sociaux, Ville de Paris (DAE)

Partenaires associés : Ville (DLH, foncière commerce), GIE Commerces, CCI, Banque des territoires, la Poste



Les financement mobilisables

Ville de Paris : Fonds de subvention investissement du service politique de la ville

Autres : Banque des territoires, Banque publique d'investissement, Chambre de commerce et de l'industrie, services de la Ville (DAE - Coup de pousses).



Les indicateurs à suivre :

- Densité commerciale, taux de vacance et structure des commerces en quartiers prioritaires et à Paris
- Nombre de locaux en pied d'immeuble en quartiers prioritaires qui ont bénéficié d'un aménagement pour permettre leur adaptation aux activités associatives
- Part des locaux du GIE Commerces reloués en quartiers prioritaires par rapport au nombre total de relocations, et part des activités commerciales et associatives parmi les relocations

ENGAGEMENT 15 : Créer des liens et faciliter l'accès aux services publics et aménités des villes voisines, qui sont fréquentées par les parisienne et parisiens

PROBLÉMATIQUES ET BESOINS EXPRIMÉS :

Paris compte 9 quartiers prioritaires de la politique de la ville situés sur le boulevard des Maréchaux, aux portes de Paris, répartis dans 6 arrondissements (13^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e, 20^e arrondissements) et représentant la moitié de la population habitant en quartiers prioritaires à Paris (62 400 habitants).

Ces quartiers sont limitrophes de 9 communes (Saint-Ouen, Saint-Denis, le Pré-Saint-Gervais, Bagnolet, Montreuil, Ivry-sur-Seine, le Kremlin Bicêtre, Malakoff et Vanves) et de 4 quartiers prioritaires franciliens : Pasteur/

Arago/Zola et Michelet/Les Puces/Debain à Saint-Ouen, la Plaine/Trezel/Chaudron à Saint-Denis et la Capsulerie à Bagnolet.

Si le boulevard Périphérique constitue toujours une frontière urbaine, bon nombre d'habitants disent fréquenter les services et aménités des villes voisines. Les transformations urbaines des portes de Paris engagées, et qui ont vocation à se poursuivre, et les évolutions de la « ceinture verte » établiront de nouveaux liens entre Paris et les communes riveraines.



Parole d'habitante et d'habitant

« Entre la Porte des Lilas et la Porte de Bagnolet, c'est un no man's land. Il n'y pas de vie et les pieds d'immeuble sont inoccupés, on va principalement faire nos courses dans les communes limitrophes, Bagnolet, Montreuil et Pantin. » Un habitant du quartier des Fougères dans le 20^e arrondissement.



Enjeux et principaux axes d'interventions

- Renforcer les continuités urbaines avec les communes voisines, et à terme faire disparaître les frontières urbaines
- Faciliter l'accès aux services publics de proximité pour les parisienne et parisiens habitant aux portes de Paris qui fréquentent quotidiennement les aménités et services des villes voisines, et inversement pour les habitants des villes voisines qui fréquentent quotidiennement les portes de Paris
- Investir et animer les nouveaux espaces, squares, jardins et parcs de la ceinture verte pour la plupart requalifiés ou qui vont l'être dans les années à venir. Ces espaces verts ont vocation à être davantage connus et animés au bénéfice des habitants des deux côtés du Périphérique qui pourront en profiter



Actions à consolider

- Poursuivre et accompagner les transformations urbaines des portes de Paris, de la ceinture verte et du boulevard Périphérique, en s'appuyant notamment sur le livre Blanc de l'évolution de la ceinture verte : plus de liens, plus de nature et plus de proximités

- Renforcer l'accès aux services et aménités de proximité, dans une logique plus « intercommunale » et métropolitaine : tarifications avantageuses, accès aux équipements, etc.



Actions à développer

- Impulser des projets communs au bénéfice des habitants des deux côtés du Périphérique : pour pacifier les rapports entre jeunes, renforcer l'interconnaissance des forces vives et habitants « voisins », etc.
- Investir les nombreux jardins, squares et parcs requalifiés de la ceinture verte, valoriser ces espaces et créer des animations qui profitent aux habitantes et aux habitants des deux côtés du Périphérique



Les acteurs

Pilotes : Délégation Générale au Grand Paris de la Ville de Paris

Partenaires associés : Ville de Paris (DDCT, DU), les communes et territoires limitrophes, la Métropole du Grand Paris, Banque des territoires, DRIEAT

Lieux ressources : Le parc Chapelle-Charbon, la forêt linéaire, le parc de la Villette, le jardin Serge Gainsbourg, le parc Kellermann, le parc Montsouris, le square du Serment de Koufrat, le square du docteur Calmette, le jardin Anna-Marly



Les financement mobilisables

Autre : Banque des territoires



Les indicateurs à suivre :

- Nombre de projets en direction des quartiers prioritaires en collaboration avec les communes limitrophes (visites, échanges, partenariats, actions et/ou animations à destination d'un public intercommunal)
- Nombre de projets de franchissements piétons du boulevard Périphérique (Plan piétons) en quartiers prioritaires



QPV Didot- Porte de Vanves-avenue Marc Sangnier-HBM © APUR - Arnauld Duboys-Fresney

ÊTRE EN BONNE SANTÉ DANS MON QUARTIER

ENGAGEMENT 16 : Développer l'offre de soin dans les quartiers pour pallier les inégalités d'accès, notamment aux soins primaires

PROBLÉMATIQUES ET BESOINS EXPRIMÉS :

Les quartiers prioritaires de la ville présentent une plus faible densité médicale que le reste des territoires parisiens (0,6 médecin pour 1000 habitants en quartiers prioritaires contre 1,1 médecin en moyenne à Paris). En 2022, 100 médecins libéraux généralistes et 78 médecins libéraux spécialistes sont ainsi actifs dans le périmètre des quartiers (2112 généralistes et 4838 spécialistes à Paris).

Par ailleurs, on constate un renoncement aux soins plus fort dans les quartiers prioritaires qu'ailleurs (2 habitants sur 5 des quartiers prioritaires déclarent avoir renoncé à au moins un soin pour des raisons financières en 2022, en particulier les soins dentaires et optiques) et un état de santé plus dégradé des populations.

La crise sanitaire a par ailleurs mis en avant des besoins importants et non couverts en matière d'accès aux soins et de santé mentale sur l'ensemble du territoire parisien mais très fortement ressentis dans les quartiers prioritaires qui par ailleurs sont confrontés à une population vieillissante dont les enjeux en matière de santé sont forts.

Développer l'offre de soin dans les quartiers prioritaires pour éviter le renoncement aux soins et lutter contre les inégalités de santé est donc une priorité pour les années à venir en terme de santé publique.

Parole d'habitante et d'habitant

« Quand on a peu de moyens, on ne peut pas payer un pédiatre à 60 euros, alors on va prendre un rendez-vous dans un centre de santé mais il faut attendre deux semaines ! Ce n'est pas possible quand il y a une urgence. » Témoignage recueilli lors des consultations menées en 2023

par la Ville de Paris (bonification quartiers prioritaires Paris Med), l'ARS (permanences locales d'aide à l'installation), la CPAM (Contrat d'Aide à l'Installation des Médecins) et de la Région (aide pour des travaux d'installation et l'acquisition d'équipements)

2. Faire connaître les dispositifs de soins non programmés soutenus par l'ARS permettant d'accueillir des patients sans RDV, que ce soit en journée ou les soirs, les week-ends et les jours fériés.

3. Poursuivre le développement de la mise à disposition des centres de santé municipaux, le soir et le week-end.

4. Mobiliser davantage les services de la CPAM à l'appui des ASV pour engager avec les acteurs locaux des actions hors les murs et d'aller-vers afin de mieux repérer les publics éloignés du soin et promouvoir la santé

5. Développer des actions de prévention et/ou de dépistage pour, in fine, proposer un parcours de soins adaptés aux publics cibles dont les écoles

Enjeux et principaux axes d'interventions

- Soutenir - Renforcer l'offre de soin de proximité de secteur 1 en encourageant l'installation et/ou le maintien des professionnels de santé en quartiers prioritaires et créer une offre de service de proximité en direction des seniors
- Relayer/ Améliorer - Faciliter l'accès aux droits de santé en développant la médiation en santé et la médiation socio-numérique
- Diversifier - Soutenir les démarches de santé participative dans les quartiers

Actions à développer

Actions à consolider

1. Encourager et faciliter l'installation des professionnels de santé pratiquant les tarifs opposables ou des dépassages d'honoraires maîtrisés au sein des quartiers prioritaires (et/ou dans un périmètre étendu à 15 minutes de marche) en mobilisant les aides cumulatives proposées

6. Dresser un état des lieux précis de la démographie médicale de ces quartiers en lien avec les coordinateurs des Ateliers Santé Ville, les responsables territoriaux de santé publique, l'Apur et la CPAM, pour une approche plus fine des besoins

7. Ouvrir de nouvelles structures médicales dans les quartiers prioritaires en promouvant une nouvelle approche dans la recherche de locaux adaptés (liens renforcés avec Paris Commerces ou avec d'autres bailleurs sociaux, préemptions) et proposant un accompagnement des projets d'installation « zéro reste à charge financière » et « zéro reste à charge mentale » (prise en charge des travaux, en lien avec les bailleurs concernés, effort de loyer rendant attractif l'exercice dans ces quartiers)

8. En cohérence avec les annonces du Comité interministériel des villes (CIV) octobre 2023 qui entend mobiliser des moyens pour l'accès aux soins, implanter des centres municipaux de santé communautaire (présence de généralistes, spécialistes et consultations psy) au sein des quartiers dépourvus d'offre médicale

9. Créer au sein de chaque centre municipal de santé un poste de médiateur santé dont le rôle sera d'être à l'interface entre différents acteurs afin d'améliorer l'accès aux droits et aux soins des patients (en favorisant notamment leur autonomie) et de sensibiliser les professionnels de santé aux difficultés des parcours. Ces médiateurs santé pourront également participer à des actions hors les murs, principalement en direction des habitantes et habitants des quartiers prioritaires

10. Expérimenter au sein des centres de PMI et des territoires de santé scolaire en politique de la ville, des postes de médiateur en santé de l'enfant

11. Développer la littératie en santé (compétences individuelles et collectives permettant de traiter l'information en matière de santé) dans le but de promouvoir, maintenir et améliorer la santé tout au long de la vie

Les acteurs

Pilotes : Ville de Paris (DSP), ARS, CPAM

Partenaires associés : CNAV, Banque des territoires, préfecture d'Île-de-France, préfecture de Paris (BPV), Ville (DDCT), Communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS)

Lieux ressources : Centres de santé, Maisons Sport Santé, centre sociaux



© Bureau de la politique de la ville



Les financement mobilisables

État : Portail d'accompagnement des professionnels de Santé (PAPS), AMI Santé, AMI politique de la ville

Ville de Paris : Appel à projets politique de la ville, Territoire zéro non-recours aux droits (TZND), Schéma d'autonomie, dispositif Paris Med

Autres : Banque des territoires, CPAM : CAIM, Dispositifs de Promotion santé Île-de-France, Contrat local de santé, Conférence des financeurs



Les plans et stratégies

- Paris Med
- Stratégie cancer de la Ville de Paris
- PTSM
- PRS 2023-2028
- PPSE en cours de validation



Les indicateurs à suivre :

- Nombre de professionnels de santé s'installant en quartiers prioritaires suite à la réception d'une aide de la Ville ou de l'ARS
- Nombre et densité de médecins généralistes, de médecins spécialistes et de centres de santé dans les quartiers prioritaires et à Paris
- Part des habitants bénéficiaires d'un acte de dépistage du cancer colorectal, du cancer du col de l'utérus et du cancer du sein dans les quartiers prioritaires et à Paris
- Nombre de médecins dans les collèges REP/REP+ ou en quartiers prioritaires et à Paris.



© Ville de Paris

ENGAGEMENT 17 : Proposer des ressources supplémentaires en santé et prévention ciblées sur les besoins les plus importants

PROBLÉMATIQUES ET BESOINS EXPRIMÉS :

Dans les quartiers prioritaires, les problématiques de santé sont plus fréquentes et plus aiguës que dans les autres quartiers parisiens. Ce gradient social est particulièrement marqué pour les maladies chroniques (maladies cardio-vasculaires, diabète, asthme), le surpoids et l'obésité. La crise sanitaire liée à la Covid-19 a mis en évidence des inégalités sociales et territoriales de santé (avec un taux de mortalité plus élevé dans les quartiers prioritaires et l'importance des déterminants de la santé, tels que les conditions de vie et de logement, ou encore la pauvreté et l'emploi).

Depuis, les acteurs observent une dégradation de la santé mentale des habitants, en particulier chez les enfants, les jeunes, les femmes isolées en charge de famille et les seniors. On peut enfin souligner des inégalités importantes en matière de santé des enfants (inégalités sanitaires et sociales dans la prise en charge et le suivi des

enfants), contribuant pourtant à la réussite scolaire des élèves.

Plusieurs enjeux sont identifiés : l'inclusion numérique, l'information et l'accès aux droits et aux soins, le vieillissement, le renforcement de certaines situations d'isolement, les problématiques de santé mentale, la précarité alimentaire, le risque d'aggravation de difficultés sociales et économiques des ménages les plus fragiles, les inégalités en matière de santé environnementale, les conditions de logements, l'accueil et l'intégration des personnes exilées et des populations qui ont un parcours migratoire.

Renforcer les ressources en santé dans les quartiers prioritaires, en ciblant les besoins les plus importants et les publics les plus fragiles, constitue ainsi une priorité pour agir sur les facteurs environnementaux et comportementaux défavorables pour la santé.



Parole d'habitante et d'habitant

« Nous, on dort dans un logement insalubre, donc voilà, on tombe malade. » Témoignage recueilli lors des consultations menées en 2023



Enjeux et principaux axes d'interventions

- Diversifier - Proposer des solutions adaptées à tous les âges de la vie (périnatalité, santé scolaire, santé des jeunes, santé mentale, santé des seniors, santé des personnes en situation de handicap) combinant l'accès aux soins et aux dispositifs de prévention
- Sensibiliser - Promouvoir des environnements favorables à la santé au sens large dans les quartiers et, en particulier pour lutter contre la prévalence du surpoids et de l'obésité, encourager l'activité physique pour toutes et tous
- Identifier - repérer et dé-stigmatiser les problématiques de santé mentale et favoriser l'accès aux dispositifs existants
- Valoriser - Promouvoir « le pouvoir d'agir » des habitantes et habitants des quartiers prioritaires sur les questions de santé et favoriser leur participation à des actions de promotion de la santé pour leur territoire et leurs pairs



Actions à consolider

1. Soutenir la santé des femmes enceintes et des nouveaux nés, accompagner les jeunes parents, en ante et postnatal, en lien avec le réseau des centres de PMI, le dispositif 1000 premiers jours mais aussi par l'accompagnement des sages-femmes et des puéricultrices, au travers de visites à domicile
2. Soutenir les missions de dépistage, de prévention et de soin portées par les médecins et infirmiers de santé scolaire, les 10 centres d'adaptation psychopédagogique - spécificité de la Ville de Paris en partenariat avec l'Éducation nationale - et le centre expert d'évaluation/ diagnostic des troubles des apprentissages Paris Santé Réussite et renforcer les actions de communication et de valorisation pour le recrutement de médecins et professionnels paramédicaux
3. Développer les permanences de points écoute au sein des collèges sur le modèle d'Ecoutre Interculturelle et renforcer les actions de prévention des conduites à risques chez les adolescents dans et hors des établissements scolaires : hygiène, usage des drogues avec et sans produit (addiction aux écrans ou aux jeux, vie affective et sexuelle, prostitution, compétences psychosociales)
4. Sensibiliser les gardiens d'immeubles sur les problématiques de santé mentale des habitants et renforcer avec les bailleurs les dispositifs existants en matière d'accompagnement vers l'accès aux droits et aux soins (Équipe de Liaison Intersectorielle d'Accompagnement entre habitat et Soins (ELIAHS), Groupes d'Entraide Mutuelle etc.)

5. En lien avec les coordinateurs des ateliers santé ville (ASV) et les coordinateurs locaux en santé mentale (CLSM), renforcer les actions de dé-stigmatisation et de repérage de la santé mentale et mieux s'approprier les outils existants d'éducation à la santé mentale en particulier en milieu scolaire et auprès des jeunes de 18 à 25 ans et des habitants des quartiers prioritaires (formation PSSM, groupes de paroles, etc.)
6. En lien avec les coordinateurs des ASV et en appui de la CPAM, conduire des actions de repérage des habitants les moins touchés par l'offre d'accès aux soins et aux droits et développer, en leur direction, des projets locaux de santé, campagnes et ateliers divers (Mon Psy, Retrouve ton cap, bilans bucco-dentaires (du type M'T Dents), prises de sang, asthme, diabète, risques de chute pour les personnes en perte d'autonomie, dépistage des cancers, etc.)
7. En lien avec la CNAV, les bailleurs sociaux, les coordinateurs des ASV et les espaces parisiens des solidarités, mieux repérer les habitants en perte d'autonomie (seniors et en situation de handicap), pour proposer des actions adaptées
8. Renforcer les actions d'aller-vers conduites par les ASV sur l'accès aux droits sociaux et de santé en particulier et mobiliser les ressources en médiation socio-numérique de la CPAM et de la CNAV pour lutter contre le non-recours aux droits en santé
9. Soutenir les projets des associations autour de la nutrition, de l'alimentation durable et de l'activité physique

Actions à développer

10. De façon expérimentale dans un quartier prioritaire, en lien avec la santé scolaire, les professionnels de santé libéraux volontaires et les centres de santé municipaux, mettre en place des parcours de soins coordonnés pour les enfants à besoin spécifique identifiés par le service de santé scolaire en développant la démarche de médiation en santé
11. En articulation avec l'Éducation nationale, développer et mieux coordonner les actions de promotion de la santé en direction des écoles maternelles et élémentaires par le biais de l'équipe spécialisée au sein du service de santé scolaire et des centres d'adaptation psychopédagogiques
12. En lien avec les caisses des écoles, proposer des petits déjeuners dans les établissements scolaires des quartiers prioritaires et sensibiliser à une alimentation «saine» accompagnée du développement de l'activité physique
13. Créer trois nouvelles Maisons Sport-Santé (MSS) intégralement gratuites dans les quartiers prioritaires avec le projet d'élargir le public accueilli aux plus jeunes afin d'étoffer le panel des MSS déjà existantes et davantage centrées sur les seniors. A horizon 2030, l'objectif est la création d'une MSS dans chaque arrondissement parisien ayant un quartier prioritaire
14. Encourager un urbanisme favorable à la santé et traiter les zones de défaveur en santé environnementale, à l'image d'études d'impact en santé (EIS) en cours à Danube-Solidarité
15. Dans chaque quartier prioritaire, former aux premiers secours en santé mentale les professionnels de terrain et les habitants volontaires au contact des habitants afin qu'ils puissent mieux repérer et orienter les personnes en souffrance psychique



Les acteurs

Pilotes : Ville de Paris (DSP), ARS, CPAM

Partenaires associés : CNAV, Banque des territoires, préfecture d'Île-de-France, préfecture de Paris (BPV), Ville (DDCT), Communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS)

Lieux ressources : Centres de santé, Maisons Sport Santé, centre sociaux



Les financement mobilisables

État : appel à projets politique de la ville, appel à manifestation d'intérêt santé de l'ARS et autres appels à projets

Autre : Banque des territoires



Les plans et stratégies

- PEDT (*Améliorer la santé et le bien-être de tous les enfants et adolescents*)
- PTSM
- PRS 2023-2028
- PPSE en cours de validation
- Contrat Local de Santé Mentale



Les indicateurs à suivre :

- Nombre et part de locataires en quartiers prioritaires repérés et suivis via la plateforme ELIAHS (Equipe de Liaison Intersectorielle d'Accompagnement entre Habitat et Soins) et part des personnes orientées vers un parcours de soins
- Nombre d'actions d'allers vers en santé dans les quartiers prioritaires conduites par les coordinateurs des ASV et les coordinateurs locaux en santé mentale (CLSM), nombre et profil d'habitants des quartiers prioritaires bénéficiaires
- Nombre de Maisons Sport-Santé implantées en quartiers prioritaires et nombre de bénéficiaires par an

LA SOLIDARITÉ ET L'ÉGALITÉ DANS MON QUARTIER

ENGAGEMENT 18 : Lutter contre toutes les formes de discriminations et promouvoir l'égalité femmes hommes, la citoyenneté et les valeurs de la République

PROBLÉMATIQUES ET BESOINS EXPRIMÉS :

Les dernières études, notamment du Défenseur des Droits, révèlent que les expériences de discriminations vécues par les habitants des quartiers prioritaires font l'objet de nombreux témoignages. Le rapport 2019 de l'Observatoire national de la politique de la ville (ONPV) démontre qu'il s'agit davantage de discriminations envers certaines catégories de la population surreprésentées dans ces quartiers (immigrés ou issus de l'immigration, chômeurs, moins de 50 ans) que des comportements discriminatoires visant spécifiquement les habitantes et habitants des quartiers prioritaires. Ces discriminations sont à l'origine d'inégalités sociales et économiques, provoquent un sentiment d'exclusion et la prise de distance de citoyens avec la vie de la Cité.

Les femmes connaissent, quant à elles, une double discrimination en raison de leur sexe d'une part, et de leur origine réelle ou supposée, ou en raison de leur lieu d'habitation, d'autre part. Elles ont également à affronter la violence sexiste dans l'espace public comme dans l'espace privé ainsi qu'une pression sociale et communautaire.

Enfin, dans un contexte social et politique marqué par les tensions et les crispations autour du fait religieux, la laïcité est souvent mal comprise.



Parole d'habitante et d'habitant

« Il existe à la fois des discriminations liées au fait d'appartenir à un quartier politique de la ville mais aussi par rapport au niveau de réussite scolaire. Si une personne est identifiée comme jeune de quartier et/ou ayant de mauvaises notes, nous constatons que le système scolaire va lui faire vivre des discriminations. » Extrait de l'avis de la Conférence citoyenne, juin-juillet 2023



Enjeux et principaux axes d'interventions

- Sensibiliser - Lutter contre les discriminations envers les habitants des quartiers prioritaires de la ville
- Promouvoir - Renforcer l'égalité femmes/hommes au sein des quartiers prioritaires de la ville conformément aux 4 axes du plan national interministériel égalité entre les femmes et les hommes
- Impulser - Renforcer l'accompagnement des associations des quartiers prioritaires dans leur accès aux formations sur les valeurs de la République et le principe de laïcité



Actions à consolider

1. Favoriser le repérage des discriminations et faciliter l'accès aux droits des victimes en développant des campagnes d'information sur les droits, les organismes et ressources existantes
2. Renforcer la formation, la qualification et la mise en réseau des professionnels intervenant dans les quartiers prioritaires
3. Développer la reconnaissance de tous les parisiens des quartiers prioritaires en luttant contre les idées reçues sur les quartiers prioritaires et leurs habitants (actions ou projets à mettre en place, campagnes de communication (cf. campagne en réponse aux « no go zone »), et en valorisant les récits collectifs, les transmissions mémorielles et les narrations personnelles (parcours, témoignages sensibles)
4. Soutenir les actions spécifiques encourageant l'égalité de traitement entre femmes et hommes, notamment liées aux aménagements de l'espace public ou à l'accompagnement vers l'emploi des femmes (traitement transversal présent dans les différents engagements du Contrat de ville en promouvant :
 - le développement de la mixité des métiers (dans les domaines du numérique, du bâtiment et de la sécurité par exemple) ;

- la création d'activités ou d'entreprises par des femmes ;
- des permanences d'accès aux droits des femmes (y compris itinérantes) ;
- des actions de santé des femmes et de remobilisation par le sport comme outil d'émancipation ;
- des actions de sensibilisations auprès des plus jeunes, en partenariat avec l'Education nationale.

5. Encourager le recrutement par la collectivité parisienne et les services de l'État de personnes issues des quartiers prioritaires

6. Sensibiliser et former les professionnels sur les valeurs de la République et le principe de laïcité ainsi qu'à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT

7. Développer le sentiment d'appartenance à la République en s'appuyant sur les projets favorisant la citoyenneté et les valeurs de la République menés en direction des habitantes et habitants des quartiers prioritaires et via des actions de communication

8. Améliorer la communication et la visibilité de l'appel à projets local DILCRAH qui vise à soutenir et encourager les initiatives de la société civile engagées contre les haines, les préjugés racistes, antisémites, LGBTphobes et/ou les discriminations liées à l'origine auprès du tissu associatif

9. Améliorer la communication sur le dispositif des Journées Républicaines de la Jeunesse (JRJ - ex VVV Police) qui accueille des jeunes les mercredis après-midi et lors des petites et grandes vacances (partenariat avec la LICRA)

Actions à développer

10. Mener des campagnes de « testing » pour lutter contre les discriminations psychique

Les acteurs

Pilotes : préfecture d'Île-de-France, préfecture de Paris, Ville de Paris (SEII)

Partenaires associés : préfecture de Police, Ville de Paris (DI-COM, DAC, DPMP, RéPaRe : réseau parisien de repérage de discriminations (formation et accompagnement juridique), etc.

Lieux ressources : Établissements culturels et lieux de mémoire, Défenseur des droits, Musée national de l'Histoire de l'Immigration, Mémorial de la Shoah, DILCRAH, DRDDE, Centre Hubertine Auclert (centre ressources égalité ; organisme associé du conseil régional) OPVF (Observatoire parisien des Violences faites aux femmes), Centre audiovisuel Simone de Beauvoir, ADAGE (Labo d'ADAGE)



Les financement mobilisables

État : Appel à projets local DILCRAH de Paris, dispositif de formations « Valeurs de la République et laïcité » (VRL) ouvertes à tous et gratuites, Appel à projets du Fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD), Campagne de subvention de la DRDDE (programme 137), Caf : fonds national de prévention de la radicalisation et du respect des valeurs de la République

Ville de Paris : Appel à projets politique de la ville, axe citoyenneté, laïcité, valeurs de la République, appel à projets de la délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT+



Les plans et stratégies

- Plan « Paris pour l'égalité » - égalité femmes-hommes, Lutte contre les discriminations, handicap
- Plan de formation sur les Valeurs de la République et la laïcité
- Rapport de la mission promesse républicaine, 2021, Ville de Paris
- Plan départemental de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT+ de Paris
- Charte de la Laïcité de la Branche Famille
- Plan interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes « Toutes et Tous égaux » 2023-2027 articulé autour de 4 axes : lutte contre les violences faites aux femmes, santé des femmes, égalité professionnelle et économique, culture de l'égalité



Les indicateurs à suivre :

- Nombre de professionnels, salariés, bénévoles associatifs formés aux questions de laïcité par an
- Nombre de projets de promotion de la « Citoyenneté, la laïcité, les valeurs de la République » dans les quartiers prioritaires par an (appel à projets politique de la ville axe Citoyenneté, laïcité, valeurs de la République (CLVR), FIPD et Plan national de formation Valeurs de la République et laïcité (VRL))
- Nombre d'habitants des quartiers prioritaires informés et sensibilisés aux métiers de la Fonction Publique par an

ENGAGEMENT 19 : Faciliter l'accès et la bonne maîtrise des usages numériques pour bénéficier de ses droits et mieux s'insérer dans la société

PROBLÉMATIQUES ET BESOINS EXPRIMÉS :

Une récente étude¹⁴ estime que plus de 30% des 18 ans et plus résidant en France métropolitaine sont plus ou moins éloignés du numérique, faute de maîtriser les compétences numériques élémentaires. Si la dématérialisation est un levier supplémentaire et simplifie l'accès aux droits du plus grand nombre, l'utilisation des outils numériques demeure un frein dans l'accès aux droits de certains usagers, notamment dans les quartiers prioritaires ou pour l'accès à l'emploi. Les habitants de ces quartiers connaissent des difficultés spécifiques dans l'accès à des services numériques essentiels (accès aux droits, à l'emploi, à l'éducation, à la culture et à l'information...) alors même qu'ils sont ceux qui en ont le plus besoin au regard des difficultés sociales qu'ils rencontrent.

Que l'on soit allophone, senior, adolescent ou jeune adulte, tout individu peut être amené à rencontrer un blocage dans l'usage du numérique dans sa vie quotidienne, ce qui illustre l'importance de disposer des compétences nécessaires et de l'équipement informatique adapté à ses usages.

Dans le même temps, les administrations doivent adapter leurs modalités d'accès à ces publics confrontés à des freins dans l'usage du numérique. Le maintien d'un accueil physique reste une alternative nécessaire.

Parole d'habitante et d'habitant

«Le tout numérique déstabilise certains publics et les empêche d'accéder à leurs droits. Il met fin à des liens humains, au contact direct, alors que certains en ressentent toujours le besoin. Parfois, ces sites ne sont pas ergonomiques ni fonctionnels pour les usagers. Ces contacts humains sont d'autant plus importants que les courriers, sites internet et démarches administratives sont difficilement compréhensibles de tous, même pour des personnes qui maîtrisent parfaitement le français. Ainsi, beaucoup vivent dans la crainte de faire des erreurs, et de voir leurs droits coupés.» Extrait de l'avis de la Conférence citoyenne, juin-juillet 2023

2. Soutenir des actions sur la parentalité numérique en concertation avec l'ensemble des financeurs impliqués pour permettre notamment à toutes les familles l'accès au suivi scolaire des élèves via les Espaces Numériques de Travail
3. Financer le déploiement de permanences numériques et d'actions hors les murs au sein des quartiers prioritaires
4. Consolider l'animation du réseau des conseillers numériques et leur intervention en quartiers prioritaires
5. Promouvoir l'utilisation du dispositif Pix emploi pour les jeunes demandeurs d'emploi afin d'évaluer leur maîtrise du numérique, d'améliorer leurs compétences dans ce domaine et d'orienter vers les solutions existantes

Enjeux et principaux axes d'interventions

- Soutenir - Accompagner le déploiement de la stratégie parisienne et de la feuille de route France Numérique Ensemble au sein des quartiers prioritaires
- Clarifier - Rendre lisible et accessible l'offre existante pour les professionnels, les acteurs associatifs et les usagers des quartiers prioritaires
- Accompagner - Contribuer au développement d'actions autour de la parentalité numérique et du public en perte d'autonomie

Actions à développer

6. Accompagner le déploiement de la stratégie «numérique pour tous» de la métropole du Grand Paris selon l'orientation souhaitée par la Ville de Paris

Les acteurs

Pilotes : Ville de Paris (DSOL), préfecture d'Île-de-France, préfecture de Paris (BPV)

Partenaires associés : Académie de Paris, France Travail, Mission locale, CAF, Ville de Paris (SPV, SRU, DFPE, DASCO) CPAM, La Poste, bailleurs sociaux

Actions à consolider

1. Communiquer efficacement sur l'offre de formations aux compétences numériques et au matériel à prix solidaire

14. <https://www.credoc.fr/publications/la-societe-numerique-francaise-definir-et-mesurer-le-loignement-numerique>



Les financement mobilisables

État : Appel à projets du contrat de ville, Conférence des financeurs

Ville de Paris : appel à projets équipement informatique de la DSOL

Autres : ateliers du PRIF, TFPB/financements bailleurs sociaux, conseillers numériques, Emmaüs Connect, webinaires aidants numériques, appel à projets parentalité numérique (DFPE et Caf), financements Caf, France Travail (finance inclusion numérique), futur observatoire inclusion numérique, Cités éducatives parisiennes, programme de Réussite éducative



Les indicateurs à suivre :

- Nombre de professionnels, salariés, bénévoles associatifs formés aux questions de laïcité par an

- Nombre de projets de promotion de la « Citoyenneté, la laïcité, les valeurs de la République » dans les quartiers prioritaires par an (appel à projets pnformés et sensibilisés aux métiers de la Fonction Publique par an)



Les plans et stratégies

- Stratégie parisienne d'inclusion numérique
- Feuille de route France numérique ensemble
- Pacte des Solidarités
- Projet éducatif de territoire
- Convention territoriale globale

ENGAGEMENT 20 : Favoriser l'acquisition et la maîtrise de la langue française

PROBLÉMATIQUES ET BESOINS EXPRIMÉS :

Dans les quartiers prioritaires, la proportion des personnes d'origine étrangère est plus importante que sur le reste du territoire parisien (environ 20%). Qu'ils soient primo-arrivants ou installés depuis un certain temps, la non-maîtrise de la langue française constitue pour ces personnes un frein important d'accès à l'emploi et impacte plus globalement leur intégration. En outre, d'un point de vue linguistique, les familles allophones sont particulièrement en difficulté dans leurs démarches administratives, leurs relations avec les établissements scolaires (44 langues sollicitées dans le cadre de la prestation d'interprétariat des écoles en 2023)

L'offre associative spécifiquement dédiée à ceux-ci est ainsi particulièrement riche et structurée, s'appuyant sur des professionnels et des bénévoles impliqués.

Il convient de poursuivre le soutien à cette offre en l'articulant aux autres dispositifs d'accès aux droits et d'accompagnement vers l'emploi tout en maintenant les démarches d'aller-vers les publics. Les nouvelles dispositions légales (loi immigration intégration asile, notamment) viennent renforcer ces besoins compte tenu du niveau de maîtrise de la langue française attendu pour la délivrance des titres de séjour.



Parole d'habitante et d'habitant

« Remplir un formulaire ou faire des démarches administratives quand on ne sait pas lire et écrire ou qu'on ne parle pas la langue, c'est un frein monumental. » Extrait d'un reportage audio réalisé suite à la Conférence citoyenne, septembre 2023



Enjeux et principaux axes d'interventions

- Former - Favoriser une meilleure maîtrise de la langue française pour une meilleure insertion sociale et professionnelle d'autonomie



Actions à consolider

1. Repérer au mieux les publics au regard de leurs besoins et les orienter vers les cours d'apprentissage du français en prenant appui sur le réseau EIF-FEL, le Réseau Alpha et les rentrées partagées. Les semaines d'accueil et permanences complémentaires organisées par la DASCO, à destination des publics peu ou pas scolarisés, sont également un levier intéressant pour évaluer les besoins des publics en amont de l'ouverture des formations et des cours de français pour adultes de la Ville (chaque année environ 3000 personnes)

2. Poursuivre le financement de cours de français pour tous ces publics, quel que ce soit leur niveau, à visée professionnelle et à visée généraliste : soutien financier des ateliers sociolinguistiques et parcours linguistiques à visée professionnelle destinés aux habitants des quartiers prioritaires

3. Inciter les acteurs linguistiques, les services sociaux et les acteurs de l'accompagnement vers l'emploi à travailler en réseau

4. Développer des actions de traduction / interprétariat pour les parents non francophones afin de garantir la compréhension et le dialogue entre la communauté éducative et les parents d'origine étrangère



Actions à développer

5. Développer des actions de traduction / interprétariat afin de garantir la compréhension et le dialogue des usagers avec les services administratifs, notamment sociaux

6. Développer la formation des acteurs sur la linguistique : acteurs bénévoles et professionnels de la formation linguistique et acteurs intervenants auprès des publics concernés

7. Soutenir les associations linguistiques dans leur recherche de locaux et de salles de formation

8. Intégrer dans les réseaux territoriaux liés à la formation en langue française, les écoles (parents d'élèves, périscolaire, Education Nationale, cours d'adultes de Paris, etc.)



Les acteurs

Pilotes : préfecture d'Île-de-France, préfecture de Paris (BPV), Ville de Paris (DAE/SEII), Académie de Paris

Partenaires associés : Ville de Paris (DAE/DASCO/SEII/DSOL), La Poste

Lieux ressources : associations, centres sociaux, bibliothèques, écoles et établissements scolaires, cours d'adultes de la Ville de Paris



Les financement mobilisables

État : crédits politique de la ville (BOP 147), programme intégration des étrangers primo-arrivants (104), programme Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables (177)

Ville de Paris : politique de la ville, DAE, DASCO

Autres : fondations privées



Les indicateurs à suivre :

- Part des bénéficiaires résidents en quartiers prioritaires de l'Appel à Projets Parcours Linguistique à Visée Professionnelle
- Nombre et part de bénéficiaires résidents en quartiers prioritaires du Réseau EIF-FEL
- Nombre et part de bénéficiaires résidents en quartiers prioritaires des Cours Municipaux pour adultes



Les plans et stratégies

- Stratégie lutte contre la pauvreté
- Plan départemental IAE
- Plan parisien d'insertion par l'emploi

ENGAGEMENT 21 : Permettre aux habitantes et habitants de mieux connaître les différentes aides sociales et juridiques auxquelles ils ont droit et faciliter leur obtention en privilégiant les démarches d'allers-vers

PROBLÉMATIQUES ET BESOINS EXPRIMÉS :

Les quartiers prioritaires concentrent les populations fragiles et éloignées des services publics. Les freins pour accéder à ses droits sont nombreux : méconnaissance des prestations, fracture numérique, fracture linguistique, mais également des barrières psychologiques pour recourir à ses droits, qu'ils soient sociaux ou juridiques.

Le non-recours aux droits désigne « toute personne qui - en tout état de cause - ne bénéficie pas d'une offre publique, de droits et de services, à laquelle elle pourrait prétendre ».¹⁵ Il dépasse pour certaines prestations 30% en France. D'après un baromètre de la DREES¹⁶ le manque d'information sur les aides ou les organismes à qui s'adresser reste pour les personnes interrogées le 1^{er} frein au non-recours.

Parole d'habitante et d'habitant

« *Dans un premier temps, nous regrettons la fermeture et donc l'absence de services publics de proximité dans certains quartiers. En effet, il faut parfois faire de la route pour y accéder. La communication est mauvaise, on ne sait pas ce qui existe dans nos quartiers. Cette communication est à explorer et adapter au prisme de la grande pauvreté.* » Extrait de l'avis de la Conférence citoyenne, juin-juillet 2023

Enjeux et principaux axes d'interventions

- Protéger - Identifier les personnes les plus isolées et précaires qui n'ont pas recours à leurs droits et qui sont souvent non identifiées par les administrations
- Diffuser - Rapprocher les services publics des usagers par une meilleure connaissance du maillage de proximité des services publics et le lancement d'opérations hors les murs ou d'aller-vers
- Accéder - Simplifier les démarches pour recourir à ses droits, notamment en « décloisonnant » les différents services pourvoeux de droits

Actions à consolider

1. Pour identifier les personnes qui n'ont pas recours à leurs droits : s'appuyer davantage sur les bases de données des différents services publics, mais également s'appuyer sur des opérations d'aller-vers dans l'espace public et jusqu'au domicile des personnes

2. Poursuivre et multiplier les opérations qui permettent de délivrer une information et solliciter ses droits en grande proximité : France Services, permanences accès aux droits sociaux et juridiques dans les quartiers (écrivains publics, conseillers numériques, Points d'Accès aux Droits, maisons de justice et du droit, etc.)

3. Mobiliser les services publics pour qu'ils interviennent directement auprès des publics dans les structures de proximité

4. Amplifier et poursuivre toutes les démarches visant à outiller les professionnels et bénévoles d'un territoire pour mieux connaître les différentes ressources : guides, cartographies, annuaires, etc. destinés aux habitants des quartiers prioritaires

Actions à développer

5. S'appuyer sur l'expérimentation parisienne Territoires zéro non-recours aux droits qui vise à mobiliser collectivement les partenaires pour lutter contre le non-recours
6. Encourager les initiatives visant à faciliter les démarches administratives pour les habitants : échanges d'informations guichets uniques, dossier unique, demandes simplifiées, etc.
7. Mettre en place des formations régulières auprès des professionnels sur l'accès aux droits
8. Expérimenter des démarches de détection en s'appuyant sur l'échange de données entre administrations

15. <https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/2022-03/DD94.pdf>

16. <https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-communique-de-presse/etudes-et-resultats/prestations-sociales-pour-quatre-personnes>



Les acteurs

Pilotes : Ville de Paris (SRU/DSOL) / préfecture d'Île-de-France, préfecture de Paris

Partenaires associés : Ville de Paris (DAJ), CPAM, Caf, CNAV, DRIEETS, opérateurs de France Services, MDPH, bailleurs sociaux

Lieux ressources : Espaces parisiens des solidarités, France Services, centres sociaux



Les plans et stratégies

- Futur schéma départemental de l'amélioration de l'accès-sibilité des services au public
- Convention Territoriale Globale
- Pacte local des solidarités
- Expérimentation territoire zéro non-recours aux droits
- Conseil départemental de l'accès au droit
- Stratégie parisienne d'inclusion numérique



Les indicateurs à suivre :

- Nombre et part de personnes repérées en quartiers prioritaires et à Paris grâce à l'échange d'informations entre organismes de sécurité sociale
- Nombre et part de personnes repérées, orientées et accompagnées dans le cadre des expérimentations Territoires zéro non-recours aux droits
- Nombre et part de bénéficiaires des Maisons France Services habitant en quartiers prioritaires et à Paris et typologie d'actes réalisés



© Bureau de la politique de la ville

ENGAGEMENT 22 : Travailler avec les services sociaux et les associations en direction des publics en situation de grande exclusion, très présents dans les quartiers parisiens

PROBLÉMATIQUES ET BESOINS EXPRIMÉS :

Les différentes concertations locales menées ont montré que les habitants des quartiers prioritaires sont préoccupés par le sort des personnes en situation de grande exclusion.

En effet, les réalités du terrain donnent à voir une aggravation de la pauvreté dans les quartiers prioritaires du fait de la concentration de publics très fragiles vivant en

structures d'hébergement d'urgence (fortement implantées dans certains quartiers de la politique de la ville) mais aussi d'une présence importante et grandissante, notamment dans certains secteurs des portes ou dans des lieux utilisés (squares et parcs) par les personnes en errance. En 2023, le nombre de personnes à la rue en quartiers prioritaires a doublé par rapport à l'année précédente selon le décompte annuel effectué lors de la Nuit de la Solidarité.

Parole d'habitante et d'habitant

« Les personnes les plus fragiles basculent parfois dans la plus grande précarité parce que personne n'est là pour les aider - par exemple lors de relogements, des personnes incapables de gérer ces démarches se retrouvent à la rue parce qu'elles n'ont pas su répondre au bailleur. » Extrait de l'avis de la Conférence citoyenne, juin - juillet 2023

Enjeux et principaux axes d'interventions

- Aller-vers - Renforcer les actions et la mobilisation en direction des publics en grande exclusion
- Accueillir - Intégrer les personnes en situation de grande exclusion dans le champ d'action de la politique de la ville en garantissant le déploiement du droit commun

Actions à consolider

1. Renforcer le travail partenarial avec les associations intervenant dans le champ de la grande exclusion en facilitant la transmission et la diffusion des informations aux acteurs de quartiers quant aux aides existantes dans les quartiers prioritaires (aide alimentaire, suivi social, etc.)
2. Mieux faire connaître aux acteurs des quartiers prioritaires les modalités et capacités d'intervention des équipes mobiles en faveur de l'accès aux droits pour ce public (maraudes généralistes et maraudes spécialisées, etc.)
3. Renforcer la communication et les canaux de saisine de la Brigade d'assistance aux personnes sans-abri (BAPSA)

Actions à développer

4. Mieux connaître le fonctionnement du Samu social pour repérer les personnes vulnérables et engager un « dialogue » entre la Samu social et les habitants pour mieux comprendre les besoins des personnes en grande exclusion et éviter toute stigmatisation
5. Soutenir les habitants des quartiers dans leurs initiatives de solidarité envers ce public (cuisine partagée, distribution alimentaire, portage alimentaire, « café de rue », bagageries, etc.)

Les acteurs

Pilotes : Ville (DSOL), DRIEETS, Préfecture (SPUS)

Partenaires associés : Ville (DPMP, DSP), La Poste, préfecture de Police, DRIHL, Samu social

Lieux ressources : Fabrique de la solidarité

Les plans et stratégies

- Pacte parisien de lutte contre l'exclusion
- Pacte parisien de l'insertion par emploi
- Pacte local des solidarités

AGIR POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE DES QUARTIERS

ENGAGEMENT 23 : Poursuivre la rénovation énergétique des logements et les adapter aux changements climatiques

PROBLÉMATIQUES ET BESOINS EXPRIMÉS :

Le plan climat vise la neutralité carbone à l'horizon 2050 et une réduction de moitié de ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030. À Paris, les bâtiments dits « passoires thermiques » sont majoritairement concentrés dans le parc de logement privé (58% en 2018 contre 34% dans le parc social), ce qui entraîne des situations de précarité énergétique et implique la rénovation de l'ensemble du parc de logements sociaux mais également du parc privé.

S'agissant du parc privé, cela peut nécessiter des investissements financiers incompatibles avec les moyens des ménages et/ou des processus de décisions des copropriétés complexes, nécessitant un accompagnement.

Par ailleurs, les dispositifs d'aides existants pour lutter contre la précarité énergétique sont souvent méconnus et sujets à du non-recours.

Parole d'habitante et d'habitant

« Certains logements manquent d'isolation. Il y fait très chaud l'été et très froid l'hiver. » Extrait de l'avis de la Conférence citoyenne, juin-juillet 2023

4. S'appuyer sur le programme « Une solution pour agir contre la précarité énergétique » (Slime) et son réseau des « signalants » pour repérer les locataires du parc privé en situation de précarité énergétique, réaliser des diagnostics de premier niveau et enclencher un accompagnement adapté à la situation individuelle du ménage

Enjeux et principaux axes d'interventions

- Développer - Poursuivre les objectifs fixés par le Plan climat pour la rénovation des logements sociaux et privés : NPNRU, projets urbains, OPAH-CD, Programme d'Intérêt Général Eco-rénovons Paris
- Identifier - Renforcer le repérage et l'accompagnement des ménages en situation de précarité énergétique du parc social et privé
- Informer - Améliorer le recours aux aides publiques pour les copropriétaires ayant les revenus les plus faibles pour faciliter la rénovation de leur logement

Actions à développer

- 5. Expérimenter dans un quartier une démarche d'aller-vers le dispositif Territoire zéro exclusion énergétique et envisager de la développer à d'autres quartiers si elle s'avère pertinente
- 6. Développer l'accès aux petites interventions d'urgence dans le logement privatif (petites réparations d'amélioration du confort thermique) en menant des campagnes de communication

Les acteurs

Pilotes : Ville de Paris (DLH), DRIHL 75

Partenaires associés : Ville de Paris (DTEC, DSOL, DAE, DSP, DCPA, DASCO, DILT), ADEME, ANAH, Agence parisienne du climat, DRIEAT 75, France rénov', bailleurs sociaux, copropriétés, Soliha, Urbanis, Région, Métropole du Grand Paris, Caf

Lieux ressources : Académie du climat, agence parisienne du climat, réseau RAPPEL

Actions à consolider

1. Promouvoir et faire connaître l'ensemble des aides sociales et des aides à la rénovation thermique du parc privé par une information de qualité et de proximité
2. Poursuivre les objectifs de réhabilitation du parc social dans l'ensemble des quartiers prioritaires avec un objectif de 25% des aides allouées aux programmes de rénovations situés en quartiers prioritaires
3. Prioriser la rénovation (enveloppe du bâti et centre thermique, confort d'été, rafraîchissement, travaux d'accessibilité, mise en conformité des installations de ventilation, cours Oasis, etc.) des établissements scolaires et des crèches implantées en quartiers prioritaires



Les financement mobilisables

État : Territoire zéro exclusion énergétique, Aides de l'ANAH, Éco-prêt à taux zéro (Éco-PTZ), La prime Coup de pouce économie d'énergie, Chèque énergie pour aider à payer des factures d'énergie ou des travaux de rénovation, Fonds Vert - Eco Rénovons +

Ville : Une solution pour agir contre la précarité énergétique (SLIME), Aides sociales à l'énergie (DSOL), Dispositif copr'oasis pour aider à la végétalisation des cours d'immeubles privées (financements DEVE, pilotage Agence parisienne du climat)

Caf : Fonds nationaux d'investissement en matière de petite enfance, Fonds public et territoire

Autres : Fonds privés



Les indicateurs à suivre :

- Nombre et part de copropriétés et de logements en quartiers prioritaires et à Paris : accompagnés (nombre d'entrées par année en cumulant d'une année sur l'autre sans compter les sorties) ; financés (nombre d'adresses pour lesquelles les subventions ont été engagées), rénovés (nombre de projets terminés chaque année)
- Nombre et part de logements sociaux réhabilités en quartiers prioritaires (financements et livraisons) par rapport au besoin
- Nombre et part d'établissements scolaires et de crèches qui ont fait l'objet d'une rénovation thermique en quartiers prioritaires et à Paris par rapport au besoin
- Nombre et part de bénéficiaires d'un diagnostic précarité énergétique de premier niveau SLIME en quartiers prioritaires à Paris



Les plans et stratégies

- Plan Climat de la Ville de Paris
- Plan de lutte contre la précarité énergétique
- PLU Bioclimatique
- TZEE (Territoire zéro exclusion énergétique)
- OPAH-CD (Opérations d'amélioration de l'habitat dégradé avec composante énergétique)
- Programme d'Intérêt Général Eco-rénovons Paris +



ENGAGEMENT 24 : Poursuivre et amplifier les transformations urbaines nécessaires à la transition écologique

PROBLÉMATIQUES ET BESOINS EXPRIMÉS :

Les quartiers prioritaires parisiens sont davantage exposés aux nuisances et pollutions, particulièrement les quartiers situés entre le périphérique et les maréchaux (pollution de l'air, pollution sonore). Cumulant les fragilités, les populations des quartiers prioritaires sont également plus fortement impactées par les effets directs du dérèglement climatique notamment les phénomènes de canicule (particulièrement les seniors). La part d'espaces verts ouverts

au public y est aussi plus faible (5% de la surface totale contre 16% à Paris, source Apur).

Dans ce contexte, l'accélération du changement climatique implique l'adaptation des quartiers pour protéger leurs habitants des effets des crises (chaleurs, pandémie, pénuries, etc.).



Parole d'habitante et d'habitant

« Les espaces verts constituent de véritables points forts dans nos quartiers, qu'il s'agisse des parcs, des cours d'immeubles ou des abords du périphérique. Leur développement est essentiel pour compenser la petite taille des habitations mais aussi s'adapter aux pics de chaleur. Il faut globalement veiller à maintenir ou à atteindre une qualité de ces espaces avec du mobilier urbain rénové, des espaces de fraîcheur (fontaine à eau, lieux ombragés, brumisateurs). » Extrait de l'avis de la Conférence citoyenne, 2023

3. Développer une démarche d'urbanisme favorable à la santé dans tous les projets de développement urbains et de renouvellement urbain, notamment en systématisant les études Impact Santé en amont

4. En appui du plan vélo et du plan piéton, poursuivre la réalisation d'infrastructures cyclables et créer davantage de places de stationnement sécurisées pour les vélos, au sein des résidences sociales, du parc privé et dans l'espace public

5. Préserver et améliorer la desserte de bus (couloirs bus) en quartiers prioritaires et mettre en accessibilité les arrêts de bus



Enjeux et principaux axes d'interventions

- Protéger - Réduire le phénomène d'îlots de chaleur en renforçant partout où cela est possible la présence de la nature dans les quartiers prioritaires
- Améliorer - Aménager les quartiers pour faciliter la pratique de la marche et du vélo
- Renforcer - Améliorer la qualité de l'air et réduire l'exposition au bruit



Actions à consolider

1. Équiper les quartiers pour mieux résister aux canicules et protéger les habitants les plus vulnérables : création et agrandissements des espaces verts, généralisation des cours Oasis d'ici à 2030, débutimisation et pleine terre dès que cela est possible, rues aux écoles, ombrières et brumisateurs, fontaines à eau, plan volets pour protéger de la surchauffe estivale etc.

2. Végétaliser les quartiers au-delà des espaces publics (résidentiel privé, équipements publics...), soutenir et promouvoir toutes les initiatives citoyennes : végétalisation des espaces résidentiels et cours d'immeuble, sur les toitures, jardins partagés, permis de végétaliser, etc.



Actions à développer

6. Accompagner sur le moyen terme l'évolution du boulevard périphérique en boulevard urbain dans la perspective de réduire les inégalités environnementales qui touchent les quartiers des portes intra et extramuros (exposition à la pollution de l'air, au bruit, aux îlots de chaleur urbains, fracture urbaine)



Les acteurs

Pilotes : Ville de Paris (DETEC, DEVE)

Partenaires associés : Bailleurs sociaux, Ville (DDCT, DU, DVD, DASCO, DSP), DRIHL, ADEME, ANRU, DRIEAT

Lieux ressources : Académie du climat, Maison du jardinage, Maison Paris Nature



Les financement mobilisables

État : ANRU, ADEME, CDC, Fonds vert,

Ville : Aides « Coproasis », Études d'Impact en Santé (EIS), Embellir Votre Quartier (EVQ), dispositifs de soutien à la végétalisation participative, Paris s'adapte



Les indicateurs à suivre :

- Nombre et part de rues aux écoles et cours Oasis déployées en quartiers prioritaires et à Paris
- Évolution du nombre de kilomètres d'infrastructures cyclables en quartiers prioritaires et à Paris
- Nombre d'études d'impact en santé environnementale (EIS) en quartiers prioritaires et à Paris et part des préconisations mises en œuvre



Les plans et stratégies

- Plan climat de la Ville de Paris
- PPSE
- Stratégie résilience
- PLU Bioclimatique
- Plan Vélo
- Fonds vert pour accélérer la transition écologique dans les territoires
- Plan biodiversité
- Plan Arbre
- Plan pluie

ENGAGEMENT 25 : Lutter contre les inégalités environnementales et encourager les pratiques de la vie quotidienne favorables pour la santé et le climat

PROBLÉMATIQUES ET BESOINS EXPRIMÉS :

Les habitants des quartiers prioritaires sont surexposés et plus vulnérables aux risques environnementaux (pollution de l'air et au bruit, impacts du changement climatique etc.) alors que leur empreinte écologique est plus faible que la moyenne parisienne. Ainsi, 78% des zones de fragilité en santé environnementale se trouvent au sein des quartiers prioritaires. Par ailleurs, les habitants des quartiers prioritaires de la ville accèdent plus diffi-

cilement à une alimentation de proximité et de qualité, s'approprient moins les mobilités douces, vivent dans des logements souvent mal isolés et ont peu recours à des produits de consommation en circuit court ou au réemploi. La conciliation des enjeux socio-économiques avec ces enjeux écologiques doit donc être renforcée pour permettre une transformation volontaire des modes de vie au sein des quartiers prioritaires.

Parole d'habitante et d'habitant

« On ne demande pas d'apprendre à manger mieux ou à se déplacer mieux. Ces envies nous les avons, c'est simplement que nous n'en avons pas la possibilité facilement » Témoignage recueilli lors des consultations menées en 2023

Enjeux et principaux axes d'interventions

- Informer - Poursuivre la sensibilisation aux enjeux écologiques afin de permettre des changements dans les pratiques de consommation (économie d'énergie, réemploi, recyclage etc.)
- Bouger - Démocratiser les mobilités actives et douces (vélo, marche) auprès de tous les publics
- Concrétiser le droit à l'alimentation durable pour toutes et tous
- Soutenir - Renforcer la présence d'acteurs de l'économie sociale et solidaire agissant pour la transition écologique et les accompagner dans la stabilisation de leur modèle économique

Actions à consolider

1. Poursuivre les actions de proximité qui promeuvent les mobilités douces, en particulier le vélo (développement d'infrastructures cyclables sécurisées et lieux de stockage, vélos à bas prix, ateliers d'auto-réparation, vélo-écoles et « savoir rouler » dans les écoles élémentaires)
2. Poursuivre le soutien des ressourceries et recycleries en les implantant dans l'ensemble des quartiers prioritaires parisiens et en soutenant les projets de ressourceries ambulantes
3. Soutenir toutes les initiatives qui permettent de réduire la quantité de déchets produits à la source ou de valoriser les déchets (réemploi, biodéchets, etc.), en s'appuyant notam-

ment sur les Territoires Zéros Déchets ou l'accompagnement au compostage de proximité

4. Soutenir les initiatives qui permettent de sensibiliser aux enjeux de l'agriculture et de l'alimentation durables (santé environnementale, alimentation bio et locale, végétalisation de l'assiette, etc.) et celles qui permettent de lutter contre l'insécurité alimentaire (cuisines partagées, épiceries sociales et solidaires, groupements d'achat en pied d'immeuble, ateliers de cuisine, etc.)

Actions à développer

5. Informer et protéger les habitants des quartiers face aux risques liés au changement climatique, en adaptant les lieux pouvant servir de refuge (bâtiments publics frais, écoles rénovées, gymnases enterrés, tunnels et parkings)
6. Soutenir toutes les initiatives qui permettent de sensibiliser les plus jeunes aux enjeux environnementaux et de nature en ville dans les quartiers : découverte de la biodiversité, ateliers de végétalisation participative, sensibilisation à la nature en ville, ateliers Fresque du climat, déploiement du catalogue « actions climat » au sein des écoles, classes organisées dehors, nettoyages participatifs, découverte des métiers liés à la propreté et à la gestion des déchets, etc.
7. Encourager les relais locaux pour proposer une alimentation saine, de qualité, locale, de saison et durable
8. Développer les jardins partagés
9. Continuer de former les professionnels et acteurs locaux aux enjeux du changement climatique et renforcer le dialogue entre les associations environnementales et celles œuvrant pour la solidarité et la justice sociale
10. Accompagner la structuration d'une offre et encourager les relais locaux permettant l'accès des habitants des quartiers prioritaires à une alimentation saine, de qualité, locale et en circuits courts, de saison et durable

11. Concrétiser le Droit à une alimentation saine pour toute et tous, par le renforcement des dispositifs existants et des expérimentations de solidarités alimentaires, comme la Caisse alimentaire commune



Les acteurs

Pilotes : Ville de Paris (DTEC, DEVE),

Partenaires associés : DRIEAT, bailleurs sociaux, agence parisienne du climat, Banque des territoires, ADEME, métropole du grand paris, ARS, la Poste, Ville de Paris (DSP, DPE, DVD)

Lieux ressources : l'académie du Climat, les ressourceries et recycleries, les régies de quartier, les épiceries solidaires, les marchés alimentaires, la Ferme de Paris, la Maison Paris nature, la Maison du jardinage



Les financement mobilisables

État : Fonds Vert, Fonds chaleur, Fonds Économie circulaire, savoir Rouler à Vélo

Ville : Appel à Projets Alimentation Durable, Territoires Zéro Déchet, savoir Rouler à Vélo

Autres : Dispositifs de sensibilisation du Syctom, dispositif d'accompagnement à la végétalisation des bailleurs sociaux, Abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties



Les plans et stratégies

- Plan biodiversité
- Plan climat de la Ville de Paris
- PLU bioclimatique
- Stratégie alimentation durable
- Plan vélo
- Plan arbre
- Plan piéton



Les indicateurs à suivre :

- Nombre d'actions de proximité de promotion du vélo en quartiers prioritaires : ateliers d'autoréparation, ressourceries vélo, vélo-écoles, etc.
- Nombre de ressourceries et structures de l'ESS (cuisines partagées, épiceries sociales et solidaires, etc.) soutenues dans les quartiers prioritaires
- Évolution des tonnages de déchets ménagers et assimilés collectés en quartiers prioritaires

ENGAGEMENT 26 : Favoriser l'accès des habitantes et habitants des quartiers prioritaires à la pratique artistique et à l'offre culturelle de la ville capitale

PROBLÉMATIQUES ET BESOINS EXPRIMÉS :

Élargir l'accès à l'offre culturelle et à la pratique artistique à tous les habitants des quartiers prioritaires reste un axe majeur de la politique culturelle de l'État et de la Ville de Paris. Cependant, pour beaucoup d'habitants, la culture et les loisirs ne sont pas une priorité en raison de facteurs divers qui se sont aggravés depuis la pandémie.

Malgré une offre culturelle riche à Paris, les habitants se sentent peu légitimes et le coût de certaines pratiques reste un frein majeur. Les pratiques culturelles doivent

en effet être accessibles, être présentes à proximité dans le quartier, tout comme les grands évènements et institutions culturelles du centre de Paris (musées, théâtres, cinémas, etc..) doivent aussi profiter à tous.

L'offre culturelle doit se développer au cœur des quartiers, les grandes institutions culturelles renforcer leur démarche d'allers-vers les habitants dans les quartiers et à l'aide d'actions de médiation.



Parole d'habitante et d'habitant

« Tout le monde n'y trouve pas toujours son compte, il y a parfois des difficultés d'accès à ces équipements et à l'offre d'activités proposée. Nous constatons un problème de communication et d'information majeur sur la culture et/ou les événements organisés dans les quartiers. » Extrait de l'avis de la Conférence citoyenne, juin-juillet 2023



Enjeux et principaux axes d'interventions

- Ouvrir - Permettre un accès à l'offre culturelle pour tous en proposant des activités et évènements accessibles aux habitants
- Diffuser - Favoriser au sein des quartiers prioritaires les pratiques culturelles amateurs et permettre l'épanouissement individuel
- Ancrer - Promouvoir la culture dans les quartiers prioritaires et accompagner les structures culturelles vers des actions dans les quartiers en lien avec le réseau associatif de proximité

2. Promouvoir les actions d'éducation à l'image, aux médias et à l'information, levier de la citoyenneté, en amplifiant le partenariat mis en place avec le réseau des cinémas indépendants parisiens (CIP) et en poursuivant le projet d'évolution de l'offre de la Cinémathèque Robert Lynen pour les publics et professionnels scolaires, périscolaires et extrascolaires

3. Développer les pratiques artistiques amateurs en ciblant les publics spécifiques (enfants bénéficiant d'un parcours de Réussite éducative, familles monoparentales, jeunes NEET en lien avec la Prévention spécialisée, seniors isolés, etc.) et mobilisant les structures culturelles de la Ville

4. Maintenir et renforcer une programmation de spectacles vivants dans l'espace public en réponse aux fortes attentes des habitants pour plus d'animation, plus de convivialité et une meilleure occupation de l'espace public

5. Renforcer la co-construction d'une programmation culturelle avec les habitants

6. Promouvoir la découverte des métiers de la culture auprès des publics jeunes dans et hors des établissements scolaires



Actions à consolider

1. Renforcer et développer l'accès à une offre culturelle « parisienne » en agissant à trois niveaux : une billetterie sociale avec un enjeu fort de développer une offre familiale en spectacle, la médiation culturelle dans le cadre de partenariats de gré à gré entre une institution culturelle, et le réseau associatif de proximité, des interventions hors-les-murs des institutions culturelles qui viennent à la rencontre des personnes



Actions à développer

7. Développer la médiation culturelle et les interventions hors les murs de grandes institutions culturelles dans les quartiers prioritaires

8. Expérimenter des médiateurs sociaux dans les bibliothèques situées en quartier prioritaires et confrontées à l'afflux d'adolescents, de grands exclus, migrants et personnes en fragilité (personnes souffrant de troubles cognitifs...) afin de favoriser l'appropriation positive de la bibliothèque et répondre aux enjeux d'inclusion et de mixité sociale

9. Tester de nouvelles formes de collaboration entre une institution culturelle et des acteurs d'un quartier prioritaire, de type jumelage, à l'aide de conventions d'objectifs et de performances favorisant la participation des habitants des quartiers prioritaires et/ou de «jumelages» institution/quartier ou institution/dispositif (GIP Réussite éducative, réseau des familles monoparentales...)

10. Envisager une nouvelle approche de «tiers lieux culturels» accueillant en résidence des artistes proposant une offre de pratiques amateurs et/ou d'animation au bénéfice des habitantes et des habitants

Les acteurs

Pilotes : Préfecture (BPV), Ville de Paris (DAC), DRAC

Partenaires associés : DAE, DASCO, associations culturelles locales, institutions culturelles parisiennes, établissements d'enseignement artistique

Lieux ressources : les équipements culturels parisiens (bibliothèques, conservatoires, théâtres, Philharmonie, cinéma, etc.), les Centres Paris Anim', le Kiosque Jeunes au sein de Quartier Jeunes (QJ)

Les financement mobilisables

État : Appel à projets politique de la ville (BOP 147), Appel à projet politique de la ville programme Intégration et accès à la nationalité française (BOP 104), Jumelages culturels, appel à projets «C'est mon patrimoine», DRAC : Appel à projet Culture et lien social

Ville de Paris : DAC, DDCT

Caf : Fonds locaux dans le cadre de la Convention Caf / Ville de Paris (DAC)

Les indicateurs à suivre :

- Nombre et part d'élèves inscrits aux conservatoires municipaux dans le cadre des partenariats scolaires et sociaux à Paris et en REP/REP+ Nombre et part d'élèves touchées par le Parcours de Sensibilisation Musicale (PSM) à Paris et REP/REP+
- Nombre de billets de spectacle distribués en quartiers prioritaires par la billetterie sociale Paris Pour Tous
- Nombre de bibliothèques hors les murs en quartiers prioritaires et fréquentation
- Part des publics quartiers prioritaires touchés par les dispositifs de la DRAC en quartiers prioritaires à Paris : appel à projets Culture et lien social, Résidences en milieu scolaire, C'est mon patrimoine, appel à projets Éducation aux médias et à l'information, Journaliste en résidence



ENGAGEMENT 27 : Garantir à toutes et tous la possibilité de faire du sport dans son quartier et prolonger les initiatives qui ont émergé lors des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP)

PROBLÉMATIQUES ET BESOINS EXPRIMÉS :

Dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, la pratique sportive des habitants est globalement moins élevée. Cette tendance est plus marquée chez les femmes, notamment au sein des équipements sportifs, et s'accentue fortement avec l'âge. Les espaces verts et les équipements sportifs sont en nombre limité et l'offre dans le secteur privé reste à un coût élevé pour les habitants.

Néanmoins, la préparation des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) a permis la construction de nouveaux équipements et des dispositifs ont été mis en place pour

favoriser la pratique sportive vers les publics aujourd'hui les plus éloignés du sport dont les seniors, les personnes en situation de handicap. Parallèlement, des actions spécifiques ont été développées en direction du sport féminin et pour renforcer la mixité des usages des équipements sportifs. Ces actions seront un des héritages de l'accueil des JOP à Paris.

Encourager et accompagner la pratique sportive des habitants en s'appuyant sur des acteurs de proximité pour renforcer l'offre associative et les initiatives des habitants restent un besoin majeur.

Parole d'habitante et d'habitant

« Certains quartiers sont moins équipés [...] des horaires parfois très limités empêchent toute une partie de la population d'y accéder. » Témoignage recueilli lors des consultations menées en 2023

Enjeux et principaux axes d'interventions

- Diffuser - Promouvoir les actions qui permettent de développer les pratiques sportives dans un objectif de bien-être et de santé
- Essaimer - Utiliser le sport comme un vecteur pour travailler d'autres thématiques : estime et confiance en soi chez les enfants et les jeunes, lutte contre le décrochage scolaire, lutte contre l'isolement chez les seniors, émancipation et égalité femme-homme ...
- Pérenniser - Consolider l'héritage des JOP et maintenir les actions mises en place depuis 2021

Actions à consolider

1. Développer le « Savoir rouler à vélo » dans les écoles élémentaires des quartiers prioritaires et faciliter les mobilités actives (vélo, marche) en pérennisant les actions portées par les acteurs locaux (animation collective, sensibilisation et apprentissage pour adultes)
2. Intensifier les actions d'apprentissage de la natation et d'aisance aquatique et permettre l'extension des baignades estivales au sein des quartiers prioritaires

3. Renforcer la communication et l'accompagnement des parents vers les dispositifs d'offres sportives proposées par les équipements sportifs et les Centres Paris Anim'

4. Perpétuer le développement des actions et des espaces sportifs dédiés et/ou facilitant l'accès aux femmes et aux filles

5. Poursuivre l'héritage des JOP en renforçant les dispositifs déployés (dojos, urban tennis, appel à projets éducation par le sport, dispositif « Émancipation par le break » par exemple) et en maintenant les efforts de mobilisation de la pratique sportive comme levier de remédiation (accès à l'emploi, santé, culture, éducation etc.) et en particulier la pratique sportive féminine

6. Développer les rencontres sportives inter-quartiers et inter-arrondissements afin de faciliter la mobilité des jeunes et lutter contre le phénomène de rixes inter-quartiers.

7. Continuer la rénovation des équipements sportifs et en assurer un usage apaisé

Actions à développer

8. Proposer des séjours sportifs à destination des enfants, des jeunes et des familles pendant les vacances scolaires
9. Répondre aux besoins en équipements et créneaux disponibles en étudiant la possibilité d'accès à d'autres lieux pour les pratiques sportives (cours d'école et de collège, gymnases de collège)



Les acteurs

Pilotes : Préfecture, Ville de Paris, SDJES

Partenaires associés : Agence nationale du sport, clubs et associations sportifs, Éducation Nationale, Mission Locale de Paris, associations locales, associations promouvant l'égalité femme-homme

Lieux ressources : les équipements sportifs parisiens



Les financement mobilisables

État : crédits politiques de la ville (BOP147), jeunesse (BOP163), Caf : aides aux vacances, prestations de service, Fonds publics et territoires

Ville de Paris : DJS, SPV (Impact 2024), DASCO, DEVE, DSOL



Les plans et stratégies

- Plan « Transformations Olympiques »
- Communication « Paris + Sportive »



Les indicateurs à suivre :

• Nombre de projets et nature des projets (sport santé, égalité FH, insertion, citoyenneté) soutenus en quartiers prioritaires dans le cadre de l'héritage des JOP : Impact 2024, Paris Sportives, insertion par le sport

- Nombre et part de classes dans les écoles en quartiers prioritaires et REP/REP+ qui ont bénéficié des dispositifs « Savoir rouler » et « Savoir nager »
- Nombre de séjours sportifs déployés en direction des enfants, des jeunes, et des familles pendant les vacances scolaires via les dispositifs politiques de la ville

ENGAGEMENT 28 : Soutenir les habitantes et habitants qui n'ont pas les ressources pour accéder aux vacances et aux loisirs

PROBLÉMATIQUES ET BESOINS EXPRIMÉS :

Au sein des quartiers prioritaires, de nombreuses familles ne partent pas en vacances pour des raisons financières alors que ces départs sont cruciaux au regard des enjeux d'égal accès aux loisirs des habitants et d'épanouissement.

Des dispositifs et des aides aux départs en vacances existent pour les familles et les jeunes. Or, ils restent peu ou pas mobilisés par les habitants. Le non-recours est élevé et le besoin de travailler à une communication adaptée semble nécessaire.

En outre, bien que l'offre de loisirs pour les jeunes et leurs familles soit diversifiée et dense à Paris, y accéder reste difficile pour certaines familles en raison de leur situation sociale et financière. Ces difficultés sont d'autant plus contraignantes que les loisirs ont un impact positif sur la santé mentale et physique des enfants, des jeunes et de leurs parents.



Parole d'habitante et d'habitant

« Nous regrettons les tarifs des loisirs pour les enfants et jeunes, que nous trouvons trop élevés. » Témoignage recueilli lors des consultations menées en 2023



Enjeux et principaux axes d'interventions

- Stabiliser - Mieux informer les familles et les jeunes de leurs droits et des modalités de recours à ces droits
- Veiller - Favoriser l'autonomie et l'épanouissement des enfants et des jeunes qui ne partent jamais en vacances, notamment en période estivale
- S'épanouir - Garantir l'égal accès aux loisirs



Actions à consolider

1. Mieux communiquer sur les dispositifs d'aide aux départs en vacances à destination des parents et des jeunes (Paris Jeunes Vacances individuel, Paris Jeunes Vacances et séjours proposés par les équipements jeunesse) en soutenant et développant notamment les points informations vacances labellisés par la Caf
2. Accompagner les habitants dans l'inscription aux dispositifs de loisirs en développant les permanences numériques dédiées et inciter les jeunes adultes et les familles à construire leurs séjours de manière autonome
3. Développer et diversifier les départs organisés à la journée pendant les petites et grandes vacances
4. Mobiliser davantage les séjours organisés (vacances Arc-en-Ciel de la Ville de Paris, « colos apprenantes » de l'État, VVV) au bénéfice des enfants et des jeunes des quartiers prioritaires

5. Renforcer les dispositifs et les aides aux départs en vacances avec nuitées des familles et des jeunes



Actions à développer

6. Développer les actions d'accompagnement « pas-à-pas » des familles les plus éloignées pour leurs premiers séjours et favoriser à terme leur autonomie sur le sujet
7. Soutenir les acteurs associatifs proposant une offre de loisirs pendant les vacances s'adressant aux familles comprenant de jeunes enfants



Les acteurs

Pilotes : Caf, préfecture d'Île-de-France, préfecture de Paris (BPV), Ville de Paris (DSOL),

Partenaires associés : DASCO, clubs de prévention, associations jeunesse, centres sociaux, acteurs associatifs de quartiers, La Poste

Lieux ressources : centres sociaux, associations jeunesse, espaces de vie sociale (EVS) et espaces de proximité, associations locales, centres Paris Anim (CPA), Espace Paris Jeunes (EPJ), Points d'informations vacances



Les financement mobilisables

Etat : Appel à projets Politique de la ville et Ville Vie Vacances, Appel à projets Quartiers d'été, Appel à projets Explore l'Europe - ANCT, « Colos apprenantes » (P163), Caf : aides aux départs en vacances des familles, des enfants et des jeunes âgés de 18 à 25 ans

Ville de Paris : École ouverte, « été culturel et sportif »



Les plans et stratégies

- Schéma parisien des services aux Familles
- Projet Éducatif de Territoire (PEdT)
- Cités éducatives
- « Colos apprenantes »



Les indicateurs à suivre :

- Nombre et part d'enfants dans les centres de loisirs en REP/REP+ qui fréquentent les centres de loisirs par rapport au total d'enfants scolarisés
- Nombre de familles bénéficiaires des aides directes et indirectes au départ en vacances de la Caf et nombre et part d'enfants en quartiers prioritaires bénéficiaires de l'aide aux vacances
- Nombre de personnes accompagnées par les Points Information Vacances en quartiers prioritaires
- Nombre de bénéficiaires de séjours organisés à la journée pendant les petites et grandes vacances en quartiers prioritaires et nombre de bénéficiaires (jeunes / familles)



PARTICIPER À LA VIE DE MON QUARTIER ET DE MA VILLE

ENGAGEMENT 29 : Garantir le dialogue avec les habitantes et habitants pour construire une action publique qui se nourrit des avis et des besoins exprimés par le quartier

PROBLÉMATIQUES ET BESOINS EXPRIMÉS :

Consacré par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 avec la création des Conseils citoyens, le principe de la co-construction de la politique de la ville doit permettre d'associer les habitants et les acteurs des quartiers prioritaires à cette politique partenariale.

Toutes les formes de mobilisation et de participation citoyennes doivent ainsi être encouragées avec l'appui des Mairies d'arrondissement, notamment dans la dynamique des consultations qui ont contribué à l'élaboration du présent contrat de ville (Conférence citoyenne, consultations locales...). Les habitantes et les habitants doivent en particulier être systématiquement associés aux projets qui impactent leur quotidien.

Parole d'habitante et d'habitant

« Nous regrettons d'avoir peu accès à des lieux d'expression citoyenne, peut-être par manque d'information sur ce qui existe. Ces lieux doivent permettre à chacun de s'investir pour faire vivre la participation citoyenne, apporter son regard et contribuer à la vie publique. » Extrait de l'avis de la Conférence citoyenne, juin-juillet 2023

3. Développer des espaces dédiés à l'expression de la parole des habitants et recueillir les idées et les avis qui y sont exprimés

4. Systématiser la participation des habitants dans le cadre des opérations de renouvellement urbain (aménageurs, Maisons des projets...)

Actions à développer

5. Structurer une représentation des Conseils citoyens à l'échelle parisienne. Proposer régulièrement à cette instance la production d'avis et de contributions pour la politique de la ville

6. Mettre en place des consultations systématiques de panels d'habitants à l'occasion des projets impactant leur cadre de vie et développer des enquêtes régulières auprès des habitants des quartiers prioritaires dans la philosophie des enquêtes de satisfaction des bénéficiaires

7. Mettre en place une fois par an des ateliers de consultation des habitants sur des sujets spécifiques et rendre compte systématiquement des modalités de prise en compte des résultats de ces consultations

Enjeux et principaux axes d'interventions

- Définir - Renforcer et structurer la contribution des Conseils citoyens à la politique de la ville et clarifier leur rôle
- Communiquer - Diversifier les modalités de dialogue avec les habitants et assurer la continuité de ce dialogue dans le temps
- Écouter - Encourager et faciliter l'expression des idées et des avis des habitants des quartiers prioritaires dans toutes les instances de participation et à l'occasion de tous les projets qui impactent leur quotidien

Actions à consolider

1. Améliorer la lisibilité des dispositifs de participation pour en faciliter l'accès et la compréhension, notamment en mobilisant les habitants à l'occasion des évènements organisés par les Mairies d'arrondissement
2. Encourager le recours à la carte citoyenne de la Ville de Paris par les habitantes et habitants des quartiers prioritaires à l'aide d'une communication ciblée et en proposant systématiquement cette carte aux personnes engagées dans des démarches de participation (conférence citoyenne, Conseils citoyens...)

Les acteurs

Pilotes : Ville de Paris (DDCT) et Préfecture (BPV)
Partenaires associés : Conseils citoyens, bailleurs sociaux, Conseils de quartiers, centre sociaux, régies de quartier, associations parisiennes
Lieux ressources : Maisons de la Vie Associative et Citoyenne, Carrefour des Associations Parisiennes, Kiosques Citoyens



Les financement mobilisables

État : Crédits politique de la ville (P147),
Ville de Paris : crédits de la Ville de Paris



Les indicateurs à suivre :

- Part des résidents en quartiers prioritaires titulaires de la Carte citoyenne
- Nombre et part d'amicales de locataires en quartiers prioritaires
- Nombre de démarches de concertation / consultation des habitantes et habitants dans les quartiers prioritaires (réunions publiques, concertations EVQ, diagnostics sociaux Caf, concertations NPNRU, enquêtes habitants spécifiques, etc.)

ENGAGEMENT 30 : Soutenir les idées, les initiatives et les actions qui émanent des habitantes et habitants

PROBLÉMATIQUES ET BESOINS EXPRIMÉS :

La Conférence citoyenne menée dans le cadre de l'élaboration du Pacte parisien pour les quartiers populaires et les consultations locales menées dans les quartiers révèlent une forte volonté des citoyens de s'investir dans la vie de leur quartier par des actions concrètes. En témoignent également les multiples initiatives de solidarité constatées pendant la crise sociale et sanitaire.

Il est essentiel pour la puissance publique de s'appuyer sur cette dynamique d'engagement pour développer des actions au bénéfice des habitantes et habitants des quartiers prioritaires, ainsi que de stimuler l'autonomisation et le pouvoir d'agir des habitantes et habitants. Elle doit être à même d'encourager, de soutenir et de valoriser les initiatives des habitants ou collectifs d'habitants, et ce même si ces derniers ne sont pas structurés en association.



Parole d'habitante et d'habitant

« Il faut des lieux partagés pour se rencontrer, passer du temps ensemble [...]. Nous proposons aussi d'encourager et d'accompagner le développement d'initiatives de vivre-ensemble, de loisirs et notamment en aidant les jeunes à monter des projets associatifs, sportifs, culturels... » Extrait de l'avis de la Conférence citoyenne, Juin - juillet 2023



Enjeux et principaux axes d'interventions

- Susciter - Encourager et soutenir les initiatives des habitantes et habitants : repérer, faciliter l'émergence, soutenir financièrement et accompagner les projets portés par les habitantes et habitants au bénéfice des quartiers prioritaires
- Favoriser - Permettre le développement d'actions et de structures pérennes issues de projets d'habitantes et habitants
- Promouvoir - Valoriser et encourager l'engagement citoyen : identifier et valoriser les projets et propositions et contributions des parisiennes et parisiens des quartiers prioritaires



Actions à consolider

1. Financer davantage d'initiatives et de projets portés en direct par les habitantes et habitants en facilitant leur recours aux différents « fonds participatifs » existants (Fonds pour le Développement de la Vie Associative, budget participatif des bailleurs ou Fonds de participation des habitants) à l'aide d'une campagne de communication ambitieuse et de la pleine mobilisation des partenaires relais de quartier
2. Encourager le recours des habitantes et habitants à la plateforme « décider.paris » pour déposer des projets éligibles au Budget Participatif ou à la démarche « Embellir votre quartier » et améliorer le dispositif d'accompagnement des habitantes et habitants par des associations lors de la phase d'idéation du Budget Participatif

3. Avec l'appui des Maisons de la Vie Associative et Citoyenne et du Carrefour des Associations Parisiennes, permettre la structuration de collectifs porteurs de projets (en association, en junior entreprise...)

4. Soutenir l'engagement des jeunes des quartiers prioritaires en capitalisant sur les dispositifs : Quartier Libre, Service Civique, Service National Universel, Réserve civique

5. Inciter les habitantes et habitants des quartiers prioritaires à s'engager dans le programme des Volontaires de Paris (plateforme « agir.paris ») pour agir à l'échelle de leur quartier et de leur ville et développer l'offre de missions proposées notamment par les associations

6. Encourager la formation pour développer le pouvoir d'agir des habitantes et habitants, notamment par l'inscription aux formations des Ateliers Citoyens accessibles avec la carte citoyenne, ainsi qu'aux formations du Carrefour des Associations Parisiennes. Valoriser les acquis de l'engagement citoyen en délivrant aux habitantes et habitants des Open badges et en mobilisant davantage le compte d'engagement citoyen (CEC)



Actions à consolider

7. Communiquer sur les initiatives citoyennes dans une logique de valorisation, d'échanges d'expériences et de pérennisation des actions d'habitantes et habitantes innovantes et utiles pour le quartier
8. Repérer les idées déposées sur « décider.paris » qui pourraient être éligibles au Fonds de participation des habitantes et habitants et les orienter vers les associations gestionnaires du dispositif



Les acteurs

Pilotes : Ville de Paris (DDCT), Éducation nationale (SDJES)

Partenaires associés : préfecture d'Île-de France, préfecture de Paris (BPV), Ville de Paris (Service de l'Engagement Citoyen et Associatif, Mission Budget Participatif, Mission Communication, Direction de l'Attractivité et de l'Emploi, Direction de la Jeunesse et des Sports), associations porteuses du Fonds de Participation des Habitants (FPH), centres sociaux, bailleurs sociaux

Lieux ressources : Maisons de la Vie Associative et Citoyenne, Kiosques Citoyens, Fabrique de la Solidarité, Académie du Climat, Quartier Jeunes, Maison Étudiante



Les indicateurs à suivre :

- Nombre et part de projets du Budget Participatif de la Ville de Paris lauréats et réalisés en quartiers prioritaires
- Nombre de projets portés par les habitantes et habitants dans le cadre du Fonds de Participation des Habitants
- Nombre et type d'initiatives mise en œuvre par les Conseils citoyens en direction des habitantes et habitants
- Part des habitantes et habitants en quartiers prioritaires engagés en tant que bénévoles dans les Volontaires de Paris



Les plans et stratégies

- Fonds de Participation des Habitants
- Budget Participatif Parisien
- Embellir Votre Quartier
- Ateliers Citoyens (Carte Citoyenne de Paris)
- Plateforme décider.paris
- Volontaires de Paris / plateforme agir.paris
- Service civique
- Service National Universel (SNU)
- Réserve civique



III.

Gouvernance et évaluation du contrat de ville

A. Le pilotage du contrat de ville

La mise en place d'une gouvernance du contrat de ville est indispensable à la réalisation des engagements et des actions formalisées dans le présent contrat. Cette gouvernance aura pour mission d'impulser les actions, d'assurer le suivi de leur mise en œuvre et leur évaluation, de mobiliser l'ensemble des signataires ainsi que les services de droit commun de l'État et de la Ville de Paris. Elle permettra également de prévoir les réorientations rendues nécessaires par l'évolution des quartiers et du contexte national.

Au regard de l'architecture du contrat parisien, intégrant une dimension territoriale, deux niveaux de pilotage sont prévus.

1. La gouvernance parisienne

Le comité de pilotage parisien du contrat de ville

Il est présidé par la Maire de Paris, le préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris. Il associe les Maires d'arrondissement concernés et l'ensemble des signataires du contrat de ville. Ce comité de pilotage valide les enjeux territoriaux, les orientations stratégiques et les plans d'actions, suit et évalue le contrat de ville et prend les décisions nécessaires de réajustement des objectifs ou de mobilisation de moyens spécifiques. Il définit les modalités de suivi et d'évaluation des objectifs et des engagements de droit commun. Il valide le contrat de ville.

Il se réunit une fois par an sur invitation conjointe de la préfecture et de la Ville de Paris. Il prend connaissance de l'avancée du contrat de ville sur la base d'un rapport annuel de réalisation. Une représentation des Conseils citoyens est mise en place pour participer aux échanges concernant l'avancée du contrat de ville, l'impact des actions menées et l'évolution des quartiers concernés.

Les comités techniques

Des comités techniques thématiques co-animés par la préfecture et la Ville de Paris sont mis en place afin de s'assurer de la bonne mise en œuvre des 30 engagements. Ils regroupent les techniciens de chaque structure signataire membre du comité de pilotage. 6 comités techniques sont constitués, les signataires participent aux comités techniques qui relèvent de leur champ de compétence :

- Le comité éducation pour lequel une articulation avec le comité de pilotage des cités éducatives et du GIP Réussite éducative doit être recherché
- Le comité formation emploi qui peut se réunir sous la forme d'une réunion spécifique du comité de bassin d'emploi
- Le comité logement, transition écologique et cadre de vie pour lequel une articulation avec le comité de pilotage de la TFPB et de la charte GUP devra être recherchée
- Le comité accès aux soins et promotion de la santé pour lequel une articulation devra être recherchée avec le comité de pilotage des ateliers santé ville

- Le comité égalité, citoyenneté et accès aux droits

- Le comité accès aux sports, à la culture et aux loisirs.

Ces comités doivent se réunir une à deux fois par an. Ils élaborent, chacun dans leur champ de compétences le diagnostic, définissent les modalités de mises en œuvre du contrat de ville et en assure le suivi des indicateurs. Ils peuvent également proposer des évolutions ou des modifications d'actions prévues dans le contrat de ville, propositions qui devront être validées par le comité de pilotage.

Ils assurent également la mobilisation du droit commun des différents signataires afin de mieux répondre aux problématiques de terrain.

Le secrétariat de ces comités est assuré, en binôme, par les chargés de mission thématique de la préfecture et de la Ville de Paris (DDCT-SPV)

2. La gouvernance locale

Le comité de pilotage d'arrondissement

Il est présidé par le ou la Maire d'arrondissement et par le préfet. L'adjointe à la Maire de Paris en charge de la politique de la ville y est associée. Il est composé de l'ensemble des partenaires et représentants locaux des signataires du contrat de ville impliqués dans la mise en œuvre des engagements des projets de quartiers. Il se réunit une fois par an, à l'invitation du ou de la Maire d'arrondissement et du préfet pour faire le point sur l'avancée des projets de quartiers. Il prend connaissance du bilan annuel des réalisations et se prononce sur la poursuite des objectifs et les priorités pour l'année à venir, en lien avec les feuilles de route d'arrondissement et les priorités du Bureau Politique de la ville de la préfecture de Paris

Le comité de pilotage d'arrondissement fait l'objet au préalable d'une note de propositions d'objectifs et de priorités co-construite par les délégués du préfet et les chefs de projet, note soumise à validation du ou de la Maire d'arrondissement et du préfet.

Deux représentants des habitants, résidant dans un quartier politique prioritaire (conseillers citoyens et le cas échéant membres d'une autre instance locale de participation citoyenne) participent aux échanges concernant l'avancée des projets de quartiers, l'impact des actions menées, l'évolution des quartiers et les ajustements nécessaires.

B. La participation des citoyennes et citoyens

La participation des citoyennes et citoyens est un axe central de la politique de la ville. À ce titre, toutes les modalités de participation doivent être recherchées et encouragées afin de permettre au plus large panel possible d'habitantes et habitants des quartiers prioritaires de participer au diagnostic de leur territoire et à la détermination des priorités d'actions. Ainsi, plusieurs dispositifs et instances sont mises en œuvre durant toute la durée du contrat de ville.

1. Les Conseils citoyens

Les Conseils citoyens visent à favoriser l'expression des habitantes et habitants aux côtés des acteurs institutionnels, en contribuant notamment aux instances du contrat de ville. Ils ont également vocation à stimuler et appuyer les initiatives citoyennes et peuvent à ce titre élaborer et conduire, à leur initiative, des projets dans le cadre des objectifs fixés par le contrat de ville.

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 inscrit le principe de co-construction au cœur d'une approche renouvelée de la politique de la ville. Les Conseils citoyens, créés par les articles 1 et 7 de la loi, doivent permettre aux habitantes et habitants des quartiers prioritaires d'être plus étroitement associés à la conception et à la mise en œuvre des décisions les concernant. Ils garantissent la participation effective des citoyennes et citoyens dans la mise en œuvre de la nouvelle politique de la ville. Les Conseils citoyens sont composés, à parité, de représentants d'associations et d'acteurs locaux ainsi que des habitantes et habitants des quartiers. Ils exercent leur action en toute indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics.

2. Des enquêtes

Des enquêtes seront déployées auprès des habitantes et habitants des quartiers prioritaires afin de recueillir les problématiques identifiés et leurs propositions. Elles pourront être réalisées par les Conseils citoyens ou par les délégués du préfet et les équipes de développement local. Ces enquêtes

A Paris, un Conseil citoyen est ainsi constitué dans chaque arrondissement. Le tirage au sort permettant de désigner les membres de chaque Conseil citoyen devra être renouvelé tous les 3 ans afin de permettre un renouvellement régulier de ses membres. Les délégués du préfet et les équipes de développement local sont les interlocuteurs de ces Conseils. Deux membres maximum de chaque Conseil citoyen peuvent participer à la gouvernance du contrat de ville à l'échelle de l'arrondissement.

Par ailleurs, une instance parisienne sera installée à l'échelle de l'ensemble des quartiers prioritaires. Deux membres de chaque Conseil citoyen siégeront au sein de cette instance qui se réunira à minima une fois par an en amont du comité de pilotage parisien. Cette instance des Conseils citoyens aura pour objectif de synthétiser les différentes contributions de chaque Conseil citoyen qui sera restitué à l'occasion du comité de pilotage parisien.

3. Des événements de consultation

À l'image des réunions de concertation mises en œuvre pour la construction du présent contrat de ville, des ateliers de participation des habitantes et habitants seront organisés à rythme régulier durant toute la durée du contrat de ville. Ces ateliers, co-animés par la Ville de Paris et la préfecture, porteront sur des thématiques particulières en fonction des

visent à permettre la participation d'un panel plus large d'habitantes et habitants au contrat de ville. Elles permettront également de mieux faire connaître la vision qu'ont les habitantes et habitants de leur quartier.

caractéristiques de chaque territoire. Ils viseront à mieux évoquer les problématiques identifiées par les habitantes et habitants, à communiquer auprès d'elles et d'eux sur les actions mises en œuvre dans le cadre du contrat de ville pour y répondre et à faire remonter de nouvelles problématiques et les initiatives locales existantes.

C. Le suivi et l'évaluation du contrat de ville

Le suivi et l'évaluation du contrat de ville parisien s'articule autour de trois volets, animés en partenariat avec l'atelier parisien d'urbanisme (Apur):

- L'Observatoire des quartiers parisiens de la politique de la ville, qui permet de suivre depuis 2006 l'évolution de la situation sociodémographique et urbaine des quartiers. L'Apur travaille sur la base de données de l'Insee mais s'appuie également sur d'autres sources de données grâce à des conventions de partage de données, notamment avec la Caf.
- Le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du contrat de ville, à travers l'animation d'un référentiel d'évaluation. Les indicateurs du référentiel d'évaluation permettent de suivre la mise en œuvre des actions et des engagements des signataires. Ce volet participe notamment à la vision prospective visant à permettre l'adaptation du contrat de ville à mi-parcours en 2027.

94 indicateurs sont proposés dans ce nouveau référentiel d'évaluation, permettant de suivre l'ensemble des engagements du présent contrat de ville. Cette série d'indicateurs comprend des indicateurs de «suivi» de mise en œuvre des dispositifs dans les quartiers prioritaires, et des indicateurs de «contexte» permettant de mettre en regard l'évolution du territoire parisien avec les politiques publiques qui y sont conduites. Cette sélection d'indicateurs a été construite en prenant en compte les critères suivants :

- Maintenir un équilibre entre les indicateurs déjà suivis dans le cadre du précédent référentiel d'évaluation (afin de disposer d'une continuité dans les analyses) et de nouveaux indicateurs liés aux engagements du présent contrat
- Couvrir l'ensemble des engagements et actions tout en rationalisant le nombre d'indicateurs à suivre
- Respecter l'équilibre partenarial et les thématiques couvertes
- Garantir la capacité technique à collecter des données fiables
- La réalisation d'études d'évaluation plus ponctuelles et qualitatives, visant à interroger l'impact de l'action publique ou d'un dispositif dans un champ d'action en particulier. Ce volet «qualitatif» a vocation à être développé dans le pré-

sent contrat, de manière à objectiver plus finement les effets concrets de certaines actions de la politique de la ville sur leurs bénéficiaires.

Les signataires du présent contrat acceptent de mettre à disposition toutes données ou toutes évaluations communicables en lien avec le contrat de ville dès lors que ces informations sont susceptibles de favoriser le déploiement pertinent des politiques en faveur des quartiers prioritaires. Ils s'engagent à participer au processus d'actualisation des indicateurs de suivi et d'évaluation du présent contrat.

L'évaluation doit être un fil conducteur durant les six prochaines années de déploiement du contrat de ville 2024-2030.

Le suivi du contrat et son évaluation porteront sur le suivi des engagements des signataires tout particulièrement en ce qui concerne l'affectation de crédits de droit commun sur les territoires classés en quartier prioritaire. Cette affectation des crédits fera l'objet d'une présentation annuelle devant le comité de pilotage du contrat de ville. Le bilan annuel présenté au comité de pilotage parisien du contrat de ville comprendra :

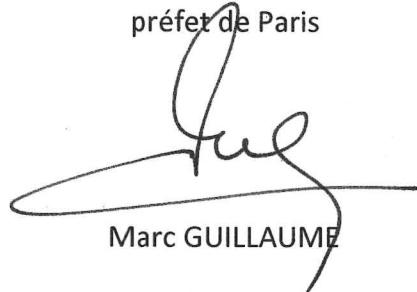
- Un état de l'avancée de la mise en œuvre des actions du contrat de ville, s'appuyant sur un reporting des indicateurs du référentiel d'évaluation ;
- Un état des crédits consacrés par les services de droit commun et les services politique de la ville aux quartiers prioritaires ;
- Les résultats des études qualitatives qui auront été réalisées.

Au-delà de ce bilan, la Ville de Paris et la préfecture veilleront à mettre en place de manière régulière des études d'impact thématiques sur les principaux dispositifs de la politique de la ville afin d'évaluer leur efficacité et l'adéquation des moyens mis en œuvre par rapport aux résultats. Une programmation annuelle de ces études d'impact sera proposée dans le cadre des comités au niveau central et local.

Les signataires



Le Préfet de Région d'Île-de-France,
préfet de Paris



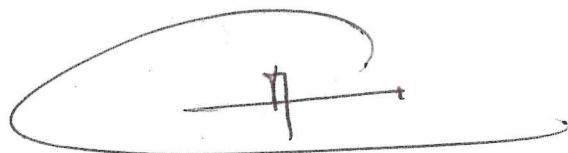
Marc GUILLAUME

La Maire de Paris



Anne HIDALGO

Pour le Préfet de Police et par
délégation, la directrice de cabinet



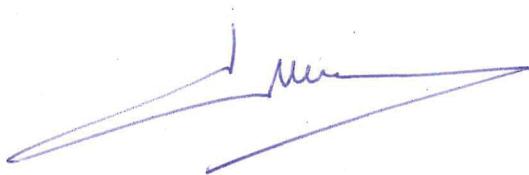
Magali CHARBONNEAU

Le Recteur de l'Académie de Paris



Bernard BEIGNIER

La Procureure de la République de Paris



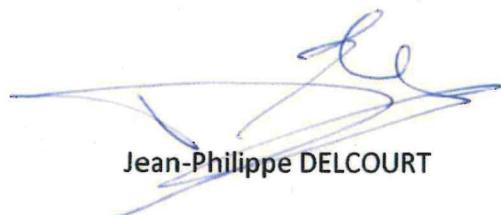
Laure BECCUAU

Le Directeur général de la Caisse
d'Allocation Familiale de Paris



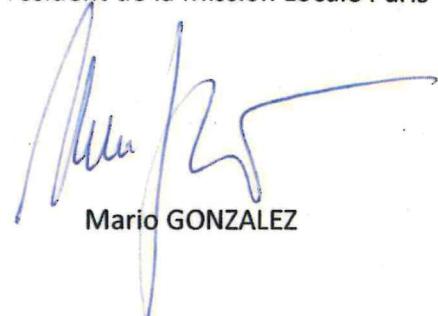
Tahar BELMOUNES

Le Directeur départemental
France Travail Paris



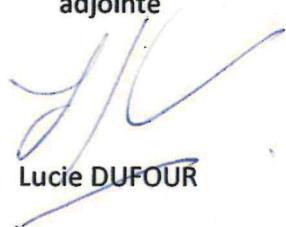
Jean-Philippe DELCOURT

Le Président de la Mission Locale Paris



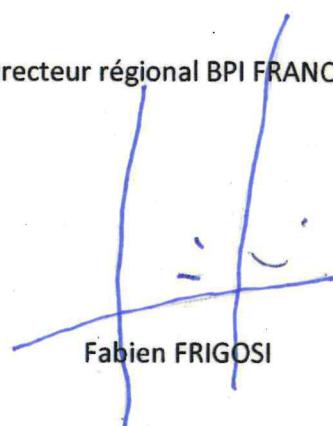
Mario GONZALEZ

Pour le Directeur de la délégation
départementale de Paris-ARS Ile-de-
France et par délégation, la Directrice
adjointe



Lucie DUFOUR

Le Directeur régional BPI FRANCE Paris



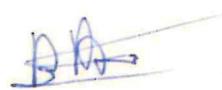
Fabien FRIGOSI

Pour la Présidente de la Chambre de
Commerce et de l'Industrie de Paris
et par délégation, le directeur général
délégué



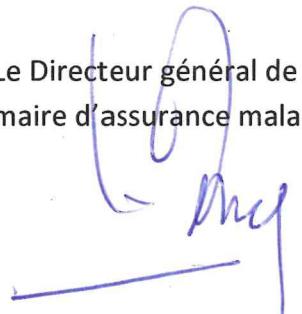
Alexandre MISSOFFE

La Directrice territoriale Paris
de la Banque des Territoires



Bérénice BOUCULAT

Le Directeur général de la Caisse
 primaire d'assurance maladie de Paris



Raynal Le MAY

Pour le Directeur de la Caisse nationale
d'assurance vieillesse et par délégation,
la directrice de la relation assurés



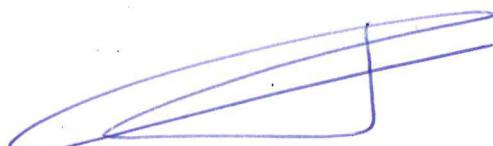
Yasmina HAKKAR

La Présidente de l'EPEC



Geneviève GARRIGOS

La Déléguée régionale de La Poste


Florence PAVAGEAU

La Directrice générale de Paris Habitat



Cécile BELARD DU PLANTYS

La Directrice générale de la RIVP



Christine LACONDE

Pour le Directeur général
d'ADOMA et par délégation, la
Directrice interrégional Ile-de-France



Myriam BERGHOUT

Pour le Directeur général de
ANTIN RESIDENCES GROUPE ARCADE et
par délégation, le Directeur territorial

Est



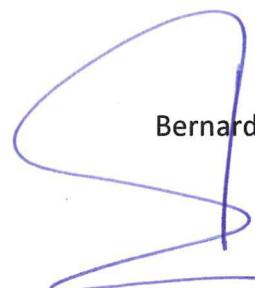
Johann DANET

Pour le Directeur général de BATIGERE
HABITAT et par délégation, le Directeur
territorial



Antoine GUERIN

Pour le Directeur général de CDC
HABITAT et par délégation, le Directeur
par intérim de l'agence de Paris



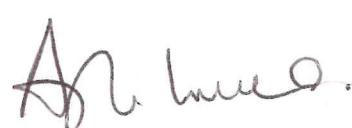
Bernard PADE

Pour le Directeur interrégional de
CDC HABITAT SOCIAL et par délégation,
la directrice de l'agence de Paris



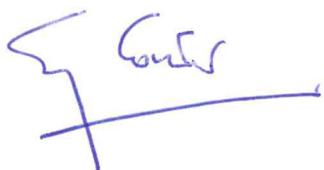
Carole DRUESNES

Pour la Directrice d'ELOGIE SIEMP et par
délégation, la directrice territoriale



Agnès BENREKASSA

Le Directeur territorial de
EMMAUS HABITAT



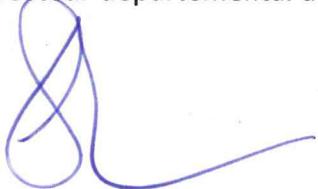
Serge CONTAT

Pour le Directeur général d'ERIGERE et
par délégation, le responsable de
territoire



Thierry GAGNEPAIN

Le Directeur départemental d'I3F



Sébastien LAURORE

Pour la Directrice territoriale de
ICF HABITAT LA SABLIERE et par
délégation, le chargé de développement
social et urbain



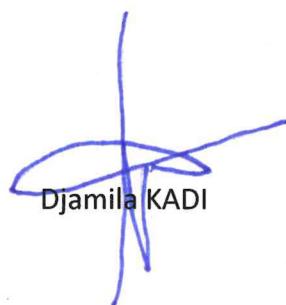
Léo GIORDANO

Pour le Directeur Relation Client
Particuliers de LOGIREP et par
délégation, le responsable d'Agence
Territoriale



Thomas ROGER

Pour le Directeur territorial de 1001 VIES
Ile-de-France et par délégation, la
responsable d'agence



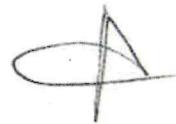
Djamila KADI

La Directrice générale de
RATP HABITAT



Claire GOUDINEAU

La Directrice générale de SEQUENS



Marion OECHSLI

Pour la Directrice générale de TOIT ET
JOIE et par délégation, la responsable du
développement Social et Urbain

Annabel COZON



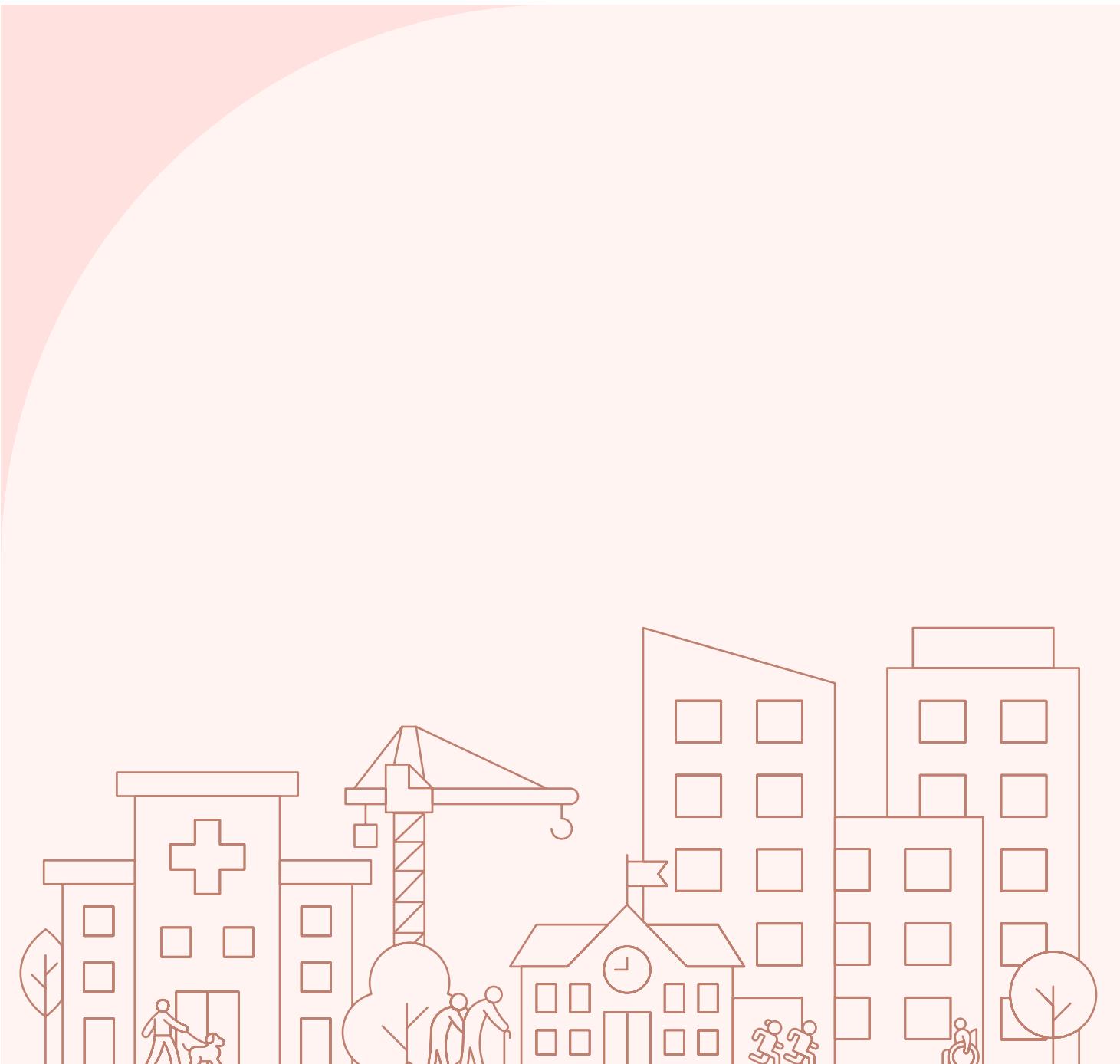
Le Directeur général d'HABITAT SOCIAL
FRANÇAIS



Stanislas DEGROOTE

FAIT à Paris, le 9 décembre 2024





CONTRAT DE VILLE PARISIEN 2024-2030

ANNEXES

TABLE DES MATIÈRES

IV. Annexes

3

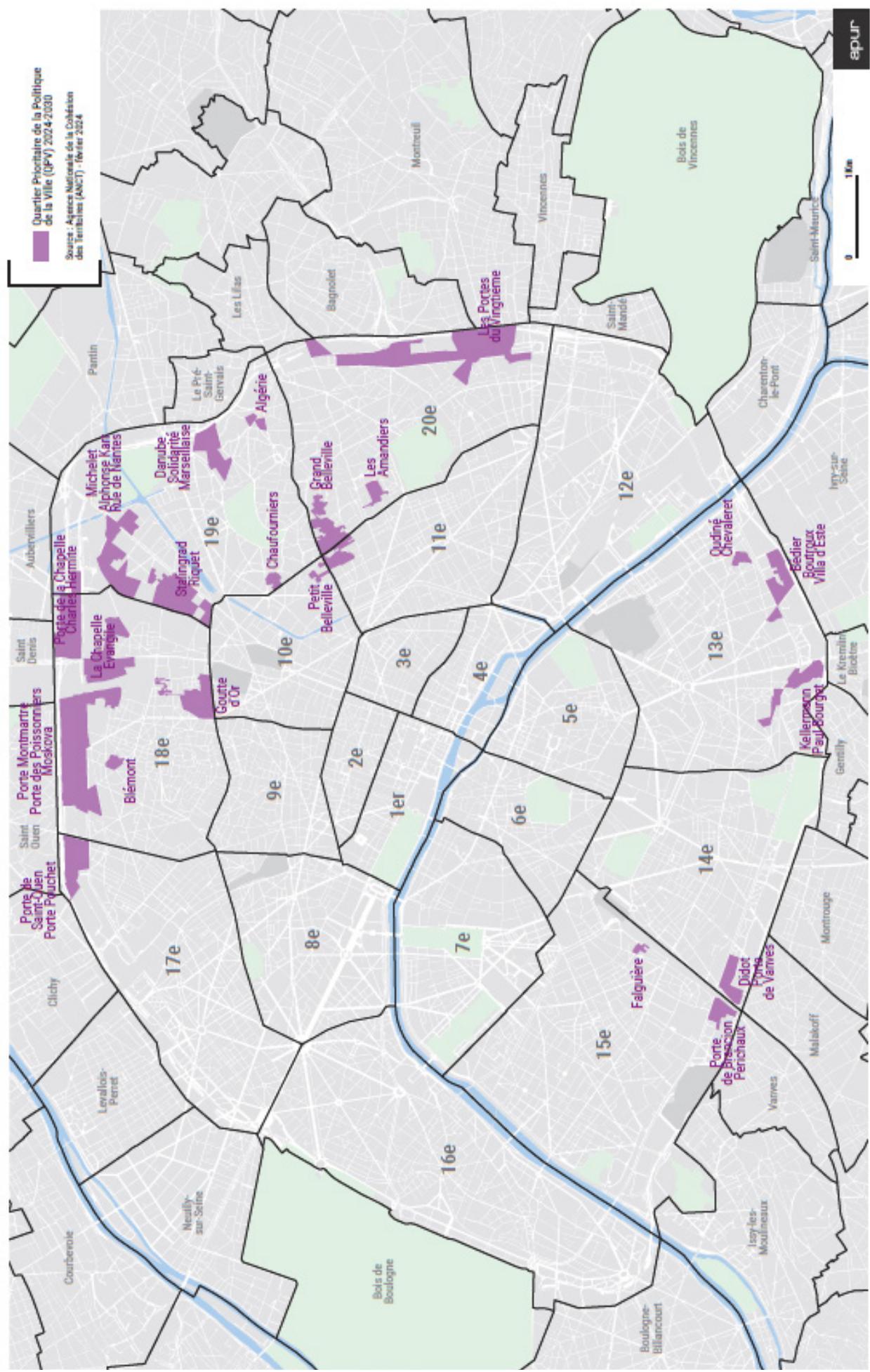
La cartographie des quartiers prioritaires - p.5

- Quartier prioritaire du Petit Belleville du 10^e arrondissement - p.6
Quartier prioritaire du Grand Belleville des 11^e et 20^e arrondissements - p.8
Quartier prioritaire Les Amandiers du 20^e arrondissement - p.13
Quartier prioritaire Bédier-Boutroux - Villa d'Este du 13^e arrondissement - p.16
Quartier prioritaire Oudiné-Chevaleret du 13^e arrondissement - p.18
Quartier prioritaire Kellermann du 13^e arrondissement - p.19
Quartier prioritaire Didot-Porte de Vanves du 14^e arrondissement - p.21
Quartier prioritaire Brancion-Périchaux du 15^e arrondissement - p.23
Quartier prioritaire Falguière du 15^e arrondissement - p.26
Quartier prioritaire Porte Pouchet - Porte de Saint-Ouen du 17^e arrondissement - p.28
Quartier prioritaire Porte Montmartre - Porte des Poissonniers - Moskova du 18^e arrondissement - p.31
Quartier prioritaire La Chapelle - Évangile du 18^e arrondissement - p.34
Quartier prioritaire Porte de la Chapelle - Charles Hermite des 18^e et 19^e arrondissements - p.37
Quartier prioritaire Blémont du 18^e arrondissement - p.40
Quartier prioritaire Goutte d'Or du 18^e arrondissement - p.42
Quartier prioritaire Stalingrad-Riquet du 19^e arrondissement - p.44
Quartier prioritaire Michelet-Alphonse Karr-Rue de Nantes du 19^e arrondissement - p.46
Quartier prioritaire Chaufourniers du 19^e arrondissement - p.48
Quartier prioritaire Danube - Solidarité - Marseillaise du 19^e arrondissement - p.52
Quartier prioritaire Algérie du 19^e arrondissement - p.54
Quartier prioritaire des Portes du 20 arrondissement - p.56

Glossaire - p.66

La cartographie des quartiers prioritaires

QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE À PARIS 2024-2030



Quartier prioritaire du Petit Belleville du 10^e arrondissement

1. Chiffres clés¹⁷

Nombre d'habitants : 1200 habitants
Taux de pauvreté (Grand Belleville 10^e 11^e 20^e) : 30%
Taux de chômage : 16% (contre 11% à Paris)
Part de jeunes de moins de 25 ans : 28% (contre 27% à Paris)
Part de NEET : 15% (contre 8% à Paris)
Part de familles monoparentales : 37% (contre 30% à Paris)
Part des 65 ans et + : 11% (contre 17% à Paris)

2. Descriptif du quartier

Le quartier Buisson-Saint-Louis est situé à l'est du 10^e arrondissement. Dynamique, central et bien desservi, il a connu ces dernières années d'importantes mutations économiques et sociales liées à une gentrification progressive qui contraste avec la présence d'une population en situation de précarité.

Quartier faubourien, Buisson-Saint-Louis appartient, avec les arrondissements voisins, au «Grand Belleville». Il se distingue par son environnement urbain très dense, minéral avec peu d'espaces verts et un espace public restreint. Le quartier abrite également un mélange de logements privés et sociaux, et un habitat vieillissant.

La nécessité de maintenir des services et ressources locales adaptés aux familles les plus fragiles

La gentrification grandissante s'est accompagnée d'une augmentation du nombre de commerces de proximité peu accessibles aux populations avec des revenus modestes. Par ailleurs, les inégalités sociales sont particulièrement marquées avec la présence importante de centres d'hébergement d'urgence ou de familles en hôtel social. Le rapport interdécile y est le plus élevé de tous les quartiers prioritaires parisiens.

Le maintien et le développement de services ou ressources accessibles à toutes et tous sont un enjeu pour les populations précaires qui cumulent des difficultés économiques et sociales. Dans ce contexte, garantir le droit aux vacances, aider à la réussite scolaire, permettre d'accéder à une alimentation saine et de qualité, à la santé, faciliter l'usage du numérique ou offrir la possibilité d'un répit parental sont autant de leviers à développer et à consolider.

Un tissu associatif dynamique et émergeant à structurer

Le quartier a connu ces dernières années l'émergence d'un réseau d'associations regroupant des habitantes et habitants du quartier et notamment des associations de mères intervenant dans le champ de la solidarité et de l'entraide ainsi que des associations de jeunes se regroupant autour de la pratique sportive. Si ce dynamisme témoigne d'une richesse pour ce quartier, il doit pour les années qui viennent s'accompagner d'une montée en compétence et d'une autonomisation des membres de ces associations afin qu'elles pérennissent leurs actions.



QPV Secteur Est 10e - rue du Buisson St Louis © Apur - Arnauld Duboys Fresney

17. Sources : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) 2019 (données au périmètre exact) ; Insee, recensement de la population 2020 (données au périmètre statistique des IRIS, traitement Apur).

3. Les projets structurants

Nom du projet	Descriptif	Adresse	Existant ou à venir
Dispositif Réussite éducative pour tous les enfants en difficulté	Un dispositif qui accompagne les enfants en situation de fragilité (scolaire, sociale...) et leurs familles.	Non cartographiable	Existant
Nouvelle Maison de santé	Une structure médicale de proximité accessible au plus grand nombre		A venir
Nouvelle Maison France services	Lieu unique pour accéder à différents services publics du quotidien (France Travail, CPAM, Caf, Assurance Vieillesse, Poste, Point justice, DGFIP, ANTS, MSA)	73 boulevard de Belleville, 75011 Paris	A venir
Une cuisine partagée / Cantine solidaire	Cuisine de quartier proposant une restauration de qualité et accessible à toutes et tous		A venir
Territoire zéro déchets	Conseils et activités pour réduire localement la production de déchets et repenser sa consommation		Existant
Démarche Embellir votre quartier	Concentrer sur une même période l'ensemble des transformations du quartier : réfection de la place du Buisson-Saint-Louis et piétonisation de la rue Saint-Maur au niveau de l'école.	Place Buisson-Saint-Louis et rue Saint-Maur	
Pérenniser un lieu d'accueil inconditionnel des jeunes	Lieu d'accueil inconditionnel des jeunes de 14 à 25 ans (espace de convivialité, accès aux droits, etc).	CPA Grange-aux-Belles (6 rue Boy Zelenski) Aires 10 (4 rue Louis Bonnet, 75011)	Existant
Dispositif Plan régional pour l'insertion de la jeunesse (PRIJ)	Un accompagnement individuel renforcé à destination des jeunes en difficulté d'insertion, âgés de 16 à 25 ans et des actions hors les murs à destination de ce public.	Non cartographiable	Existant
Dispositif « Aller Vers l'Emploi dans les Quartiers » (AVEQ)	Dans le cadre d'une médiation vers l'insertion socioprofessionnelle, déploiement d'actions de repérages et des permanences	A définir	A venir
Territoire « Accès aux droits » Grand Belleville	Des actions sur l'espace public ou dans les lieux de vie des habitantes et habitants du quartier pour aller à leur rencontre et faciliter le recours à leurs droits sociaux		Existant

Quartier prioritaire du Grand Belleville des 11^e et 20^e arrondissements

Le Grand Belleville 11^e

1. Chiffres clés

Nombre d'habitants : 3 800 habitants
Taux de pauvreté (Grand Belleville 10^e 11^e 20^e) : 30%
Taux de chômage : 17% (contre 11% à Paris)
Part de jeunes de moins de 25 ans : 27% (27% à Paris)
Part de NEET : 10% (contre 8% à Paris)
Part de familles monoparentales : 38% (contre 30% à Paris)
Part des 65 ans et + : 14% (contre 17% à Paris)

2. Descriptif du quartier

Situé au nord-est du 11^e, le quartier appartient au Grand Belleville. Très densément peuplé et cosmopolite, le quartier conserve une vocation historique d'accueil des populations d'origine étrangère.

Quartier de faubourg, central, vivant et bien desservi, son environnement urbain se caractérise par une forte densité du bâti, un habitat composé d'immeubles anciens avec une importante proportion de logements privés et de logements sur-occupés.

Avec un cadre de vie minéral, le secteur compte peu d'espaces verts, un espace public restreint avec peu de zones de rencontres.

Des inégalités qui se creusent

Territoire en mutation, le quartier connaît depuis plusieurs années une progression croissante de la part des catégories sociales supérieures. La mixité de population engendre de fortes inégalités d'accès aux ressources et notamment des commerces, de moins en moins accessibles aux plus fragiles.

Si l'on peut noter une réduction des écarts socio-économiques avec le reste du territoire parisien, le quartier conserve des indicateurs de précarité marqués : part élevée des foyers à bas revenus, augmentation de la part des familles monoparentales fragiles, un taux de chômage qui reste préoccupant et une part d'allocataires du RSA deux fois plus élevée que la moyenne parisienne.

La nécessité d'accompagner les plus vulnérables

La présence de populations fragiles de moins en moins visibles exige de rendre lisibles et accessibles les ressources du territoire en termes d'accès aux droits sociaux, aux soins et à l'emploi. Une offre de services publics de proximité avec la labellisation d'un bureau de poste en « Maison France Services », l'ouverture de Maisons de santé et le lancement de dispositifs d'aller-vers sur l'emploi et l'accès aux droits permettront de répondre à ces enjeux.

La mixité sociale dans le quartier passe aussi par la mixité dans les établissements scolaires afin d'éviter la fuite vers le privé. La construction d'une communauté éducative solidaire et investie permettra de faire évoluer l'image des établissements scolaires avec des projets ambitieux. Enfin, la réussite éducative des enfants les plus fragiles reste un enjeu de réduction des inégalités sur le territoire.

Une transformation nécessaire de l'espace public

La densité et l'aspect minéral du quartier imposent un travail dans la durée pour planter davantage de nature en ville, en lien avec le dispositif « Embellir votre quartier ». La création d'un espace public apaisé et de zones de rencontres animées permettront de créer de l'interconnaissance et de la solidarité entre des habitantes et habitants aux réalités sociales très diverses.



QVP Grand Belleville 20e - rue de Tourville © Apur - Arnauld Duboys Fresney

3. Les projets structurants

Nom du projet	Descriptif	Adresse	Existant ou à venir
Dispositif Réussite éducative pour tous les enfants en difficulté	Un dispositif qui accompagne les enfants en situation de fragilité (scolaire, sociale...) et leurs familles.	Non cartographiable	Existant
Équipement partagé : une crèche et l'annexe du conservatoire	Un équipement ouvert avec des espaces animés par les partenaires associatifs pour les habitantes et habitants du quartier	7 passage Piver - 75011 Paris	A venir
Plan lecture pour le quartier	Plan de promotion de la lecture autour du festival « Lire en délire » et en lien avec le réseau des bibliothèques de la Ville, les établissements scolaires, les librairies et structures associatives du quartier	Non cartographiable	Existant
Réseau de familles monoparentales	Actions de soutien aux familles logées en hôtel social : activités éducatives, culturelles, sportives et de soutien à la parentalité	Non cartographiable	Existant
Animations d'été pour les jeunes	Activités ludiques, sportives, culturelles etc. sur l'espace public en direction d'un public jeune	Terre-plein central du Boulevard de Belleville (n°71 au n°79)	Existant
Dispositif Aller Vers l'Emploi dans les Quartiers (AVEQ)	Dans le cadre d'une médiation vers l'insertion socioprofessionnelle, déploiement d'actions de repérages et des permanences	A définir	A venir
Halle Alimentaire durable et solidaire	Ouverture d'un tiers-lieu dédié à l'alimentation comprenant de la vente au détail, de la restauration et des ateliers animés par les partenaires associatifs	32 rue de l'Orillon - 75011 Paris	A venir
Maison de santé Morand	Structure médicale de proximité accessibles au plus grand nombre	10 rue Morand - 75011 Paris	A venir
Maison Sport Santé	Création d'une structure d'accueil et d'orientation de toutes les personnes souhaitant pratiquer ou reprendre une activité physique et sportive à des fins de santé	Non cartographiable	A venir
Maison France Services Belleville	Lieu unique pour accéder près de chez soi à des services publics du quotidien (France Travail, CPAM, Caf, Assurance vieillesse, Poste, Point Justice, DGFIP, ANTS, MSA)	73 boulevard de Belleville - 75011 Paris	A venir
Territoire « Accès aux droits » Grand Belleville	Des actions sur l'espace public ou dans les lieux de vie des habitantes et habitants du quartier pour aller à leur rencontre et faciliter le recours à leurs droits sociaux	Non cartographiable	A venir
Embellir votre quartier Belleville Saint Maur	Investissement de la Ville pour embellir le quartier. Création d'espaces publics végétalisés dont : plantation de 100 arbres, aménagement de la place Marek Edelman, embellissement du passage Piver...	Non cartographiable	A venir
Utilisation des parkings en sous-sol pour développer des activités pour les habitant.e.s	Projet d'agriculture urbaine en sous-sol dans les parkings du bailleurs 1001 Vies Habitat	Parking 1001 Vies Habitat rue R. Houdin	A venir

Quartier prioritaire du Grand Belleville des 11^e et 20^e arrondissements

Le Grand Belleville 20^e

1. Chiffres clés

Nombre d'habitants : 8 300 habitants

Taux de pauvreté (Grand Belleville 10^e 11^e 20^e) : 30%

Taux de chômage : 13% (contre 11% à Paris)

Part de jeunes de moins de 25 ans : 26% (27% à Paris)

Part de NEET : 13% (contre 8% à Paris)

Part de familles monoparentales : 31% (contre 30% à Paris)

Part des 65 ans et + : 15% (contre 17% à Paris)

2. Descriptif du quartier

Le grand Belleville 20^e est un quartier mixte qui mêle habitat privé faubourien et habitat social. Belleville est marqué par une topographie très pentue, impliquant deux zones de quartier vécu : le haut et le bas du parc de Belleville. Créer du lien entre ces deux territoires est d'ailleurs un des enjeux de ce quartier.

Un quartier faubourien en mutation sociale

Bien qu'il y ait encore 17% de foyers à bas revenus à Belleville, le quartier connaît une mutation sociale. Il faut faire vivre cette mixité, notamment au sein des établissements scolaires. Un des enjeux majeurs est de valoriser les établissements et de soutenir les parcours éducatifs des élèves et familles les plus fragiles, avec un réseau des professionnels renforcé.

Un quartier qui bénéficie de sa centralité mais comprenant des espaces publics encore fragiles

Le quartier de Belleville est délimité par des axes très fréquentés et animés : le boulevard de Belleville et la rue de Belleville. La vitalité commerciale et l'animation sont considérées comme des atouts par les habitantes et habitants. Pour autant, l'enclavement de certains espaces, la topographie et le vieillissement important de la population du territoire ont entraîné une réflexion pour la création d'une ligne de bus dans le quartier.

En 2023, le quartier a connu une concertation pour le dispositif « Embellir votre quartier ». Les travaux devraient démarrer en 2025 et être accompagnés d'une dynamique de Gestion Urbaine de Proximité afin d'améliorer le cadre de vie et de faciliter les usages dans certains espaces partagés : place Alphonse Allais, TEP Luquet, rue jardin Picabia, etc.

De futurs lieux d'activités à imaginer et consolider

L'ouverture de deux lieux est très attendue dans le quartier qui bénéficie de peu de grands espaces pour accueillir des activités. Il s'agit de la Maison de l'Air et du retour de La Maison du Bas Belleville au 126 Boulevard de Belleville. L'objectif sera de faciliter la mise en place d'actions culturelles et de lien social.

Afin de multiplier les espaces dédiés à la pratique sportive un programme associatif a été imaginé au gymnase Roenthal, rue des Couronnes. Mais le manque de possibilités foncières nécessite de penser d'autres espaces de pratiques sportives : les TEP, les cours d'immeubles, etc. Ces activités sportives sont à penser pour tous : les jeunes, les femmes, mais également les seniors.

Expérimentation du territoire accès aux droits

Les besoins d'accompagnement sur les droits et l'apprentissage du français sont toujours aussi prégnants dans un quartier où 19% de la population est étrangère. Le quartier a été retenu comme territoire accès aux droits, une expérimentation qui doit démarrer courant 2024. Il va également bénéficier d'une Maison France Services labellisée dans le bureau de Poste situé sur le boulevard de Belleville.

3. Les projets structurants

Nom du projet	Descriptif	Adresse	Existant ou à venir
Dispositif Réussite éducative pour tous les enfants en difficulté	Un dispositif qui accompagne les enfants en situation de fragilité (scolaire, sociale...) et leurs familles.	Non cartographiable	Existant
Collectif éducatif au service de la mixité scolaire	La coordination éducation du REP Besson a permis de renforcer les liens entre partenaires éducatifs, notamment avec les parents d'élèves. Ces liens permettent d'imaginer des actions pour valoriser les établissements scolaires pour lutter contre l'évitement.	Collège Besson - 9 rue des Panoyaux	Existant
Pôles de médiation interculturelle au sein des quartiers	Création d'un pôle avec des médiateurs interculturels intervenant dans le quartier, notamment dans le lien entre les écoles et les familles.		En réflexion
Stages citoyens	Expérimentation pour accompagner l'allégement de certaines amendes reçues par les jeunes, afin de faciliter leur insertion sociale et professionnelle.		Existant
Emergence d'un local jeunesse	Renforcer l'accueil et l'accompagnement des jeunes du quartier à travers notamment un nouveau local dédié.		A venir
Dispositif Plan régional d'insertion pour la jeunesse (PRIJ)	Un accompagnement individuel renforcé à destination des jeunes en difficulté d'insertion, âgés de 16 à 25 ans et des actions hors les murs à destination de ce public.		A venir
Dispositif « Aller vers l'emploi dans les quartiers » AVEQ	Dans le cadre d'une médiation vers l'insertion socioprofessionnelle, déploiement d'actions de repérages et des permanences	A définir	A venir
Permanences des Services Publics de l'Emploi dans les Quartiers	Développer une présence régulière des services publics de l'emploi (France Travail, Mission Locale, EPI, Etc.) dans le quartier.	Maison du Bas Belleville - 5 rue de Tourtille Archipelis - 17 rue des Envierges	A venir
Démarche Embellir votre quartier	La démarche « Embellir votre quartier » permet de concentrer sur une même période l'ensemble des transformations d'un quartier et de mieux organiser les travaux dans les rues de Paris.	Rue Picabia Rue Ramponeau	Existant
Démarche de Gestion Urbaine de Proximité	Des temps de travail entre habitantes et habitants, services techniques de la Ville et associations pour améliorer le cadre de vie des habitantes et habitants : végétalisation, tranquillité publique, propreté etc.	Quelques lieux emblématiques : Place Alphonse Allais Passage vers l'école Piat	Existant
Adaptation et réaménagement des logements sociaux	Accompagner les résidentes et résidents des logements sociaux dans l'aménagement de leur logement, notamment en lien avec les enjeux de transition écologique. Les accompagner également vers des logements adaptés à leur situation, notamment en facilitant la décohabitation des jeunes.		Existant

Caisse Alimentaire Solidaire	Expérimentation d'une Caisse Alimentaire Solidaire afin d'améliorer l'accès à une alimentation saine et durable pour les habitants.		A venir
Territoire Accès aux droits	Des actions sur l'espace public ou dans les lieux de vie des habitantes et habitants du quartier pour aller à leur rencontre et faciliter le recours à leurs droits sociaux.		A venir
Nouvelle Maison France Services	Lieu unique pour accéder à différents services publics du quotidien (France Travail, CPAM, Caf, Assurance Vieillesse, Poste, Point justice, DGFIP, ANTS, MSA). Ouverture en 2024 de la Maison France Services au sein du bureau de Poste situé sur le Bd de Belleville. Lieu à implanter dans l'éco-système de l'accès aux droits sur le Grand Belleville.	Maison France Services - 73 Bd de Belleville 75011	Existant
Maison du Bas Belleville	Le centre social devrait retrouver son local d'origine, au 126 Bd de Belleville dans les prochaines années. Actuellement il occupe plusieurs locaux et ce retour sur le boulevard permettra un accueil et des espaces plus adaptés aux activités du centre. Le centre gardera toutefois un local en cœur de quartier.	126 Bd de Belleville	A venir
Permanences des services publics au sein des quartiers afin de lutter contre la fracture numérique	Expérimenter des permanences de services sociaux d'institutions au sein des centres sociaux du quartier (EPS, CNAV, etc.).	Maison du Bas Belleville 5 rue de Tourtille Archipel 17 rue des Envierges	A venir
Traverse de Belleville Ménilmontant	Ligne de bus reliant Belleville à la Mairie du 20 ^e en passant par les Amandiers afin d'accompagner les mobilités d'une population vieillissante dans le quartier.		En réflexion
Maison de l'Air	Faire de la future Maison de l'Air un café-restaurant social et solidaire développant des activités culturelles et de lien social.	27, rue Piat (à l'intérieur du parc de Belleville)	A venir
Nouveaux lieux de pratique sportive	Imaginer de nouveaux espaces, comme la salle Rozenthal, ou l'extension du centre sportif Nakache.	Salle Rozenthal 74 rue des Couronnes Centre sportif Nakache 4-12 rue Denoyez	Existant et en réflexion
Des Terrains d'Education Physique (TEP) mieux partagés	Favoriser la pratique sportive des femmes sur les TEP en accès libre	TEP Luquet TEP Alphonse Allais	Existant
Les collectifs de mères du quartier	Des collectifs de mères pour le quartier engagés pour proposer des actions destinées à tous		Existant

Quartier prioritaire Les Amandiers du 20^e arrondissement

1. Chiffres clés

Nombre d'habitants : 2000 habitants
Taux de pauvreté (Grand Belleville 10^e 11^e 20^e) : 30%
Taux de chômage : 16% (contre 11% à Paris)
Part de jeunes de moins de 25 ans : 28% (contre 27% à Paris)
Part de NEET : 9% (contre 8% à Paris)
Part de familles monoparentales : 36% (contre 30% à Paris)
Part des 65 ans et + : 14% (contre 17% à Paris)

2. Descriptif du quartier

Le quartier des Amandiers correspond à un ensemble de logements sociaux dont la majorité a été construite après 1970, dans le cadre de la première ZAC parisienne pour lutter contre l'insalubrité. Le quartier est également marqué par un enclavement du cœur de quartier qui contraste fortement avec des marges très animées et fréquentées.

Un parc social en cours de réhabilitation mais un quartier vieillissant

Malgré un parc de logement récent, plusieurs résidences ont connu des réhabilitations dans les années 2000, notamment celles du bailleur Elogie-Siemp. La réhabilitation de la résidence Duris devrait d'ailleurs débuter entre 2024 et 2025. Les deux foyers de travailleurs migrants du quartier ont également été rénovés ces dernières années.

Il y a désormais un enjeu de cohésion sociale au sein de ces grandes résidences de logements sociaux. Un travail de réseau autour des amicales de locataires et des personnels de proximité des bailleurs est réfléchi à l'échelle du quartier.

Au sein du quartier prioritaire, 14% de la population a plus de 65 ans. Plusieurs associations interviennent en direction de ce public, à travers notamment des actions de pied d'immeuble. Mais il paraît nécessaire de développer des ressources supplémentaires en direction de ce public.

De nouveaux espaces d'animations du quartier

Plusieurs aménagements d'espaces sont prévus afin de permettre de développer plus d'activités positives dans le quartier. C'est le cas du Terrain d'Éducation Physique des Amandiers et du Kiosque Toussaint Louverture. Ils ont pour objectif commun d'être des espaces de rencontre et d'animation du quartier.

D'autres espaces publics connaissent eux des tensions, principalement liées à leur occupation par les jeunes. C'est le cas notamment du square Elisa Borey et de la place Henri Matisse. La création d'un espace pour accueillir les jeunes, ainsi que la rénovation du TEP, sont des premières réponses à l'apaisement de tensions. Par ailleurs, les aménagements

urbains via le dispositif « Embellir Votre Quartier », ainsi que le travail de Gestion Urbaine de Proximité, pourront également permettre de penser avec les jeunes et, plus généralement avec l'ensemble de la population du quartier, un aménagement du territoire en meilleure adéquation avec leurs usages.

Une mixité scolaire à encourager

Le collège Doisneau a l'indice IPS le plus faible du secteur Belleville Amandiers, et il bénéficie d'une image parfois négative. Pourtant le REP développe des projets stimulants, notamment autour de la danse avec plus de 1000 élèves qui dansent dans les écoles du quartier. Le renforcement des liens entre les partenaires de la communauté éducative, ainsi que les parents d'élèves, a pour objectif de valoriser ces projets, et les multiplier.

Expérimentation du territoire accès aux droits

Le quartier a été retenu comme territoire accès aux droits, une expérimentation qui doit démarrer courant 2024. Il va également bénéficier d'une Maison France Services labellisée dans le bureau de Poste situé sur le boulevard de Belleville.



QVA Grand Paris Belleville 20e - rue Duris © Apur - Arnauld Duboys Fresney

3. Les projets structurants

Nom du projet	Descriptif	Adresse	Existant ou à venir
Dispositif Réussite éducative pour tous les enfants en difficulté	Un dispositif qui accompagne les enfants en situation de fragilité (scolaire, sociale...) et leurs familles.	Non cartographiable	Existant
Collectif éducatif au service de la mixité scolaire	La coordination éducation du REP Doisneau a permis de renforcer les liens entre partenaires éducatifs, notamment avec les parents d'élèves. Ces liens permettent d'imaginer des actions pour valoriser les établissements scolaires pour lutter contre l'évitement.	Collège Doisneau - 51 rue des Panoyaux	Existant
Pôle de médiation interculturelle	Création d'un pôle avec des médiateurs interculturels intervenant dans le quartier, notamment dans le lien entre les écoles et les familles.		En réflexion
Stages citoyens	Expérimentation pour accompagner l'allégement de certaines amendes reçus par les jeunes, afin de faciliter leur insertion sociale et professionnelle.		Existant
Dispositif Plan régional d'insertion pour la jeunesse (PRIJ)	Un accompagnement individuel renforcé à destination des jeunes en difficulté d'insertion, âgés de 16 à 25 ans et des actions hors les murs à destination de ce public.		Existant
Dispositif « Aller vers l'emploi dans les quartiers » AVEQ	Dans le cadre d'une médiation vers l'insertion socioprofessionnelle, déploiement d'actions de repérages et des permanences	A définir	A venir
Permanences Emploi dans le quartier	Développer une présence régulière des services publics de l'emploi (France Travail, Mission Locale, EPI, etc.) dans le quartier, ainsi que des ressources associatives d'accompagnement vers l'emploi	Amandiers Connexion 71 rue des Amandiers	A venir
Démarche Embellir votre quartier	La démarche « Embellir votre quartier » permet de concentrer sur une même période l'ensemble des transformations d'un quartier et de mieux organiser les travaux dans les rues de Paris.	Rues aux enfants Amandiers et Tlemcen	Existant
Démarche de Gestion Urbaine de Proximité	Des temps de travail entre habitantes et habitants, services techniques de la Ville et associations pour améliorer le cadre de vie des habitantes et habitants : végétalisation, tranquillité publique, propreté etc.	Quelques lieux emblématiques : Place Henri Matisse Square Elisa Borey	Existant
Améliorer la vie au sein des logements et leur adaptation	Accompagner les résidentes et résidents des logements sociaux dans l'aménagement de leur logement, notamment en lien avec les enjeux de transition écologique. Les accompagner également vers des logements adaptés à leur situation, notamment faciliter la décohabitation des jeunes.		Existant

Ressources santé ouvertes sur le quartier	Faciliter les liens entre les équipements et ressources santé du quartier et les habitantes et habitants	CAPP Panoyaux Maison de Santé Ménilmontant Paris Santé Réussite Panoyaux	Existant
Caisse Alimentaire Solidaire	Expérimentation d'une Caisse Alimentaire Solidaire afin d'améliorer l'accès à une alimentation saine et durable pour les habitantes et habitants des quartiers prioritaires.		A venir
Actions de lutte contre l'isolement des seniors	Des actions pour accompagner le vieillissement de la population du quartier : pieds d'immeuble, permanences retraite, activités sportives et de loisirs, etc.		Existant
Des permanences des services publics au sein des quartiers (EPS, etc.).	Expérimenter des permanences de services sociaux d'institutions au sein des centres sociaux du quartier (EPS, CNAV, etc.).	Amandiers Connexion 71 rue des Amandiers	A venir
Un restaurant social et solidaire	Accompagner la réouverture du restaurant «Soleils et Papilles» du Foyer de Travailleurs Migrants des Mûriers	A définir	En réflexion
Traverse de Belleville Ménilmontant	Ligne de bus reliant Belleville à la Mairie du 20 ^e en passant par les Amandiers afin d'accompagner les mobilités d'une population vieillissante dans le quartier.		En réflexion
Terrain d'Éducation Physique des Amandiers	Un nouvel espace sportif et de lien social, en accès libre, aux Amandiers	21 rue des Cendriers	A venir
Kiosque Citoyen dans le square Toussaint Louverture	Un lieu d'activités pour les familles, les enfants et les jeunes du quartier	Square Toussaint Louverture - 47 rue Cendriers	A venir

Quartier prioritaire Bédier-Boutroux - Villa d'Este du 13^e arrondissement

1. Chiffres clés

Nombre d'habitants : 3 900 habitants
Taux de pauvreté : 32 % à Bédier-Boutroux et 36 % à Villa d'Este
Taux de chômage : 14,5 % (contre 11 % à Paris)
Part de jeunes de moins de 25 ans : 25,5 % (contre 27 % à Paris)
Part de NEET : 9,5 % (contre 8 % à Paris)
Part de familles monoparentales : 31 % (contre 30 % à Paris)
Part des 65 ans et + : 18,5 % (contre 17 % à Paris)

2. Descriptif du quartier

Le quartier Bédier-Boutroux est caractérisé par une forte résidentialisation, composé de 89 % de logements sociaux gérés par Paris Habitat. De nombreux équipements publics sont présents : crèche, PMI, lycée, caserne de pompier, stade, école, EHPAD. Il manque des commerces et des locaux associatifs permettant d'animer le quartier. Il faut toutefois souligner l'existence d'un café solidaire qui est très fréquenté par les habitantes et habitants du quartier, en particulier les seniors et par les personnes précaires qui vont manger aux Restos du cœur situé non loin. Le lieu commun, maison des projets située rue Darmesteter, a aussi pour objet d'animer le quartier et d'offrir aux habitantes et habitants des ateliers culturels et artistiques. Ce lieu devrait être pérennisé dans le futur quartier.

Ce quartier est également concerné par des transformations urbaines en cours qui vont impliquer des changements conséquents pour les habitantes et habitants. Il est prévu la démolition des barres Oudiné et « BCDE », la requalification de l'école Franc Nohain et des espaces publics. L'enjeu est de développer la participation des habitantes et habitants au projet urbain et d'adapter le quartier au dérèglement climatique. Il s'agit aussi de proposer des actions pour animer l'espace public, et accompagner la transition en gestion associative des centres sociaux Caf.

Le quartier présente une population d'employés et d'ouvriers peu qualifiés avec un léger accroissement des populations immigrées et étrangères. Développer et amplifier l'offre concernant l'accès aux droits et l'apprentissage du français est donc aussi un enjeu fort pour le quartier.

Avec presque 19 % d'habitantes et habitants ayant plus de 65 ans, le quartier Bédier-Boutroux doit prévoir le vieillissement de sa population et accueillir des animations, des activités et des adaptations du logement pour ceux-ci. La population du quartier est âgée avec une tendance à la hausse et une problématique d'isolement des personnes les plus âgées.

Repérable à son architecture verticale et à ses dalles piétonnes, le micro-quartier Villa d'Este est une des zones les plus denses du 13^e. Composée à ¾ d'habitat privé, parsemée de commerces spécialisés et bien desservie en transport en commun, elle est également un haut lieu de la communauté asiatique francilienne.

Ces caractéristiques très marquées en font un espace de vie à l'identité forte mais aussi plus complexe à appréhender, avec une multiplicité d'acteurs opérant sur la zone. La complexité urbanistique et foncière est renforcée par une sur-occupation importante des logements se traduisant mécaniquement par un partage de l'espace public régulièrement source de conflits, notamment sur la place de Vénétie.

Pour pallier ces difficultés et encourager une cohabitation positive, un travail long a été mené par les associations du secteur et la mairie d'arrondissement. Après plusieurs années de travaux, en concertation avec les habitantes et habitants, la place de Vénétie tend à devenir un lieu fédérateur dans la vie du quartier accueillant forum, fêtes de quartier et autres événements.

Une démarche similaire de réappropriation de l'espace public est en cours sur les jardins de Villa d'Este. Fermés depuis 2020 pour cause de mésusages, la Ville de Paris œuvre à leur rénovation et réouverture. Il s'agit d'une opportunité pour travailler avec les habitantes et habitants autour de thématiques comme l'adaptation écologique ou le partage de l'espace public.

Vers plus d'accès aux droits

En parallèle, l'ancrage fort du centre social permet d'avoir une lecture fine des problématiques rencontrées par les habitantes et habitants. Cet équipement, très sollicité, a multiplié ses créneaux d'accompagnement administratif, dans un quartier marqué par un taux important de non-recours aux droits. La fermeture progressive d'équipements de proximité et l'arrêt d'actions en pieds d'immeuble ont accentué ces problématiques. Une réflexion générale sur une offre de service de proximité doit être entreprise dans les prochaines années.

Il s'agit d'une situation d'autant plus difficile que le quartier présente une forte proportion de population étrangère et issue de l'immigration. Un accompagnement renforcé de ces publics est donc indispensable. L'accès aux droits, aux soins, aux cours de français, à l'insertion professionnelle, et la participation à la vie du quartier sont autant d'axes qui mobilisent les associations locales et qu'il faut consolider.

Une offre pour la jeunesse à créer

La question de la jeunesse constitue aussi une préoccupation importante. La fermeture d'un Espace Paris Jeune et la proposition modeste d'activités en direction de cette population incitent à lancer une démarche de diagnostic ainsi qu'un plan d'actions concrets afin de ne pas s'éloigner de ce public et creuser davantage leurs difficultés.

3. Les projets structurants

Nom du projet	Descriptif	Adresse	Existant ou à venir
Dispositif Réussite éducative pour tous les enfants en difficulté	Un dispositif qui accompagne les enfants en situation de fragilité (scolaire, sociale...) et leurs familles. Plus de 90 enfants accompagnés individuellement chaque année.	Non cartographiable	Existant
Évolution des centres sociaux	Évolution des modes de gestion et nouvelles dynamiques pour le centre social Toussarégo	21 rue Claude Regaud	En réflexion
Actions en direction des seniors	Développer des projets de lien social et de solidarité, aménagement urbain, santé, accès au droit pour les seniors		A venir
Création d'un lieu culturel	Un espace culturel autour des danses urbaines et accompagnement des jeunes	5 rue Péan	A venir
Démarche de labellisation Cité Éducative	Travail commun entre acteurs éducatifs (parents, établissements scolaires, services de la Ville, associations, habitants et habitantes...) dans une démarche de demande de labellisation Cité Éducative	REP autour du collège Camille Claudel et des écoles attenantes	En réflexion
Occupation et animation de la Place de Vénétie	Initiatives habitantes et associatives pour favoriser l'appropriation positive de cet espace	Place de Vénétie	En cours
Création d'un jardin au sein du quartier	Accompagner la requalification des espaces verts de Villa d'Este en jardin public pour favoriser son appropriation et son occupation positive par les habitantes et habitants	Villa d'Este	A venir
Poursuite et consolidation du forum de quartier annuel	Moment convivial et démocratique permettant l'échange et la rencontre autour des sujets du quartier avec les habitantes et habitants	Place de Vénétie	En cours
Consolider la médiation Famille/école	Amplification du travail d'accompagnement des familles vers l'école notamment auprès de la communauté asiatique du quartier		En cours
Réimplantation des permanences Maison France Services	Lieu unique pour accéder à différents services publics du quotidien (France Travail, CPAM, Caf, Assurance Vieillesse, Poste, Point justice, DGFIP, ANTS, MSA)	4 place de Vénétie	En réflexion
Dispositif « Aller vers l'emploi dans les quartiers » AVEQ	Dans le cadre d'une médiation vers l'insertion socioprofessionnelle, déploiement d'actions de repérage et des permanences	A définir	En réflexion
Dispositif Plan régional pour l'insertion de la jeunesse (PRIJ)	Un accompagnement individuel renforcé à destination des jeunes en difficulté d'insertion, âgés de 16 à 25 ans et des actions hors les murs à destination de ce public.		Existant

Quartier prioritaire Oudiné-Chevaleret du 13^e arrondissement

1. Chiffres clés

Nombre d'habitants : 1 100 habitants

Taux de pauvreté : 32 %

Taux de chômage : 20 % (contre 11 % à Paris)

Part de jeunes de moins de 25 ans : 38 % (contre 27 % à Paris)

Part de NEET : 15 % (contre 8 % à Paris)

Part de familles monoparentales : 56 % (contre 30 % à Paris)

Part des 65 ans et + : 13 % (contre 17 % à Paris)

2. Descriptif du quartier

Le secteur Chevaleret est composé de 80 % de logements sociaux gérés par Paris Habitat, Elogie-Siemp et la RIVP. Il est en grande partie occupé par la Cité Chevaleret. Ce quartier, situé dans la ZAC Bédier-Oudiné, est aussi marqué par des transformations urbaines en cours. Il s'agit aussi de proposer des actions pour animer l'espace public et accompagner la transition en gestion associative des centres sociaux Caf.

On observe une forte proportion de foyers monoparentaux fragiles sur le quartier Chevaleret. C'est aussi le quartier du

13^e arrondissement qui comprend la plus grande proportion de moins de 25 ans. Parmi ceux-ci, une forte proportion est NEET. L'enjeu est donc de développer des actions socio-culturelles et des aménagements afin de prévenir les conflits entre jeunes et d'accompagner les familles monoparentales fragiles. Les problématiques liées à l'occupation des enfants et à l'insertion et la formation des jeunes sont donc particulièrement prégnantes.

3. Les projets structurants

Nom du projet	Descriptif	Adresse	Existant ou à venir
Dispositif Réussite éducative pour tous les enfants en difficulté	Un dispositif qui accompagne les enfants en situation de fragilité (scolaire, sociale...) et leurs familles.	Non cartographiable	Existant
Concertation du projet de renouvellement urbain	Information et participation des habitantes et habitants pour la mise en œuvre du projet urbain de la ZAC et mise en place de projets d'urbanisme transitoire	ZAC Bédier-Oudiné	A venir
Évolution des centres sociaux	Évolution des modes de gestion et nouvelles dynamiques pour le centre social Chevaleret		A venir
Actions en direction des seniors	Développer des projets de lien social et de solidarité, aménagement urbain, santé, accès au droit pour les seniors		A venir
Service info jeunes	Renforcer l'offre de services à destination des jeunes de 16 à 25 ans pour les accompagner dans leur autonomie, orientation et leurs droits	6 rue Eugène Oudiné	A venir
Dispositif « Aller vers l'emploi dans les quartiers » AVEQ	Dans le cadre d'une médiation vers l'insertion socioprofessionnelle, déploiement d'actions de repérage et des permanences	A définir	En réflexion
Dispositif Plan régional pour l'insertion de la jeunesse (PRIJ)	Un accompagnement individuel renforcé à destination des jeunes en difficulté d'insertion, âgés de 16 à 25 ans et des actions hors les murs à destination de ce public.		Existant

Quartier prioritaire Kellermann du 13^e arrondissement

1. Chiffres clés

Nombre d'habitants : 2 700 habitants

Taux de pauvreté : 34 %

Taux de chômage : 16 % (contre 11 % à Paris)

Part de jeunes de moins de 25 ans : 25 % (contre 27 % à Paris)

Part de NEET : 15 % (contre 8 % à Paris)

Part de familles monoparentales : 42 % (contre 30 % à Paris)

Part des 65 ans et + : 19 % (contre 17 % à Paris)

2. Descriptif du quartier

Le quartier est composé de 8 groupes de logement social et 2 résidences d'insertion, répartis de part et d'autre du boulevard Kellermann. Parmi les multiples associations du quartier, certaines sont particulièrement liées à l'un de ces groupes d'habitation, d'autres ont une vocation plus large mais peuvent intervenir en un lieu précis en fonction des besoins.

Le quartier est assez vert mais une relative dispersion des îlots d'habitations rend plus difficile les déplacements de ses habitantes et habitants les plus fragiles, isolés et âgés.

Éducation et besoins des familles

La grande majorité des enfants fréquentent le groupe scolaire Küss et l'école polyvalente des 44 Enfants d'Izieu, au cœur du quartier. Elle se partage ensuite entre les collèges Evariste Galois et George Sand.

La communauté scolaire et les associations constatent des difficultés éducatives (besoins d'accompagnement à la scolarité, exposition aux dangers des écrans...) et familiales (difficultés linguistiques et numériques fragilisant les parents dans leur autorité et le suivi de la scolarité des enfants, méconnaissance des structures périscolaires et de loisirs du quartier...).

Accès à l'emploi pour les jeunes et les femmes

Les jeunes utilisent peu les structures d'insertion professionnelle, qu'il s'agisse de la Mission Locale ou de relais locaux comme le Point Information Jeunesse. Par ailleurs, différents freins à l'emploi se cumulent pour certaines femmes, notamment lorsqu'elles élèvent seules leurs enfants. Différents moyens sont à trouver pour aller au-devant de ces publics et les aider.

Les actes administratifs et la connaissance des structures auxquelles s'adresser en fonction de ses besoins sont difficiles, par manque de maîtrise de l'outil informatique ou de la langue, et du fait de la complexité administrative et juridique. Une facilitation des démarches devra donc passer par

une offre locale d'apprentissage numérique et du français, et d'aide au repérage des services publics dans les domaines sociaux, de santé, du droit...

Faire des espaces publics des espaces communs

Le quartier est riche en espaces verts où se rencontrer et se protéger des pics de chaleurs, mais aussi de cheminements piétons parfois dangereux du fait de la circulation automobile. Des aménagements d'ensemble sont à réfléchir pour conforter les lieux de vie et de biodiversité, et pallier les désagréments alentours.

Pour la convivialité ou la solidarité, de multiples initiatives sont prises par les habitantes et les habitants, ainsi que les associations. Le nombre grandissant de ces projets nécessite l'optimisation des moyens existants, en particulier par une mutualisation des locaux disponibles aux actions collectives.



QVP Kellermann - Paul Bourget - rue Keufer + HBM © Apur - Arnauld Duboys Fresney

3. Les projets structurants

Nom du projet	Descriptif	Adresse	Existant ou à venir
Maison de santé	Structure médicale de proximité accessible au plus grand nombre	Place Pierre Riboulet	A venir
Démarche de labellisation Cité Éducative	Travail commun entre acteurs éducatifs (parents, établissements scolaires, services de la Ville, associations...) dans une démarche de demande de labellisation à la Cité Éducative	REP autour du collège Evariste Galois et des établissements scolaires attenants	En réflexion
Des actions lecture structurantes dans la Médiathèque Virginia Woolf	S'appuyer sur la nouvelle médiathèque Virginia Woolf pour développer des actions lecture qui permettront de travailler la parentalité et la réussite éducative		
Appui à la vie associative du quartier	Accès à différents locaux et formations sur les sujets quotidiens (lutte contre les discriminations, participation des habitantes et habitants...), pour les activités des associations.		A venir
Renouvellement de l'Espace de Vie Sociale «autour de l'Escale»	Nouvelle dynamique pour l'Espace de Vie Sociale : Programme d'activités gratuites (apprentissage du français, aide scolaire...) et de participation à la vie du quartier, pour tous les âges, dans la partie sud-ouest du 13 ^e .		Existant
Végétal in !	Réseau de partenaires et d'habitantes et habitants investis autour de la valorisation des nombreux espaces verts du quartier et d'aménagements végétalisés permettant la résilience et une protection face à la hausse des températures.		A venir
Consortium économique local	Émergence d'un groupe d'entreprises locales pour favoriser le «circuit court de l'emploi», l'acculturation, l'accès aux stages...		A venir
Dispositif Réussite éducative pour tous les enfants en difficulté	Un dispositif qui accompagne les enfants en situation de fragilité et leurs familles.		Existant
Dispositif «Aller vers l'emploi dans les quartiers» AVEQ	Dans le cadre d'une médiation vers l'insertion socioprofessionnelle, déploiement d'actions de repérage et des permanences	A définir	En réflexion
Dispositif Plan régional pour l'insertion de la jeunesse (PRIJ)	Un accompagnement individuel renforcé à destination des jeunes en difficulté d'insertion, âgés de 16 à 25 ans et des actions hors les murs à destination de ce public.		Existant

Quartier prioritaire Didot-Porte de Vanves du 14^e arrondissement

1. Chiffres clés

Nombre d'habitants : 3 400 habitants

Taux de pauvreté : 32 %

Taux de chômage : 16 % (contre 11 % à Paris)

Part de jeunes de moins de 25 ans : 26 % (contre 27 % à Paris)

Part de NEET : 16 % (contre 8 % à Paris)

Part de familles monoparentales : 61 % (contre 30 % à Paris)

Part des 65 ans et + : 19 % (contre 17 % à Paris)

2. Descriptif du quartier

Le quartier Didot-Porte de Vanves est situé au sud-ouest du 14^e arrondissement. Malgré des transformations urbaines importantes déjà réalisées et à venir, ce secteur reste enclavé entre le boulevard Brune, les voies de chemin de fer de la gare Montparnasse et le périphérique. Quartier résidentiel, composé exclusivement de logements sociaux, les indicateurs font état d'un accroissement des écarts socio-économiques entre le quartier prioritaire et le reste du territoire parisien notamment pour les populations jeunes, les familles monoparentales et les seniors de plus de 65 ans. L'enjeu du développement des actions d'insertion sociale et professionnelle au plus près des habitantes et habitants apparaît central : kiosque d'accès aux droits, événements emploi réguliers en quartier, permanences de services publics, porte à porte à destination des habitantes et habitants isolés...

L'importance de répondre aux problématiques éducatives

En terme d'enjeu éducatif, la cité scolaire Villon (collège et lycée) est située au cœur du quartier prioritaire et regroupe des élèves très majoritairement issus des classes populaires. Labellisée « Cité Educative » depuis 2022, elle fédère et œuvre en lien avec les partenaires pour réduire les inégalités et répondre aux défis pour renforcer le lien famille/école/quartier, du numérique, de l'orientation scolaire et professionnelle et des compétences psychosociales.

Un tissu commercial peu dense mais un quartier doté en équipements et offre associative

Le quartier Didot - Porte de Vanves se caractérise aussi par un tissu commercial peu dense et peu diversifié. Le secteur souffre d'une faible attractivité commerciale. En revanche, l'offre en équipements sportifs et culturels est très importante : des complexes sportifs, une piscine, des centres sociaux, un conservatoire, une Maison des pratiques Artistiques Amateurs, un Théâtre municipal... À cela s'ajoute un dynamisme associatif très fort. Néanmoins, l'identification et l'appropriation des ressources par les habitantes et habitants du territoire reste relativement faible. Deux actions vont être expérimentées afin d'agir sur cette difficulté : un lieu centralisateur de l'information sur le quartier et la constitution d'un réseau d'habitantes et habitants chargé de faire circuler la connaissance des ressources.

De nouvelles transformations urbaines à venir

Le quartier va connaître d'autres mutations urbaines. Depuis 2001, de grandes transformations ont modifié la physionomie urbaine du territoire avec notamment l'arrivée du tramway, une promenade plantée, le quartier Broussais, le Conservatoire Darius Milhaud... L'accompagnement des habitantes et habitants dans la perspective des nouvelles transformations sera important au regard des projets à venir (réhabilitation de logements, création de résidences étudiantes et livraison de nouveaux locaux d'activités avec entre autres l'arrivée d'une halle alimentaire).

3. Les projets structurants

Nom du projet	Descriptif	Adresse	Existant ou à venir
Maison de santé	Structure médicale de proximité accessible au plus grand nombre	Avenue de la Porte de Vanves	A venir
Maison Sport Santé	Accueil et orientation de toutes les personnes souhaitant pratiquer, développer ou reprendre une activité physique et sportive à des fins de santé		A venir

Halle alimentaire	Travailler la question de l'alimentation durable et de l'appropriation par cet espace par les habitantes et habitants du quartier	12, place Porte de Vanves	A venir
Mur d'information	Affichage des offres et informations du quartier	1-7 Avenue de la Porte de Vanves	A venir
Démarche de Gestion Urbaine de Proximité Porte de Vanves	Des temps de travail entre habitantes et habitants, services techniques de la Ville et associations pour améliorer le cadre de vie des habitantes et habitants : végétalisation, tranquillité publique, propreté etc.		Existant
Cité Éducative «Di-Va 14»	Des temps de travail entre habitantes et habitants, services techniques de la Ville et associations pour améliorer le cadre de vie des habitantes et habitants : végétalisation, tranquillité publique, propreté etc.	Cité scolaire Villon	Existant
Maison des parents	Un lieu d'information, d'accompagnement et d'activités pour les familles		En réflexion
Olympiade des métiers	Un forum de l'emploi où la rencontre entre employeurs et jeunes se fait via l'activité sportive	Stade Jules Noel	En réflexion
Kiosque Emploi	Démarche d'aller-vers prioritairement des femmes monoparentales, pour l'emploi et l'insertion	Place de la Porte de Vanves	Existant
Démarche de Gestion Urbaine de Proximité Porte de Vanves	Des temps de travail entre habitantes et habitants, services techniques de la Ville et associations pour améliorer le cadre de vie des habitantes et habitants : végétalisation, tranquillité publique, propreté etc.		Existant
Permanences des services publics en quartier	Expérimentation de permanences avec l'Espace parisien des solidarités, France Travail, Caisse nationale d'assurance vieillesse, Mission Locale etc. dans le quartier		En réflexion
Stand dédié à la transition écologique	Des ateliers de sensibilisation sur le marché, portés par des associations ou la Ville de Paris	26 Boulevard Brune	Existant
Porte à porte et accompagnement des seniors			A venir
Démarche Embellir votre quartier	La démarche « Embellir votre quartier » permet de concentrer sur une même période l'ensemble des transformations d'un quartier et de mieux organiser les travaux dans les rues de Paris.		A venir
Dispositif « Aller vers l'emploi dans les quartiers » AVEQ	Dans le cadre d'une médiation vers l'insertion socioprofessionnelle, déploiement d'actions de repérage et des permanences	A définir	En réflexion
Espaces d'accueil informel pour les jeunes	Espace pour les jeunes d'incubateur de projets		A venir
Dispositif Réussite éducative pour tous les enfants en difficulté	Un dispositif qui accompagne les enfants en situation de fragilité et leurs familles.	Non cartographiable	Existant
Permanences du Dispositif Plan régional pour l'insertion de la jeunesse (PRIJ)	Un accompagnement individuel renforcé à destination des jeunes en difficulté d'insertion, âgés de 16 à 25 ans et des actions hors les murs à destination de ce public.		Existant

Quartier prioritaire Brancion-Périchaux du 15^e arrondissement

1. Chiffres clés

Nombre d'habitants : 2 500 habitants
Taux de chômage : 16% (contre 11% à Paris)
Part de jeunes de moins de 25 ans : 32% (contre 27% à Paris)
Part de NEET : 11% (contre 8% à Paris)
Part de familles monoparentales : 40% (contre 30% à Paris)
Part des 65 ans et + : 16% (contre 17% à Paris)

2. Descriptif du quartier

Un territoire enclavé et isolé

Le quartier se situe au sud-est du 15^e arrondissement limité au nord par le parc George Brassens, à l'est par le réseau ferré de la gare Montparnasse, au sud par le boulevard périphérique et à l'ouest par le Parc des Expositions. A cet enclavement géographique, s'ajoute une autre ligne de rupture intérieure, de part et d'autre de la ligne du Tramway 3A. On note un secteur au nord du boulevard Lefebvre caractérisé par un cadre de vie plus favorisé et un secteur au sud du boulevard avec des niveaux de difficultés plus élevées.

Le quartier est marqué par une vocation quasi-exclusivement résidentielle. La densité et diversité commerciale y sont très faibles, et les locaux à usages d'activités associatives ou de services rares. L'espace public peu animé, est exposé à des problématiques d'usages, des occupations conflictuelles qui génèrent un sentiment d'insécurité. La présence et la circulation automobile y sont aussi très denses, impliquant de fortes nuisances sonores et rendant difficile la traversée des axes routiers.

Des équipements de qualité mais une faible présence associative

Le quartier dispose néanmoins nombreux espaces verts avec le parc George Brassens, le jardin des Périchaux, le square du Docteur Calmette et le jardin Bartholomé. Aussi, les équipements sportifs sont très présents (stades Rigoulot et de la Plain) et les structures culturelles jugées de qualité (Centre Paris Anim, Théâtre du Montfort...). A ce jour, ces équipements restent encore trop peu appropriés par les résidents du quartier.

Les services de proximité sont presque totalement absents du quartier qui souffre globalement de la faible présence associative. Or, la population résidente, avec une forte proportion de jeunes de moins de 25 ans, un taux important de familles monoparentales (près de 40% au sud du boulevard Lefebvre) et l'augmentation de personnes de plus de 65 ans isolées et fragiles, rencontre des besoins spécifiques qui nécessiteraient une offre de services dense et diversifiée.

Consolider les animations et la vie de quartier pour accompagner les transformations urbaines

Un projet urbain d'envergure de réhabilitation, de rénovation thermique et d'aménagement est à l'étude pour améliorer les logements et le cadre de vie.

En attendant les avancées du projet urbain sur un temps long, des actions au plus près des habitantes et habitants favorisant l'accompagnement des jeunes, l'accès aux droits de façon large et les sujets de parentalité pourraient être mises en œuvre. L'occupation positive de l'espace public et le développement de la participation des habitantes et habitants pourraient aider à l'émergence d'une dynamique de quartier. Il s'agira aussi d'optimiser les opportunités de partage de locaux disponibles pour l'accueil de permanences de services et une offre d'activités. Les cours des écoles pourraient également plus bénéficier aux parents et aux associations.

3. Les projets structurants

Nom du projet	Descriptif	Adresse	Existant ou à venir
Ludothèque mobile	Un lieu pour jouer à destination de toutes et tous, dans le cadre de la piétonisation d'une partie de l'avenue Bartholomé	Brancion Avenue Bartholomé - sud du square Calmette	A venir
Cours d'écoles ouvertes le samedi	Animations à destination des familles et travail sur le lien école, famille, quartier	Ecole Brancion	En réflexion
La Cité éducative	Actions des écoles/collèges/lycées et nouvelles activités pendant et hors temps scolaires pour aider les enfants et les jeunes	5 avenue de la Porte Brancion	Existant
Activités lecture hors les murs	Animations proposées avec la Médiathèque Yourcenar	Ecole Brancion	A venir
Permanences du Dispositif Plan régional pour l'insertion de la jeunesse (PRIJ)	Un accompagnement individuel renforcé à destination des jeunes en difficulté d'insertion, âgés de 16 à 25 ans et des actions hors les murs à destination de ce public.		Existant
Job dating dans le cadre des clauses d'insertion	Mobilisation de grands opérateurs pour recruter : Besix pour la Tour Triangle et Woodeum pour le secteur Aquaboulevard		Existant
Dispositif « Accompagnement vers l'emploi dans les quartiers » (AVEQ)	Des permanences de médiation vers l'emploi pour l'accompagnement individualisé des habitantes et habitants du quartier dans le cadre d'une médiation vers l'insertion socioprofessionnelle, déploiement d'actions de repérages et des permanences	A définir	A venir
Animations collectives et positives des places structurantes du quartier	Mettre en place un collectif d'habitantes, d'habitants et d'associations pour animer l'espace public	Square Calmette Square Brassens Mail Bartholomé	
Lieux accessibles aux associations permettant de renforcer le tissu associatif	Trois bâtiments sont programmés dont un de la RIVP qui sera composé d'un espace de salles de sport et de salles de formation continue qui pourront être prêtées aux associations du secteur, hors temps professionnel	Porte Brancion	A venir
Accompagner le projet Urbain Bartholomé Brancion	Projet urbain Bartholomé Brancion : réhabilitation du patrimoine de Paris Habitat et Régie Immobilière de la Ville de Paris, amélioration des équipements publics et des espaces publics, redéfinition des circulations, renforcement de l'activité économique, développement d'une offre commerciale et associative	Secteur Bartholomé Brancion	A venir
Lieu Commun	Un lieu dédié au projet urbain et à l'accès aux droits	Angle Avenue Bartholomé/Sicard	A venir
Conseiller numérique	Un conseiller dédié aux quartiers et intervenant dans des lieux de permanences multiples		A venir
Lieu unique d'accès aux droits	Proposer un accompagnement aux habitantes et habitants du quartier sur les démarches administratives de base.		En réflexion
Maison Sport Santé 15/14	Accueil et orientation de toutes les personnes souhaitant pratiquer, développer ou reprendre une activité physique et sportive à des fins de santé	Brancion 143, bvd Lefebvre hébergée au 100 Bvd Lefebvre	Existant

Clinique du numérique	Des permanences numériques dans les établissements scolaires et un réseau d'acteurs pour répondre aux besoins des familles : prêt d'ordinateurs, formation etc.	5, avenue de la Porte Brancion	Existant
Aide Alimentaire	Poursuite et développement de la distribution alimentaire aux résidentes, résidents, étudiantes et étudiants		Existant
Micro-folies itinérantes	Favoriser l'ouverture culturelle des habitantes et habitants du quartier grâce au musée numérique	Actuellement hébergée au 100, Bvd Lefebvre	Existant
Déploiement du Fond de participation des Habitants	Accompagner les initiatives habitantes grâce à ce fonds qui permet de soutenir financièrement des petits projets initiés et menés par des habitantes et habitants		A venir
Nouvelle structure sociale de proximité sur la porte Brancion	Lieu pour renforcer les liens sociaux et les solidarités de voisinage en proposant des services et des activités		En réflexion
Permanences « mairie mobile » Lefebvre	Un stand d'information à destination du public organisé une fois par semaine pouvant servir à faire connaître les ressources du territoire	Carrefour Brancion/Lefebvre	Existant
Dispositif Réussite éducative pour tous les enfants en difficulté	Un dispositif qui accompagne les enfants en situation de fragilité et leurs familles.	EPRE 15	A venir

Quartier prioritaire Falguière du 15^e arrondissement

1. Chiffres clés

Nombre d'habitants : 1 500 habitants
Taux de chômage : 14% (contre 11% à Paris)
Part de jeunes de moins de 25 ans : 34% (contre 27% à Paris)
Part de NEET : 13% (contre 8% à Paris)
Part de familles monoparentales : 41% (contre 30% à Paris)
Part des 65 ans et + : 17% (contre 17% à Paris)

2. Descriptif du quartier

Un quartier résidentiel en restructuration

Situé à l'est du 15^e arrondissement, le quartier Falguière est un quartier presque exclusivement d'habitat social. Il est marqué par un certain enclavement au sein de l'arrondissement, entouré de quartiers plus favorisés. Ce secteur se caractérise avant tout par un habitat dense, de part et d'autre d'une petite place « Falguière » qui concentre quelques commerces de proximité. Le quartier ne dispose que de très peu d'espaces verts et les quelques équipements existants sont peu investis à l'image du Gymnase Falguière presque exclusivement dédié à la pratique de la gymnastique ou le conservatoire municipal en travaux.

Le quartier est donc fortement marqué par une architecture moderne de résidences organisées autour de circulations intérieures traversantes et d'ilots hérités de construction sur dalle. Un aménagement en cours vise notamment à requalifier les espaces extérieurs. Cette morphologie urbaine génère des conflits d'usages impliquant notamment les jeunes du quartier et des quartiers alentours dans des problématiques de trafic et d'occupations abusives d'espaces communs ou encore de rixes qui renforcent un sentiment d'insécurité.

Développer l'offre à destination des jeunes et des familles

La dynamique associative y est forte même si les associations sont peu nombreuses en raison de locaux insuffisants. Le quartier Falguière souffre effectivement d'un manque d'activités diversifiées (sociales, éducatives, culturelles et familiales pour tous les publics) que pourrait proposer un équipement tel que le futur centre social dont l'émergence

est en cours. Le développement d'activités de loisirs diversifiés pour les enfants, les jeunes et leurs familles est en effet très attendu et il sera nécessaire d'accompagner au mieux l'arrivée du nouveau centre social dans le déploiement de ses activités et de la dynamique partenariale sur Falguière et au-delà.

Il convient également de poursuivre les efforts engagés par la Mairie d'arrondissement pour développer des services de proximité à même de proposer, en particulier, des permanences d'accès aux droits et des actions d'accompagnement des jeunes pour leur scolarité et insertion.

Des publics diversifiés

Le quartier est marqué par une forte présence de jeunes de moins de 25 ans qui représentent 34% de la population et un taux de familles monoparentales important. On note une part grandissante de personnes de 65 ans et plus. Le quartier accueille également sur un périmètre réduit une résidence sociale et deux foyers de travailleurs migrants pour une capacité de près de 400 hébergements.

3. Les projets structurants

Nom du projet	Descriptif	Adresse	Existant ou à venir
Permanences du Dispositif Plan régional pour l'insertion de la jeunesse (PRIJ)	Un accompagnement individuel renforcé à destination des jeunes en difficulté d'insertion, âgés de 16 à 25 ans et des actions hors les murs à destination de ce public.		A venir
Job dating dans le cadre des clauses d'insertion	Mobilisation de grands opérateurs pour recruter : Besix pour la Tour Triangle et Woodeum pour le secteur Aquaboulevard		Existant
Dispositif «Accompagnement vers l'emploi dans les quartiers» (AVEQ)	Dans le cadre d'une médiation vers l'insertion socioprofessionnelle, déploiement d'actions de repérages et des permanences		A venir
Utiliser le conservatoire Frédéric CHOPIN pour développer des actions culturelles dans une perspective de réussite éducative	Cet espace va ouvrir fin 2024 après une rénovation. Un travail sera mené avec les associations du territoire pour favoriser son appropriation par les habitantes et habitants.		
Nouveau conseiller numérique	Un conseiller dédié aux quartiers et intervenant dans des lieux de permanences multiples		A venir
Nouveaux locaux en pied d'immeuble	L'ouverture d'un espace de services aux habitantes et habitants (crèche PMI, Maison de Santé...)	4 rue Vigée Lebrun	A venir
Nouveau entre Social	Équipement de proximité proposant des activités sociales, éducatives, culturelles et familiales pour tous les publics. Le projet est porté par les habitantes et habitants		A venir
Centre de Développement Local Falguière	Lieu d'information, de convivialité, de services et d'accompagnement numérique pour tous les publics	4-8 rue Anselme Payen	A venir
Déploiement du Fond de participation des Habitants	Soutenir les initiatives habitantes grâce à ce fonds qui permet de soutenir financièrement des petits projets initiés et menés par des habitantes et habitants		A venir
Permanences «mairie mobile» Lefebvre	Un stand d'information à destination du public organisé une fois par semaine pouvant servir à faire connaître les ressources du territoire	Marché rue Falguière	A venir
Dispositif Réussite éducative pour tous les enfants en difficulté	Un dispositif qui accompagne les enfants en situation de fragilité et leurs familles.	Non cartographiable	A venir

Quartier prioritaire Porte Pouchet - Porte de Saint-Ouen du 17^e arrondissement

1. Chiffres clés

Nombre d'habitants : 3 700 habitants

Taux de pauvreté : 35 %

Taux de chômage : 19 % (contre 11 % à Paris)

Part de jeunes de moins de 25 ans : 31 % (contre 27 % à Paris)

Part de NEET : 17 % (contre 8 % à Paris)

Part de familles monoparentales : 55 % (contre 30 % à Paris)

Part des 65 ans et + : 18 % (contre 17 % à Paris)

2. Descriptif du quartier

Un petit territoire avec de nombreuses coupures urbaines

Situé au nord-est du 17^e arrondissement, le quartier couvre un périmètre relativement petit, situé entre le périphérique, le boulevard Bessières, la porte de Saint-Ouen et la Porte Pouchet. Le quartier est caractérisé par de nombreuses «coupures urbaines» : grand boulevard, ligne de tramway, caserne de Police. Cependant, malgré ces contraintes géographiques internes, le quartier s'est ouvert sur l'extérieur avec le développement de transports en commun: prolongement de la ligne T3 du tramway et de la ligne 14 du métro avec l'arrêt à Porte de Clichy.

Un projet urbain qui a transformé le quartier

Le projet urbain, qui arrive à son terme, a fortement transformé le territoire à l'est avec la création de nouveaux parcs et commerces, l'implantation d'importantes entreprises, la construction de nouveaux logements et de nouvelles circulations. Seul l'implantation d'un projet immobilier d'ampleur comprenant notamment des bureaux et une auberge de jeunesse reste à venir.

Un quartier fort de sa jeunesse mais qui doit relever de nouveaux défis

La sociologie du quartier est celle d'un quartier relativement jeune et cumulant plusieurs critères de précarité illustrés par

des taux supérieurs à la moyenne nationale ou parisienne : jeunes non scolarisés et sans diplôme, familles à bas revenus, familles monoparentales etc. Le logement social y est prépondérant. Les problématiques prégnantes sont l'insertion des jeunes, le vieillissement de la population, l'accès difficile aux soins ou plus généralement à ses droits sociaux. Depuis quelques années, de nouveaux enjeux sont également émergents : tensions entre les jeunes des Portes de Saint Ouen et Porte d'Asnières qui aboutissent à des rixes ou à des agressions régulières, paupérisation d'une partie de la population suite aux différentes crises sanitaires, sociales et économiques, présence accrue de personnes en situation d'errance et/ou toxicomanes.

Un tissu associatif qui fait vivre le quartier

Ce quartier peut compter sur un tissu d'acteurs locaux diversifié et dynamique : deux Centres Sociaux, un Espace de Vie Sociale existant et la préfiguration d'un second, une régie de quartier, des lieux dédiés à l'économie sociale et solidaire (recyclerie sportive, ressourcerie et future épicerie solidaire) ainsi qu'un équipement sportif majeur. Ce quartier dispose d'un fort dynamisme de ses acteurs associatifs et une forte interconnaissance entre acteurs avec de nombreux partenariats. De plus, le réseau d'éducation prioritaire et le dispositif de Réussite éducative sont des outils dynamiques qui aboutissent au développement de projets favorisant l'éducation et la réussite des plus jeunes.



Vue du mail André Bréchet réhabilité en 2009 en direction de la porte de Saint-Ouen © Apur - David Boureau

3. Les projets structurants

Nom du projet	Descriptif	Adresse	Existant ou à venir
Dispositif Réussite éducative pour tous les enfants en difficulté	Un dispositif qui accompagne les enfants en situation de fragilité et leurs familles.	Non cartographiable	Existant
Démarche de Gestion Urbaine de Proximité	Des temps de travail entre habitantes et habitants, services techniques de la Ville et associations pour améliorer le cadre de vie des habitantes et habitants : végétalisation, tranquillité publique, propreté etc.	Secteur des briques rouges et Mail Bréchet	Existant
Animations « Baignade estivale »	Accès à un nouveau bassin de baignades estivales éphémères		A venir
Nouvelle boutique solidaire	Lieu de vente de produits bio ou circuit court accessibles aux plus précaires, cuisine solidaire et lieu de convivialité	Rue Paul Brousse	A venir
Nouveau marché solidaire et distributions alimentaires	Points de vente itinérants et distribution d'alimentation saine, durable et abordable dans l'ensemble du quartier	Place Navier Petite ceinture Ernest Roche Placette Loucheur Placette début rue Rebière	Existant
Jardins partagés	Espaces partagés pour jardiner et/ou se rencontrer	Briques rouges (Loucheur Garnier) Cité Saint ange Rail de la petite ceinture, rue Ernest Roche	Existant (Petite ceinture) et à venir
Cours Oasis	Transformation des cours d'écoles en cours Oasis	Ecole Bessières Ecole Brechet	En réflexion
Accompagner une nouvelle dynamique associative en cours	Installation de nouvelles activités associatives, dont le centre social Serre Pouchet afin de dynamiser le cœur du quartier et créer de nouveaux lieux de ressources et d'animation	Boulevard du Bois Le Prêtre Boulevard Bessières Placette Blanche Lefebvre Rue Loucheur Garnier	Existant et à venir
Nouveau kiosque citoyen (mobile ou fixe)	Permanences d'accès aux droits, informations associatives et Ville de Paris, accès aux dispositifs de démocratie participative	Mail Brechet	En réflexion
Centre social la Serre Pouchet	Lieu de proximité, d'animation et de ressources ouvert à toutes et tous, favorisant le pouvoir d'agir des habitantes et habitants	Place Hans et Sophie Scholl	Existant
Actions en faveur de l'animation de la galerie sous le périphérique	Embellissement et aménagement de l'espace, autour de la « street culture » (arts et sports)	Place Hans et Sophie Scholl	A venir
Forum emploi et alternance, forum job d'été	Événements de mobilisation des entreprises et des habitants en partenariat avec le PRIJ et la CCI		A venir
Dispositif « Accompagnement vers l'emploi dans les quartiers » (AVEQ)	Dans le cadre d'une médiation vers l'insertion socioprofessionnelle, déploiement d'actions de repérages et des permanences	A définir	A venir

Maison Sport Santé	Accueil et orientation de toutes les personnes souhaitant pratiquer, développer ou reprendre une activité physique et sportive à des fins de santé	Boulevard Bessières	A venir
Maison de santé	Structure médicale de proximité accessible au plus grand nombre		En réflexion
Équipement petite enfance (PMI ou crèche)			En réflexion
Maison de la parentalité	Accompagnement des familles et des adolescents pour prévenir les rixes et favoriser leur bien être		En réflexion
Démarche de labellisation Cité Éducative	Travail commun entre acteurs éducatifs (parents, établissements scolaires, services de la Ville, associations, habitantes et habitants...) dans une démarche de demande de labellisation Cité Éducative		En réflexion
Animations récurrentes en faveur de la promotion de la lecture publiques	Activité lecture et actions hors les murs dans la perspective de l'implantation d'une bibliothèque municipale		En réflexion
17&Co (Projet immobilier BNP)	Nouveau pôle économique avec l'ouverture d'une auberge de jeunesse	Rue Camille Blaisot et Avenue de la Porte de Saint Ouen	En réflexion
Actions d'art et de culture dans l'espace public	Rendre accessible la culture en l'ouvrant à tous les publics en partenariat avec les villes de Clichy et Saint-Ouen		A venir
Nouveau CitésLab	Dispositif favorisant la création d'entreprise par les habitantes et les habitants		A venir
Nouvelle Maison France Services	Lieu unique pour accéder à différents services publics du quotidien (France Travail, CPAM, Assurance Vieillesse, Poste, Point justice, DGFIP, ANTS, MSA)	Guy Môquet	A venir
Dispositif Plan régional pour l'insertion de la jeunesse (PRIJ)	Un accompagnement individuel renforcé à destination des jeunes en difficulté d'insertion, âgés de 16 à 25 ans et des actions hors les murs à destination de ce public.	Mission Locale Site Milord	Existant
Rentrée partagée	Période de tests d'évaluation par les associations du quartier pour inscrire les personnes désireuses d'apprendre le français, à un cours adapté à leurs besoins, leur niveau linguistique, leurs disponibilités et leur lieu d'habitation	Fispe, Cefia, Centre social Pouchet	Existant
Réseau de solidarité des familles mono-parentales précaires	Développer des projets locaux de lutte contre l'isolement et accompagner les familles au quotidien	ADAGE	Existant

Quartier prioritaire Porte Montmartre - Porte des Poissonniers - Moskova du 18^e arrondissement

1. Chiffres clés

Nombre d'habitants : 13 800 habitants

Taux de pauvreté : 34 %

Taux de chômage : 19 % (contre 11 % à Paris)

Part de jeunes de moins de 25 ans : 32 % (contre 27 % à Paris)

Part de NEET : 17 % (contre 8 % à Paris)

Part de familles monoparentales : 39 % (contre 30 % à Paris)

Part des 65 ans et + : 15 % (contre 17 % à Paris)

2. Descriptif du quartier

Un quartier qui tend progressivement à s'ouvrir vers l'extérieur

Situé au nord-ouest de l'arrondissement, le quartier des Porte Montmartre - Porte des Poissonniers - Moskova est délimité par le boulevard périphérique, les Maréchaux et les voies de chemin de fer. Le quartier a connu de profondes transformations urbaines dès les années 2000, renforcé avec l'arrivée du tramway T3 et l'implantation de nouvelles activités économiques (hôtels, campus universitaire, etc.), qui ont notamment contribué à son désenclavement. L'activité commerciale se concentre à la périphérie du quartier, autour de l'avenue de la Porte Montmartre et du boulevard Ney, tandis que les équipements de proximité destinés aux habitantes et habitants sont principalement situés au cœur du quartier, autour de l'avenue de la Porte Montmartre et de la rue Camille Flammarion. Le tissu associatif de proximité est structuré, actif et s'ouvre progressivement aux habitantes et habitants d'autres quartiers. Pour autant, le secteur de la Porte des Poissonniers demeure encore isolé, par sa situation géographique (entre le grand centre de maintenance de la RATP et les voies ferrées de la Porte des Poissonniers), et par une présence moindre d'acteurs associatifs de proximité. Le devenir de la caserne Gley et du centre de maintenance de la RATP est un enjeu de désenclavement potentiel du quartier.

Une population importante marquée par des difficultés socio-économiques

Le quartier des Porte Montmartre - Porte des Poissonniers - Moskova est composé exclusivement de logements sociaux, impliquant une faible mixité sociale. De par la configuration du parc social, le quartier concentre une certaine précarité économique et sociale, avec une part de foyers à bas revenu importante. Trois quarts des familles monoparentales sont en situation économique fragile. Le maintien et le développement de ressources de proximité accessibles aux habitantes et habitants est donc un enjeu fort pour une population précaire cumulant des difficultés sociales et économiques.

Un quartier convivial impacté par des nuisances exogènes

Les habitantes et habitants décrivent une ambiance de quartier conviviale, solidaire et festive. Ce sentiment s'explique principalement par les nombreuses propositions d'animation de quartier et au travail associatif partenarial régulier, comme par exemple les Ateliers de Rue. Néanmoins, le quartier reste confronté à des nuisances exogènes quasi permanentes, impactant le quotidien et le cadre de vie des habitantes et habitants (vendeurs à la sauvette, installation de personnes sans domicile fixe, intrusions d'usagers de drogues). La situation géographique du quartier en fait un lieu de passage, générant des occupations de l'espace public difficilement acceptées par les habitantes et habitants. L'occupation positive des espaces publics est donc un enjeu fort d'animation pour le quartier.



QPV Porte Montmartre - porte des Poissonniers - Moskova Jardin Poissonniers, vue en direction de la rue de la Chapelle depuis la Rue des Poissonniers © Apur - David Boureau

3. Les projets structurants

Nom du projet	Descriptif	Adresse	Existant ou à venir
Dispositif Réussite éducative pour tous les enfants en difficulté	Un dispositif qui accompagne les enfants en situation de fragilité et leurs familles.	Non cartographiable	Existant
Nouveau tiers lieu innovant ouvert aux habitants	Le Ciney, tiers lieu co-construit avec les habitantes et les habitants autour du cinéma, de la restauration responsable, de l'insertion professionnelle et d'une salle polyvalente.	126, boulevard Ney	A venir
Le rendez-vous des seniors	Aider les personnes âgées et retraitées à se retrouver. Organisation d'actions de lien social, de loisir, de culture, de convivialité et d'accès aux droits	67 boulevard Ney	Existant
Écrivain public et informateur du quartier	Aider les habitantes et les habitants à remplir des dossiers administratifs complexes et les accompagner dans leurs démarches	6, avenue de la Porte Montmartre	Existant
La Semaine du livre jeunesse solidaire	Projet annuel mené en collaboration avec les acteurs du quartier à destination des écoles et des parents afin de faire découvrir la lecture et le livre aux enfant		Existant
Une offre accessible d'alimentation saine et durable	Permettre aux habitantes et aux habitants d'accéder à une alimentation de qualité à des prix accessibles		A venir
Un lieu ressource pour les habitantes et les habitants	Lieu partagé par différents acteurs aux multiples compétences pour l'orientation et l'accompagnement socioprofessionnel des habitantes et des habitants	Résidence Ginette Neveu	A venir
Des propositions ludiques sur le mail Binet	Animations pour les familles sur l'espace public et mobilisation d'une ludothèque mobile	Mail Belliard	A venir
Tiers-lieu d'innovation sociale : laboratoire du vivre ensemble	« Rue de la conversation » : des installations interactives et ludiques, digitales et physiques pour favoriser des échanges utiles, inclusifs, égalitaires, conviviaux et surprenants entre personnes qui ne se rencontraient pas autrement	Rue Grimaud	A venir
Un/des lieu(x) adapté(s) pour permettre aux jeunes étudiants de réviser à des horaires variés			En réflexion
Opération de réhabilitation de la tour des Poissonniers (financements NPNRU)	Requalification des logements sociaux de la Tour des Poissonniers. Transformation de 96 logements familiaux en 152 logements étudiants	Porte des Poissonniers	A venir
Dispositif « Accompagnement vers l'emploi dans les quartiers » (AVEQ)	Dans le cadre d'une médiation vers l'insertion socioprofessionnelle, déploiement d'actions de repérages et des permanences		Existant
Dispositif Plan régional pour l'insertion de la jeunesse (PRIJ)	Un accompagnement individuel renforcé à destination des jeunes en difficulté d'insertion, âgés de 16 à 25 ans et des actions hors les murs à destination de ce public.	Non cartographiable	Existant

Permanences emploi pour accompagner les habitantes et les habitants	Une permanence emploi au Centre Social La Maison Bleue	Centre social La Maison Bleue	Existant
Offre linguistique et formations numériques	Duplicer la rentrée partagée deux fois dans l'année scolaire et diversification de l'offre d'apprentissage du français et de formation numérique	24, avenue de la Porte de Montmartre	A venir
Maison Sport Santé	Accueil et orientation de toutes les personnes souhaitant pratiquer, développer ou reprendre une activité physique et sportive à des fins de santé. Accompagner le rayonnement de la Maison Sport Santé du 17 ^e dans le 18 ^e arrondissement		A venir
Renforcer l'offre de mode de garde pour de l'accueil occasionnel et spécifique	Mobiliser France Travail, la CAF et la CASPE pour développer un mode de garde occasionnel afin de favoriser l'insertion des parents monoparentaux grâce à un réseau de solidarité de femmes		A venir
Cité Éducative Paris 18 ^e	Mobilisation des partenaires éducatifs du territoire (Éducation Nationale, Ville, Préfecture, acteurs associatifs, familles) pour développer des projets qui visent à accompagner les enfants et les jeunes dans leur parcours éducatif jusqu'à leur insertion professionnelle. Démarche de demande d'extension à l'école des Poissonniers dans le cadre du renouvellement de la Cité Éducative en 2025	REP Mayer REP+ Clémenceau REP+ Utrillo 142 rue des Poissonniers	Existant /A venir
Développement d'une dynamique associative de quartier de lien social	Lieu de proximité favorisant le lien social et proposant des activités sociales, éducatives, culturelles et familiales	Rue des Poissonniers	A venir
Projet urbain Jardin des mécanos	Requalification du dépôt ferroviaire de la Chapelle avec la construction de logements, d'équipements et de services publics	33 rue Ordener	A venir

Quartier prioritaire La Chapelle - Évangile du 18^e arrondissement

1. Chiffres clés

Nombre d'habitants : 5000 habitants

Taux de pauvreté : 30%

Taux de chômage : 14% (contre 11% à Paris)

Part de jeunes de moins de 25 ans : 35% (contre 27% à Paris)

Part de NEET : 12% (contre 8% à Paris)

Part de familles monoparentales : 35% (contre 30% à Paris)

Part des 65 ans et + : 13% (contre 17% à Paris)

2. Descriptif du quartier

Un quartier en pleine mutation qui se densifie

Le quartier La Chapelle Évangile est un quartier dense au nord Est du 18^e arrondissement, situé au nord de la place Hébert et au sud du boulevard Ney. Positionné entre deux importantes emprises ferroviaires, ce quartier est marqué par un enclavement qui tend à diminuer grâce aux nouveaux aménagements urbains. En effet, concerné par le Grand Projet de Renouvellement Urbain (GPRU) Paris Nord Est (PNE), le quartier est marqué par la mutation des grandes zones logistiques et de services situées le long des voies ferrées. D'ici 2030, de nombreux projets vont en effet voir le jour avec le projet urbain de Chapelle international, la transformation des sites ferroviaires de Chapelle Charbon et Gare des Mines-Fillettes, le projet Hébert, le projet du triangle Éole Évangile-îlot Fertile ou encore l'ouverture du Campus universitaire Condorcet à la Porte de la Chapelle. Ils contribueront à ouvrir le quartier au nord vers La Plaine Saint-Denis et à créer une nouvelle centralité à l'échelle de la métropole parisienne.

Traversé par un axe routier d'entrée/sortie de Paris entièrement requalifié, ce quartier est vécu comme morcelé, avec un axe traversant (rue de la Chapelle) scindant le périmètre en deux secteurs, aux réalités territoriales diverses. D'une part, le secteur Tristan Tzara/Queneau, ancienne Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) datant des années 70 composée de plusieurs résidences de logements sociaux multi-bailleurs et des équipements publics. D'autre part, le secteur Chapelle international, nouveau quartier construit sur une ancienne friche SNCF, dont les premiers habitantes et habitants sont arrivés en 2019. Il s'agit d'un secteur mixte et récent, comportant des logements privés, un parc social, une résidence étudiante, un foyer de jeunes travailleurs et d'autres équipements publics.

Une population familiale avec des difficultés sociales et économiques persistantes

Par la configuration du parc social, la Chapelle Évangile est habitée par une forte proportion de familles nombreuses et une part importante de jeunes de moins de 25 ans. Il s'agit d'un quartier sensible marqué par des trafics et des rixes. La réussite scolaire, la prévention des conduites à risques, l'animation positive de l'espace public, l'insertion socioprofessionnelle des jeunes et l'accompagnement des familles sont à mener simultanément et en complémentarité.

Un quartier marqué par une vacance commerciale

Le manque d'attractivité du quartier a un impact sur la commercialisation des locaux. Les actions de valorisation des pieds d'immeubles, d'identification d'une centralité et d'apaisement du quartier en limitant les mésusages et en favorisant la cohabitation des publics sont des axes prioritaires.

Une offre associative et de services aux habitantes et habitants à conforter

La présence d'associations et de nouveaux équipements dynamisent fortement le tissu local. Renforcer l'appropriation de ces ressources et créer des conditions d'accueil des nouveaux habitantes et habitants est nécessaire. De plus, face aux enjeux importants d'accès aux droits et à l'emploi des habitantes et habitants de Chapelle-Evangile, une offre de services est à développer en favorisant les permanences de proximité et les démarches d'aller-vers à l'instar du Plan Régional d'Insertion de la Jeunesse et du Dispositif Aller Vers l'Emploi dans les Quartiers.

3. Les projets structurants

Nom du projet	Descriptif	Adresse	Existant ou à venir
Dispositif Réussite éducative pour tous les enfants en difficulté	Un dispositif qui accompagne les enfants en situation de fragilité et leurs familles.		Existant
Lieu d'accueil pour les jeunes en soirée	Un lieu permettant aux jeunes de se retrouver ensemble en soirée avec ou sans proposition d'activités, et éviter ainsi les tensions avec le voisinage et/ou les forces de l'ordre		En réflexion
Extension de la prévention spécialisée à Chapelle international	Présence d'éducateurs de rue pour l'accompagnement des jeunes	Quartier Chapelle International	En réflexion
La Semaine du livre jeunesse solidaire	Projet annuel mené en collaboration avec les acteurs du quartier à destination des écoles et des parents afin de faire découvrir la lecture et le livre aux enfants	Portes du 18 ^e - A déployer sur la bibliothèque Maurice Genevoix	Existant
Lieux d'accueil et de ressource ouverts pour les habitantes et les habitants en proximité	Des lieux de proximité proposant des actions répondant aux besoins des habitantes et habitants, en travaillant leur ouverture sur le quartier et la mise en place d'un accompagnement socioprofessionnel : Le Lab' Chapelle et la Maison Queneau.	Maison Queneau 24,26 rue Raymond Queneau Lab'Chapelle 9 allée Léon Bronchart	Existant
Des nouveaux équipements de proximité (centre social, école, crèche, tiers lieu)	Deux projets urbains en cours avec la création de nouveaux équipements scolaires ou structures de proximité (déménagement du centre social et projet de tiers-lieu) : Nouveaux locaux pour le Centre Social ENS, une école à Chapelle Charbon, une crèche, un tiers-lieu	Chapelle Charbon Quartier Hébert	A venir
Des espaces publics réaménagés et plus accessibles	Réaménagements de l'axe rue de la Chapelle, élargissement des trottoirs et végétalisation. De nouveaux accès au parc Chapelle Charbon. Requalification du square du 21 avril 1944 et création d'une balade plantée en quartier rue Pierre Mauroy	Rue de la Chapelle Parc Chapelle Charbon Square 21 avril 1944 Balade plantée rue Pierre Mauroy	En cours
Un nouvel équipement culturel	Ouverture des Ateliers Chapelle International, équipement culturel de pratiques artistiques avec une offre de cours d'arts plastiques et d'arts vivants portés par les associations.	7, rue Pierre Mauroy	En cours
Dispositif « Accompagnement vers l'emploi dans les quartiers » (AVEQ)	Dans le cadre d'une médiation vers l'insertion socioprofessionnelle, déploiement d'actions de repérages et des permanences		En cours
Dispositif Plan régional pour l'insertion de la jeunesse (PRIJ)	Un accompagnement individuel renforcé à destination des jeunes en difficulté d'insertion, âgés de 16 à 25 ans et des actions hors les murs à destination de ce public.	Non cartographiable	Existant
Nouveaux locaux pour les acteurs du champ social	Implantation d'une épicerie sociale et d'une bagagerie sociale	47, rue de la Chapelle 63, rue de la Chapelle	En cours

Territoire Zéro Chômeurs de Longue Durée (TZCLD)	Expérimentation qui vise à mobiliser les ressources d'un territoire et de ses habitantes et habitants pour les aider à sortir du chômage, tout en développant des activités utiles au territoire avec l'appui de l'Entreprise à But d'Emploi Activ18	10, rue Tristan Tzara	A venir
Démarche de proximité pour Queneau	Appropriation de la Maison Queneau, propositions pour les jeunes, médiation, amélioration du cadre de vie	Maison Queneau 24, rue Raymond Queneau	A venir
Diversifier l'offre de cours en apprentissage du français ainsi que les formations numériques	Mesurer le besoin en apprentissage du français à travers des permanences linguistiques, puis, accompagner l'ancrage d'acteurs répondant aux profils des habitantes et des habitants pour lutter contre la fracture numérique		A venir
Étoffer les systèmes de garde d'enfants	Mobiliser France Travail, la CAF et la CASPE pour pallier aux besoins identifiés en matière de mode de garde et favoriser l'insertion des parents monoparentaux		A venir
Eclaireurs de quartier Chapelle International	Renforcement et pérennisation de la fonction des «éclaireurs de quartier» pour faciliter la circulation de l'information des nombreuses ressources et initiatives entre les acteurs du quartier et auprès des habitantes et habitants	Lab'Chapelle 9 allée Léon Bronchart	Existant
Conciergerie seniors	Mise en place d'une veille sociale de quartier et d'actions dans les résidences pour répondre à l'isolement des seniors	10, rue Tristan Tzara	Existant

Quartier prioritaire Porte de la Chapelle - Charles Hermite des 18^e et 19^e arrondissements

1. Chiffres clés

Nombre d'habitants : 3200 habitants

Taux de pauvreté : 39%

Taux de chômage : 22% (contre 11% à Paris)

Part de jeunes de moins de 25 ans : 27% (contre 27% à Paris)

Part de NEET : 26% (contre 8% à Paris)

Part de familles monoparentales : 35% (contre 30% à Paris)

Part des 65 ans et + : 23% (contre 17% à Paris)

2. Descriptif du quartier

Un quartier enclavé en pleine mutation

Situé entre le boulevard Ney au sud, le boulevard périphérique au nord, les Portes de la Chapelle et d'Aubervilliers à l'ouest et à l'est, ce quartier des Portes est un territoire fracturé regroupant plusieurs secteurs aux logiques autonomes : la Porte de la Chapelle, le quartier Charles Hermite et la résidence Valentin Abeille. Pour atténuer leur déconnection avec les quartiers faubouriens de Paris, ce secteur fait l'objet de plusieurs projets urbains qui reconfigureront en profondeur le bâti et les usages au sein de ces espaces. Le projet s'étend sur 20 hectares de part et d'autre du boulevard périphérique, entre les portes d'Aubervilliers et de la Chapelle. Son périmètre englobe au nord d'anciens terrains ferroviaires et la résidence sociale Valentin Abeille, et au sud le quartier Charles Hermite ainsi que plusieurs équipements sportifs dont l'Espace de Glisse. Le projet apporte des réponses convergentes à des enjeux multiples : transition écologique, développement économique et social, renouvellement urbain, désenclavement et effacement de la barrière du boulevard périphérique, création d'intensité urbaine, transformation des portes en places du Grand Paris. Le site accueille l'Arena, pensé et conçu pour l'après Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris. Pensé comme un pôle culturel, il accueillera des événements sportifs et culturels.

Charles Hermite est un quartier d'Habitat Bon Marché (HBM) datant des années 1930, parmi les premiers quartiers classés en géographie prioritaire à Paris. Situé entre le périphérique et les entrepôts Ney, il est constitué d'une population mixte entre des familles issues de l'immigration et des familles historiques de cheminots habitant le quartier depuis plusieurs générations. Le quartier souffre depuis plusieurs années de la présence de toxicomanes, créant un sentiment d'insécurité pour les habitantes et les habitants.

Au cœur du projet urbain Gare des mines Fillettes, les habitantes et les habitants de ce territoire vont bénéficier de plusieurs nouveaux équipements comme une Maison de Santé, un équipement culturel, une refonte du stade des Fillettes et de deux nouveaux gymnases au sein de l'Aréna.

Situé au-delà de l'échangeur de l'autoroute A1 et du périphérique, Valentin Abeille est une résidence qui se caractérise par sa difficile accessibilité à pieds. Barre de logements avec des appartements familiaux et d'autres de petite taille hébergeant une population nouvellement arrivée en France, cette résidence subit l'absence de commerces et d'équipements publics de proximité. La mise à disposition d'un local commun résidentiel permet le développement de ressources au sein de la résidence à destination des habitantes et des habitants, comme de l'aide aux devoirs, ou encore un accueil à destination des jeunes le samedi. L'enjeu est de renforcer la dynamique du local commun résidentiel.

Une population présentant des risques de fragilité

Le taux de chômage reste élevé parmi les habitantes et les habitants, ce qui amène à poursuivre le travail de facilitation de l'accès aux droits et de l'accompagnement vers l'emploi, comme le dispositif « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée ». Le pourcentage de jeunes ni en emploi ni en étude est beaucoup plus élevé que dans le reste de l'arrondissement. Le quartier présente aussi une part de familles monoparentales très élevée, ainsi que des familles nombreuses, soulevant les enjeux de l'accès aux modes de garde et du soutien à la parentalité.

3. Les projets structurants

Nom du projet	Descriptif	Adresse	Existant ou à venir
Dispositif Réussite éducative pour tous les enfants en difficulté	Un dispositif qui accompagne les enfants en situation de fragilité et leurs familles.	Non cartographiable	Existant
Nouvel Espace de Vie Sociale dans le quartier Charles Hermite	Un Espace de Vie Sociale (EVS) qui développe des actions collectives pour le renforcement des liens sociaux, familiaux, et les solidarités de voisinage	11, rue Charles Lauth	A venir
Point d'appui pour les habitantes et les habitants : Le lieu commun	Un espace partagé d'accueil et d'information sur l'opération de réhabilitation de la résidence Charles Hermite par Paris Habitat, géré par les « éclaireurs de quartier » de l'Entreprise à But d'Emploi Activ18	46, boulevard Ney	Existant
Ouverture de l'Arena dans le quartier Porte de la Chapelle	Découverte et appropriation de ce nouvel équipement par les habitantes et les habitants, les clubs sportifs et les associations. L'Arena est doté de deux gymnases de la Ville de Paris	Porte de la Chapelle	Existant
Eclaireurs de quartier Charles Hermite	Renforcement et pérennisation de la fonction des « éclaireurs de quartier » pour faciliter la circulation de l'information des nombreuses ressources et rendre visible les initiatives entre les acteurs du quartier	46, boulevard Ney	Existant
La conciergerie seniors/veille sociale	Mise en place d'une veille sociale de quartier et d'actions dans les résidences pour répondre à l'isolement des seniors		Existant
Offre ludique de plein air dans la rue et le square Charles Hermite pour mieux occuper l'espace public	Des jeux mobiles parents / enfants, une Ludomouv citoyenne, une sécurisation du chemin des enfants et le développement d'activités physique pour les habitantes et les habitants	Square Charles Hermite Rue Charles Hermite	A venir
Extension de la prévention spécialisée à Valentin Abeille	Présence d'éducateurs de rue pour l'accompagnement des jeunes	Résidence Valentin Abeille 4, Impasse Marteau	En réflexion
Point d'appui pour les habitantes et les habitants : Un local Commun Résidentiel dans la résidence Valentin Abeille	Une offre sociale et culturelle de proximité dans un local partagé au sein de la résidence (accès à l'emploi, au numérique, animations socio-culturelles)	Résidence Valentin Abeille 4, Impasse Marteau	A venir
Territoire Zéro Chômeurs de Longue Durée (TZCLD)	Expérimentation qui vise à mobiliser les ressources d'un territoire et de ses habitantes et habitants pour les aider à sortir du chômage, tout en développant des activités utiles au territoire avec l'appui de l'Entreprise à But d'Emploi Activ18	46, boulevard Ney, Impasse Marteau	Existant
Dispositif Plan régional pour l'insertion de la jeunesse (PRIJ)	Un accompagnement individuel renforcé à destination des jeunes en difficulté d'insertion, âgés de 16 à 25 ans et des actions hors les murs à destination de ce public.	Non cartographiable	Existant

Diversifier l'offre de cours en apprentissage du français ainsi que les formations numériques	Mesurer le besoin en apprentissage du français à travers des permanences linguistiques, puis, accompagner l'ancrage d'acteurs répondant aux profils des habitantes et des habitants pour lutter contre la fracture numérique		A venir
Requalification et réhabilitation de la cité Charles Hermite (financement ANRU)	Résidentialisation et requalification de 1240 logements locatifs sociaux	Ilot A à G Charles Hermite	A venir
Reconstitution d'un équipement public de petite enfance (financement ANRU)	Reconstitution d'une crèche Halte-garderie de 17 places et crèche de 44 places	Charles Hermite Rez de chaussé (immeuble du loc C)	A venir
Création d'un équipement de santé municipal (financement ANRU)	Création d'un nouvel équipement de santé municipal recommandé par l'EIS suite à la destruction du Centre de Santé de «la pomme»	Implantation en RDC d'un immeuble réhabilité du lot C	A venir
Réseau des familles monoparentales	Programme pour lutter contre l'isolement et pour l'insertion des familles monoparentales	46, boulevard Ney Impasse Marteau	A venir
L'arrivée des différents équipements de la ZAC gare des mines Fillettes	Un espace de santé d'une surface d'environ 500 m2 sur deux étages, dont le rez-de-chaussée. Pré-programme : 5 généralistes, des soins dentaires, des spécialités nécessitant une plus grande surface Deux gymnases au sein de l'Aréna Un lieu culturel dans le quartier Charles Hermite	le long de la rue Charles Hermite, au niveau du bâtiment C4	A venir
Offre accessible d'alimentation saine et durable	Développement d'une offre à destination des habitantes et des habitants en lien avec le réseau VRAC		A venir

Quartier prioritaire Blémont du 18^e arrondissement

1. Chiffres clés

Nombre d'habitants : 2100 habitants

Taux de pauvreté : 33 %

Taux de chômage : 18 % (contre 11 % à Paris)

Part de jeunes de moins de 25 ans : 25 % (contre 27 % à Paris)

Part de NEET : 12 % (contre 8 % à Paris)

Part de familles monoparentales : 48 % (contre 30 % à Paris)

Part des 65 ans et + : 15 % (contre 17 % à Paris)

2. Descriptif du quartier

Des quartiers résidentiels qui nécessitent une plus forte densité en ressources

Le quartier Blémont se situe à proximité de la mairie du 18^e arrondissement. La construction du quartier Blémont remonte aux années 1930, avec la construction de 788 logements sociaux d'Habitations à Bon Marché (HBM). Ces logements de petite taille avec une prédominance de trois pièces offraient un espace de vie modeste mais fonctionnel pour les habitantes et les habitants de la classe ouvrière.

Le quartier Blémont se distingue de son environnement proche, à la fois par son architecture spécifique mais aussi par son activité. Les rez-de-chaussée actifs situés en cœur de quartier sont principalement suivis par une association ayant pour objectif premier d'accompagner l'implantation de structures musicales souhaitant disposer d'un espace de travail. Les lieux d'animation de la vie sociale et d'accueil d'activités associatives ou citoyennes sont très limités dans ce secteur. L'enjeu réside donc dans le développement et l'accompagnement de nouvelles ressources et services de proximité. L'implantation d'un futur Espace de Vie Sociale dans le quartier pourrait contribuer à cette dynamique.

Des espaces publics propices à l'animation hors les murs

Le mail Belliard et le square Maria Vérone ont connu historiquement des mésusages. Bien que ces derniers se soient en partie atténués, le mail reste un lieu de passage, encore peu animé par les acteurs locaux. Une coordination des acteurs locaux et des services publics situés à proximité permettrait de travailler à une occupation positive de l'espace public (notamment avec un travail hors les murs) pour en faire un véritable lieu de vie sociale. Par ailleurs, le quartier étant touché par des phénomènes de rixes, cette coordination permettrait également de créer des liens plus étroits avec les habitantes et les habitants du 17^e arrondissement.

Les coeurs d'îlots du quartier Blémont sont également peu investis par les habitantes et les habitants. L'enjeu réside donc dans le développement d'animations de proximité.

3. Les projets structurants

Nom du projet	Descriptif	Adresse	Existant ou à venir
Dispositif Réussite éducative pour tous les enfants en difficulté	Un dispositif qui accompagne les enfants en situation de fragilité et leurs familles.	EPRÉ	Existant
Lieu d'accueil pour les jeunes sur des horaires atypiques	Un lieu permettant aux jeunes de se retrouver ensemble en soirée avec ou sans proposition d'activités, et éviter ainsi les tensions avec le voisinage et/ou les forces de l'ordre		En réflexion
Nouveau projet d'intervention du Centre Social Belliard	Continuité de l'action du Centre Social et renforcement de l'animation du quartier par l'implication des habitantes et des habitants	145, rue Belliard	A venir
Lieu partagé pour les associations et les habitantes et les habitants	L'Accorderie, locomotive associative pour les porteurs de projets associatifs mais aussi pour les habitantes et les habitants	5, rue André Messager	A venir
La Semaine du livre jeunesse solidaire	Projet annuel mené en collaboration avec les acteurs du quartier à destination des écoles et des parents afin de faire découvrir la lecture et le livre aux enfants		Existant
Une nouvelle rue aux écoles	Les parents d'élèves de l'école polyvalente souhaitent rendre les abords de l'école plus sécurisants pour les familles	113, rue Championnet	En réflexion
Des animations de rue	Animations pour les familles dans l'espace public, avec par exemple la mobilisation des Ludothèques mobiles	Mail Belliard	A venir
Des permanences emploi pour accompagner les habitantes et les habitants	Développer une présence régulière des services publics de l'emploi (France Travail, Mission Locale, EPI, Etc.)	145, rue Belliard	Existant
Dispositif Plan régional pour l'insertion de la jeunesse (PRIJ)	Un accompagnement individuel renforcé à destination des jeunes en difficulté d'insertion, âgés de 16 à 25 ans et des actions hors les murs à destination de ce public.	Non cartographiable	Existant
Lieux dédiés à l'accompagnement scolaire			A venir
Nouvelle offre linguistique renforcée	Duplicer la rentrée partagée deux fois dans l'année scolaire et diversifier l'offre en apprentissage du Français	145, rue Belliard	Existant

Quartier prioritaire Goutte d'Or du 18^e arrondissement

1. Chiffres clés

Nombre d'habitants : 8200 habitants

Taux de pauvreté : 34 %

Taux de chômage : 16 % (contre 11 % à Paris)

Part de jeunes de moins de 25 ans : 30 % (contre 27 % à Paris)

Part de NEET : 18 % (contre 8 % à Paris)

Part de familles monoparentales : 36 % (contre 30 % à Paris)

Part des 65 ans et + : 12 % (contre 17 % à Paris)

2. Descriptif du quartier

Valoriser les mixités

La Goutte d'Or est un quartier qui concentre une forte part de population à bas revenus contrastant avec une arrivée croissante de catégories socio-professionnelles aisées. Un des enjeux est de maintenir des services et commerces adaptés aux populations fragiles et par ailleurs, de valoriser ces commerces à travers de l'événementiel ou des guides de quartier.

La mixité sociale du quartier ne se retrouve pas au sein des écoles et des structures associatives de proximité. Ainsi, le collège Clemenceau connaît l'Indice de Position Sociale le plus faible de l'arrondissement à la rentrée 2021/2022. Il y a donc un fort enjeu à favoriser la mixité scolaire et la mixité sociale dans les activités de loisirs.

Un espace public partagé et apaisé

La Goutte d'Or est un quartier majoritairement d'habitat privé connaissant un taux de suroccupation important, notamment dû à la petite surface des logements. L'espace public est également fortement occupé, ce qui peut entraîner des difficultés de cohabitation entre les différentes catégories de population.

La Goutte d'Or est également un «carrefour», un quartier de passage pour une population francilienne, et cela est dû à sa vitalité commerciale. Les usages des espaces publics de ce quartier entraînent des problématiques de propreté. Ainsi une démarche de Gestion Urbaine de Proximité (GUP) met en œuvre des actions d'amélioration du cadre de vie à court et moyen termes. Il s'agit aussi de renforcer la présence des filles et des femmes dans l'espace public et de réduire le sentiment d'insécurité.

Des actions d'intégration des personnes étrangères

La Goutte d'Or a historiquement une fonction d'accueil des populations étrangères. Ainsi, 46% des demandes du Point d'accès aux droits concernent le droit des étrangers. Le quartier accueille notamment des couturiers originaires majoritairement d'Afrique de l'Ouest. Outre la valorisation de leur savoir-faire, il s'agit de permettre un accompagnement favorisant la formalisation de leur activité en développant les cours de français, les permanences juridiques et d'accompagnement aux démarches entrepreneuriales.

L'enjeu se retrouve également au sein des écoles. Afin de permettre l'implication des parents dans la scolarité de leurs enfants, il est nécessaire de développer la médiation interculturelle et les cours de français au sein même des établissements scolaires.

L'accès à un emploi de qualité

La part des femmes en emploi augmente mais elles sont davantage touchées par la précarisation de l'emploi (CDD, intérim, emplois aidés, saisonniers, ...). Il est donc nécessaire d'agir sur les freins à l'emploi, notamment en proposant des modes de garde adaptés et en favorisant l'accès à un emploi de proximité.

3. Les projets structurants

Nom du projet	Descriptif	Adresse	Existant ou à venir
Dispositif Réussite éducative pour tous les enfants en difficulté	Un dispositif qui accompagne les enfants en situation de fragilité et leurs familles.	EPRÉ	Existant
Événements festifs de valorisation des commerces et équipements de proximité	Valoriser et créer un réseau de commerces et d'associations de proximité à travers la mise en place d'événements festifs		Existant
Nouvel espace de coworking Couture	Lieu permettant de proposer aux coopérateurs de la Fabrique de la Goutte d'Or un espace aménagé et équipé favorisant la production en mini-série		A venir
Démarche de Gestion Urbaine de Proximité Goutte d'Or	Des temps de travail entre habitantes et habitants, services techniques de la ville et associations pour améliorer le cadre de vie des habitantes et habitants : végétalisation, tranquillité publique, propreté etc.		Existant
Renouvellement urbain Goutte d'Or Sud (financements ANRU)	Livraison en 2023 du Terrain d'Education Physique Boris Vian Rénovation du gymnase Goutte d'Or Travaux en 2024 de la place Cheikha Remitti et ouverture d'un nouveau commerce Résidentialisation des coeurs d'îlot Paris Habitat Mutation des parkings	12 rue de la Goutte d'Or 3 rue Polonceau 20 rue de la Goutte d'Or 20-22 rue de la Goutte d'Or 28 rue de la Goutte d'Or 11 rue des Gardes 33 rue Polonceau	Existant
Animation des placettes	Embellir les placettes et favoriser une occupation pacifiée et conviviale	Place Cheikha Remitti Place Caplat Place Goutte d'Or (28 rue de la Goutte d'Or) Placette Maxime Lisbonne	A venir
Un café des enfants à la Goutte d'Or	Lieu d'accueil des enfants et familles porté par l'association Home Sweet Mômes	16 rue de la Charbonnière	A venir
Dispositif «Plan régional d'insertion pour la jeunesse»(PRIJ)	Un accompagnement individuel renforcé à destination des jeunes en difficulté d'insertion, âgés de 16 à 25 ans et des actions hors les murs à destination de ce public.	Non cartographiable	Existant
Dispositif «Accompagnement vers l'emploi dans les quartiers» (AVEQ)	Dans le cadre d'une médiation vers l'insertion socioprofessionnelle, déploiement d'actions de repérages et des permanences	Chapelle Sud	Existant
Nouvelle ressource à destination des parents d'ados	Lieu d'échange à destination des parents pour aborder leurs questions et leurs difficultés avec leur adolescent	Secteur Faubourgs	A venir
Nouvelle ressource d'accompagnement physique des enfants vers les structures de loisirs et de soins	Faciliter l'accès aux loisirs et aux soins des enfants	Secteur Faubourgs	A venir
2 ^e édition du Défi foyers alimentation positive	En lien avec le GAB Île-de-France, l'ENS Torcy et Accueil Goutte d'Or, Démarche de sensibilisation à une alimentation saine et de qualité	Secteur Faubourgs	A venir

Quartier prioritaire Stalingrad-Riquet du 19^e arrondissement

1. Chiffres clés

Nombre d'habitants : 11 600
Taux de pauvreté : 31%
Taux de chômage : 23% (contre 11% à Paris)
Part de jeunes de moins de 25 ans : 32% (contre 27% à Paris)
Part de NEET : 20% (contre 8% à Paris)
Part de familles monoparentales : 38% (contre 30% à Paris)
Part des 65 ans et + : 18% (contre 17% à Paris)

2. Descriptif du quartier

Le quartier Stalingrad-Riquet est un quartier mixte d'habitat social et de logements privés, divisé en plusieurs secteurs.

Le secteur Stalingrad est composé d'habitat privé ancien et d'un patrimoine social accueillant des familles à bas revenus. Le secteur Riquet est majoritairement composé d'un patrimoine social. En son centre, l'îlot des Orgues de Flandre, en renouvellement urbain, regroupe des logements sociaux et privés. Ce secteur composé de tours connaît une très forte densité. Les commerces y sont nombreux, mais les habitantes et habitants souhaiteraient davantage de commerces de proximité.

Une vie associative dense et des espaces publics à investir positivement

Ce quartier bénéficie d'une vie associative dense. Afin que les habitantes et habitants puissent s'en saisir, il convient de communiquer davantage sur les ressources et programmations existantes, en s'appuyant sur des relais locaux. Concernant les équipements sportifs, très prisés par les jeunes, la priorité sera donnée à leur accessibilité à l'aide de créneaux dédiés aux jeunes en soirée. Les animations et les fêtes de quartier pour favoriser les rencontres et les échanges entre voisins et renforcer les liens sociaux peuvent permettre d'appuyer des démarches de sensibilisation et de prévention contre les incivilités sur ce quartier marqué par des phénomènes d'errance.

L'accès aux droits et l'insertion professionnelle, des enjeux importants sur le quartier

Une attention est à porter sur l'accompagnement aux démarches administratives, notamment dématérialisées, et à l'accès aux soins via des permanences au sein des structures. Il apparaît nécessaire d'accompagner plus spécifiquement le public jeune, par exemple sur la question de la santé mentale, en proposant des points d'écoute dans les structures associatives ou scolaires. La question de l'accès à une alimentation durable et de qualité est également un enjeu de santé important et pourra s'appuyer sur l'émergence de coopératives alimentaires.

L'insertion professionnelle de tous les publics doit être poursuivie à travers des forums emploi, des actions d'aller-vers les habitantes et habitants, en rapprochant l'offre locale et la demande. Des ressources pourraient aussi être présentées au sein des collèges avec l'appui de la Mission Locale pour favoriser l'insertion des jeunes et développer des projets de recherche de stages.

Renforcement des liens entre écoles et familles et soutien parental

Les familles, notamment monoparentales, sont nombreuses sur le quartier. Les relations entre l'école et les familles doivent être renforcées au travers d'actions de médiation interculturelle et de traduction au sein des établissements. La logique d'écoles ouvertes sur le quartier est à poursuivre en travaillant sur les modes de garde et le répit parental afin que les familles bénéficient de temps pour elles.

3. Les projets structurants

Nom du projet	Descriptif	Adresse	Existant ou à venir
Opération de renouvellement urbain des Orgues de Flandre (ANRU)	Réhabilitations thermiques des logements du Carré Mathis (ANRU) et de la Tour Cantate (ANAH) (réalisé et en cours de réalisation) Rénovation du Centre Sportif Mathis (réalisé)	Carré Mathis Tour Cantate (Parvis Archereau) 15 rue Mathis (piscine)	En cours
Démolition et résidentialisation de logements sociaux (ANRU)	Résidentialisation des Orgues de Flandres Démolition de 12 logements sociaux (Riquet)	Allée des Orgues 32-34 rue Riquet	En cours
Dispositif «Accompagnement vers l'emploi dans les quartiers» (AVEQ)	Dans le cadre d'une médiation vers l'insertion socioprofessionnelle, déploiement d'actions de repérages et des permanences	Non cartographiable	Existant
Dispositif «Plan régional d'insertion pour la jeunesse»(PRIJ)	Un accompagnement individuel renforcé à destination des jeunes en difficulté d'insertion, âgés de 16 à 25 ans et des actions hors les murs à destination de ce public.	Non cartographiable	Existant
Dispositif Réussite éducative pour tous les enfants en difficulté	Un dispositif qui accompagne les enfants en situation de fragilité et leurs familles.	EPRE Flandre	Existant
Cité éducative Paris XIX Ouest	Mobilisation des partenaires éducatifs du territoire (Education Nationale, Ville, Préfecture, acteurs associatifs, familles) pour développer des projets qui visent à accompagner les enfants et les jeunes dans leur parcours éducatif jusqu'à leur insertion professionnelle		Existant
Point d'Information Jeunesse (PIJ) au Centre Paris Anim' Mathis	Nouvel espace destiné aux jeunes de 16 à 25 ans afin de les accompagner dans leur autonomie, leur orientation et leurs droits. L'accueil y est anonyme, gratuit, sans discrimination et sans rendez-vous	CPA Mathis : 15 rue Mathis	Existant
Démarche «Embellir Votre Quartier» Flandre Aubervilliers	La démarche « Embellir votre quartier » permet de concentrer sur une même période l'ensemble des transformations d'un quartier et de mieux organiser les travaux dans les rues de Paris	Non cartographiable	A venir
Groupement d'achat	Regroupement de consommateurs afin de donner un accès au plus grand nombre à une alimentation de qualité	28 rue de Tanger	Existant

Quartier prioritaire Michelet-Alphonse Karr-Rue de Nantes du 19^e arrondissement

1. Chiffres clés

Nombre d'habitants : 12 100
Taux de pauvreté : 33%
Taux de chômage : 17% (contre 11% à Paris)
Part de jeunes de moins de 25 ans : 29% (contre 27% à Paris)
Part de NEET : 17% (contre 8% à Paris)
Part de familles monoparentales : 33% (contre 30% à Paris)
Part des 65 ans et + : 14% (contre 17% à Paris)

2. Descriptif du quartier

Michelet-Alphonse Karr-Rue de Nantes est un quartier vaste d'habitat social majoritaire, divisé en trois secteurs.

Le secteur Curial-Cambrai, composé de résidences rénovées dans le cadre d'un projet urbain achevé en 2016, se distingue par la présence d'équipements scolaires et sportifs et de commerces de proximité.

Le secteur Alphonse Karr est composé d'habitations bon marché (HBM) du bailleur Paris Habitat et fait l'objet d'une opération de réhabilitation.

Le secteur rue de Nantes-Barbanègre, est un quartier mixte composé de copropriétés et de logements sociaux, avec la présence d'équipements scolaires, sportifs mais avec peu de structures favorisant les rencontres entre habitantes et habitants.

Vie associative locale dynamique, un atout pour renforcer le mieux-vivre ensemble

Le quartier bénéficie d'une vie associative, culturelle et sportive riche qui pourrait gagner en visibilité à travers le renforcement de temps forts communs et d'actions de proximité sur les terrains sportifs, les allées piétonnes (Curial-Cambrai) ou les cours de résidences (Alphonse Karr). La communication sur les animations et ressources est un enjeu pour le quartier. Elle pourrait se développer en s'appuyant sur les acteurs associatifs et les bailleurs.

Sur le secteur Nantes-Barbanègre, l'animation de la vie locale est un enjeu fort, avec pour objectif de développer une offre de rencontres entre habitantes et habitants, via la création d'un nouvel espace de vie commun.

Le mieux vivre ensemble passe par la poursuite d'actions de prévention des incivilités, et aussi des actions hors les murs (ciné-débat, sorties hors du quartier), y compris pour la jeunesse dans un objectif de prévention des rixes. Les projets de rapprochement entre la police et la population gagneraient à être développés dans le quartier (journées d'accueil des nouveaux agents de police par les associations locales, sensibilisation sur les rodéos urbains, etc.).

Enfin, pour favoriser l'accès aux loisirs et au sport, des créneaux spécifiques en direction des femmes et des familles sur les Terrains d'éducation physique (TEP) Barbanègre et Michelet restent à renforcer.

Des permanences pour l'insertion sociale et professionnelle

Les principaux besoins du quartier en termes d'accès aux droits concernent le développement des actions d'aller-vers dans l'espace public (permanences d'accès aux droits dans les locaux associatifs, actions type forums) et la bonne connaissance de l'offre de santé.

L'insertion professionnelle de tous les publics est un enjeu prioritaire, avec la nécessité de communiquer autour des offres d'emploi proposées localement par les entreprises du territoire, particulièrement à destination des jeunes, en créant un réseau d'entreprises, commerces et structures de l'insertion professionnelle.

3. Les projets structurants

Nom du projet	Descriptif	Adresse	Existant ou à venir
Réhabilitation du patrimoine Paris Habitat rue Alphonse Karr	Opération de réhabilitation visant à intervenir sur les 400 logements, les espaces communs et extérieurs. Cette opération s'inscrit aussi à l'échelle du quartier composé de 1 200 appartements	5- 29 et 22-36 rue Alphonse Karr	A venir
Dispositif «Accompagnement vers l'emploi dans les quartiers» (AVEQ)	Dans le cadre d'une médiation vers l'insertion socioprofessionnelle, déploiement d'actions de repérages et des permanences		Existant
Dispositif «Plan régional d'insertion pour la jeunesse»(PRIJ)	Un accompagnement individuel renforcé à destination des jeunes en difficulté d'insertion, âgés de 16 à 25 ans et des actions hors les murs à destination de ce public.		Existant
Dispositif Réussite éducative pour tous les enfants en difficulté	Un dispositif qui accompagne les enfants en situation de fragilité et leurs familles.	EPRE Flandre	Existant
Cité éducative Paris XIX Ouest	Mobilisation des partenaires éducatifs du territoire (Education Nationale, Ville, Préfecture, acteurs associatifs, familles) pour développer des projets qui visent à accompagner les enfants et les jeunes dans leur parcours éducatif jusqu'à leur insertion professionnelle		Existant
Nouvel espace fédérateur et de proximité sur le secteur Nantes-Barbanègre			Projet en réflexion
Samedis en famille dans les écoles maternelles Barbanègre et Colette Magny et «rue aux écoles» rue Barbanègre	Ouverture des écoles les samedis Colette Magny et Barbanègre afin de proposer des animations aux familles	7 rue Barbanègre et 15 rue Colette Magny	Existant
Le TLM : un lieu de vie et d'expérimentations créatives sur la petite ceinture	Lieu de vie solidaire dans une ancienne halle ferroviaire qui s'articule autour de trois aspects : la culture, l'alimentation et la mode	105 rue Curial	A venir
Aménagement et animation dans les voûtes de la petite ceinture	Animations artistiques et culturelles à l'intérieur des voûtes de la petite ceinture pour se réapproprier l'espace	Place de l'Argonne	Projet en réflexion
Fresque sur le Terrain d'Education Physique (TEP) Michelet	Action d'embellissement du TEP Michelet à travers la réalisation d'une fresque participative réalisée avec le concours des jeunes	73 rue de Curial	Existant
Maison Sport-Santé Michelet	Accueil et orientation de toutes les personnes souhaitant pratiquer, développer ou reprendre une activité physique et sportive à des fins de santé	1 rue Colette Magny	Existant

Quartier prioritaire Chaufourniers du 19^e arrondissement

1. Chiffres clés

Nombre d'habitants : 1 200

Taux de pauvreté : 25 %

Taux de chômage : 13 % (contre 11 % à Paris)

Part de jeunes de moins de 25 ans : 25 % (contre 27 % à Paris)

Part de NEET : 21 % (contre 8 % à Paris)

Part de familles monoparentales : 40 % (contre 30 % à Paris)

Part des 65 ans et + : 19 % (contre 17 % à Paris)

2. Descriptif du quartier

Chaufourniers est un micro-quartier entré en politique de la ville en 2015. Il est constitué d'un ensemble résidentiel Paris Habitat composé de 12 bâtiments liés par des allées piétonnes, le tout à l'intérieur d'une enceinte commune. Ce quartier s'inscrit au sein d'une zone de vie plus large pour ses habitantes et habitants, autour la place du Colonel Fabien. Les services publics interviennent et travaillent en lien régulier avec le bailleur, qui occupe un rôle central dans le quotidien des résidents.

Un quartier et une vie associative en changement

Entré en réhabilitation en 2016, le quartier a vu sa population largement renouvelée à la suite des opérations de relogement. Les associations du quartier qui animent la vie locale se sont développées au sein d'un local partagé. Sa gestion est désormais assurée par une association qui organisera le partage du lieu et sa programmation. Cet espace en cœur de résidence permettra d'accueillir un ensemble d'actions visant à favoriser le lien social et à soutenir la population dans ses démarches. Les espaces communs de la résidence ainsi que ses jardins partagés et pédagogiques serviront aussi à l'animation locale et à sensibiliser à la transition socio-éco-logique.

Des services en réponse aux besoins des habitantes et habitants

En terme d'insertion professionnelle et d'accès aux droits, le local accueillera des permanences d'aide sociale et des ateliers d'accompagnement vers l'emploi ou d'écrivain public. Dès 2024, le quartier Chaufourniers a été inscrit au sein du dispositif « Territoire Accès aux Droits », offrant une coordination renforcée des différents services d'aide sociale, de manière à améliorer l'efficience des suivis. Les permanences d'aide à l'emploi reposent jusqu'alors sur des partenaires associatifs.

Des actions de soutien à la parentalité et de lutte contre l'isolement seront prioritairement mises en œuvre en réponse aux besoins des populations, et notamment des familles et des seniors majoritairement présents dans la résidence.

Désenclaver la résidence vers son environnement direct

Le quartier bénéficie d'une bonne desserte en transports, les commerces et équipements de proximité font la satisfaction de ses habitantes et habitants. Pour rapprocher toujours plus le public de ce quartier prioritaire des équipements et de l'offre associative locale, le travail d'actions « d'aller-vers » et de « hors les murs » avec des partenaires tels que la bibliothèque François Villon, le Centre socioculturel Belleville, ou les ressources du 10^e arrondissement de Paris, sera poursuivi.

Enfin, l'image du quartier récemment requalifié via sa réhabilitation doit être travaillée afin de valoriser le patrimoine emblématique « Habitations Bon Marché ». La traversée possible par les allées intérieures de la résidence doit être favorisée afin d'ouvrir la résidence sur l'extérieur.

3. Les projets structurants

Nom du projet	Descriptif	Adresse	Existant ou à venir
Dispositif Réussite éducative pour tous les enfants en difficulté	Un dispositif qui accompagne les enfants en situation de fragilité et leurs familles.	Non cartographiable	Existant
Dispositif «Plan régional d'insertion pour la jeunesse»(PRIJ)	Un accompagnement individuel renforcé à destination des jeunes en difficulté d'insertion, âgés de 16 à 25 ans et des actions hors les murs à destination de ce public.		Existant
Local associatif en cœur de résidence	L'association Projets 19 anime le local associatif en cœur de résidence, en partenariat avec le Club de Prévention Fondation Jeunesse Feu Vert, le Centre Social et Culturel Belleville et d'autres associations	16 avenue Mathurin Moreau (escalier H)	A venir
Local Commun Résidentiel	Local destiné à des permanences de l'amicale des locataires et autres associations actives sur le quartier dont l'association du jardin partagé	32 rue des Chaufourniers (escalier Z)	A venir
Jardin partagé et jardin pédagogique en cœur de résidence	Deux espaces verts en cœur d'îlot : un jardin partagé géré par un collectif d'habitantes et habitants, et un jardin pédagogique pour les enfants du quartier mis en place avec un porteur associatif pour animer des ateliers ludiques de jardinage	Cœur d'îlot	Existant
Nouvelle structure sociale de proximité sur le quartier	Une nouvelle structure sociale de proximité visant à renforcer les liens sociaux et les solidarités de voisinage en développant à partir d'initiatives locales des services et des activités à finalités sociales et éducatives		Projet en réflexion
Réhabilitation du patrimoine Paris Habitat Cité Rouge	Opération de réhabilitation visant à intervenir sur les 468 logements, les espaces et locaux communs ainsi que les espaces extérieurs de la résidence	Rue des Chaufourniers / av. Mathurin Moreau/ av. Simon Bolivar	Existant
Fin de réhabilitation : accueil de nouveaux habitants et habitantes	Construction d'une signalétique de quartier et programmation de temps forts pour accueillir les nouveaux habitants et habitantes	Non cartographiable	A venir
Territoire Accès aux droits	Des actions sur l'espace public ou dans les lieux de vie des habitantes et habitants du quartier pour aller à leur rencontre et faciliter le recours à leurs droits sociaux		A venir

Le micro quartier Emile Bollaert rattaché au quartier prioritaire Porte de la Chapelle - Charles Hermite

1. Chiffres clés

Nombre d'habitants : 1 657

Taux de chômage : 16% (contre 11% à Paris)

Part de jeunes de moins de 25 ans : 41% (contre 27% à Paris)

Part de NEET : 14% (contre 8% à Paris)

Part de familles monoparentales : 32% (contre 30% à Paris)

Part des 65 ans et + : 6% (contre 17% à Paris)

2. Descriptif du quartier

Le quartier Emile Bollaert, jouxte le 18^e arrondissement (il est rattaché au quartier prioritaire de Porte de la Chapelle-Charles Hermite), ainsi que le quartier populaire Rosa Parks. Ce dernier est un quartier en pleine mutation, riche d'un tissu économique dense et varié. Un des enjeux consiste donc à créer la rencontre entre anciens habitants et anciennes habitantes, notamment d'Emile Bollaert (dont les logements datent de la fin des années 90), et les nouveaux habitants et nouvelles habitantes, afin de renforcer le sentiment de vie de quartier.

L'accompagnement vers l'insertion sociale et professionnelle pour tous

La démarche Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée, emblématique dans le quartier, permet de rencontrer et d'échanger avec un certain nombre d'habitants privé d'emploi. Or, dès lors que tous ne sont pas éligibles à cette démarche, l'offre d'accompagnement destinée à tous doit être renforcée au moyen de permanences emploi (Projets 19, La Mission Locale, etc.). Le tissu économique du quartier peut être un levier permettant de développer l'emploi local en favorisant la rencontre entre entreprises, acteurs économiques et acteurs de l'emploi.

L'insertion professionnelle passe également par l'insertion sociale. Il paraît nécessaire de favoriser l'implantation de structures dédiées à l'accès aux droits dans des locaux vacants du quartier, mais aussi d'organiser des actions d'aller-vers dans l'espace public en installant des kiosques temporaires sur le parvis.

Développer une offre de loisirs en direction des 16-25 ans

Afin d'adapter une offre aux jeunes de 16-25 ans, des actions sportives en extérieur seront proposées sur les terrains de sport du quartier, qui restent encore peu investis. Par ailleurs, le besoin d'un lieu de convivialité ouvert en soirée, exprimé par les jeunes du quartier, sera travaillé en lien avec les ressources existantes du territoire.

Des temps spécifiques pour les parents

Afin de renforcer les liens entre les familles et les établissements scolaires nombreux dans le quartier, des temps d'échanges entre parents et institutions (Ville/École) doivent être développés, notamment par l'intermédiaire des «cafés des parents» et des actions de lecture enfants/parents pour parents allophones au CDI du collège Lacore. Enfin, pour soutenir le parcours éducatif des enfants, l'offre d'accompagnement à la scolarité nécessite d'être étayée.



QPV Porte de Chapelle - Charles Hermite : point de vue sur les HBM Charles Hermite depuis les toits de la plateforme logistique GEODIS © Apur - David Boureau

3. Les projets structurants

Nom du projet	Descriptif	Adresse	Existant ou à venir
Dispositif Réussite éducative pour tous les enfants en difficulté	Un dispositif qui accompagne les enfants en situation de fragilité et leurs familles.	Non cartographiable	Existant
Territoire Zéro Chômeurs de Longue Durée (TZCLD)	Expérimentation qui vise à mobiliser les ressources d'un territoire et de ses habitants et habitantes pour les sortir du chômage, tout en développant des activités utiles au territoire en s'appuyant sur l'Entreprise à But d'Emploi		
Entreprise à But d'Emploi Emile & Rosa	Structure qui a pour objectif de créer de nouveaux emplois en développant des activités utiles pour les habitants, les salariés et les entreprises du quartier, et de faire ainsi vivre le droit à l'emploi pour toutes et tous	1 rue Chana Orloff	Existant
Cuisine professionnelle partagée	Dans le cadre de Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée Rosa Parks, création d'une cuisine professionnelle partagée pour développer une activité de restauration-traiteur dans le quartier et, un lieu de proximité pour développer des activités de lien social autour de la cuisine		Projet en réflexion
Dispositif « Plan régional d'insertion pour la jeunesse»(PRIJ)	Un accompagnement individuel renforcé à destination des jeunes en difficulté d'insertion, âgés de 16 à 25 ans et des actions hors les murs à destination de ce public.		Existant
Chariot multilingues et bibliothèque mobile	Actions autour du livre et de la lecture à destination des enfants et des familles, dans l'espace public et les équipements		Existant
Signalétique de quartier	Informer, orienter, guider vers les ressources du quartier		Projet en réflexion
Espace dédié à la jeunesse du quartier			Projet en réflexion
Création d'un groupement d'achat	Regroupement de consommateurs afin de donner un accès au plus grand nombre à une alimentation de qualité		Projet en réflexion

Quartier prioritaire Danube - Solidarité - Marseillaise du 19^e arrondissement

1. Chiffres clés

Nombre d'habitants : 6 400

Taux de pauvreté : 32 %

Taux de chômage : 19 % (contre 11 % à Paris)

Part de jeunes de moins de 25 ans : 32 % (contre 27 % à Paris)

Part de NEET : 19 % (contre 8 % à Paris)

Part de familles monoparentales : 45 % (contre 30 % à Paris)

Part des 65 ans et + : 16 % (contre 17 % à Paris)

2. Descriptif du quartier

Le quartier prioritaire Danube-Solidarité-Marseillaise se caractérise par un vaste patrimoine d'habitat social Paris Habitat et bénéficie d'un tissu associatif dynamique et varié, ainsi que de l'implantation de quelques équipements. Les espaces verts y sont appréciés. Le quartier dispose en revanche d'une faible densité commerciale.

L'accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle à consolider sur le quartier

L'éloignement de certains équipements et les difficultés de mobilité vers la Place des Fêtes, en raison de la topographie et d'incidents tels que des rixes, soulignent la nécessité de renforcer les actions d'aller-vers pour faciliter l'accès aux droits. Cela implique des initiatives ponctuelles en pieds d'immeubles et la mise en place de permanences de travailleurs sociaux, en ciblant des publics spécifiques tels que les jeunes, les familles monoparentales, les publics allophones et les seniors isolés. Aussi, l'accès à un médecin traitant de proximité demeure difficile, nécessitant des efforts pour faciliter l'accès aux soins.

La structuration de l'accompagnement vers l'emploi sur le quartier est essentielle : elle consistera en la mise en place de dispositifs spécifiques afin de répondre en particulier aux besoins des jeunes qui sont confrontés à de nombreux freins à l'emploi. De plus, il est crucial de travailler sur l'attractivité

commerciale du quartier en continuant à soutenir l'association de commerçants. Aussi, l'offre alimentaire locale doit être renforcée, en coordination avec les acteurs œuvrant pour un accès à une alimentation saine et durable.

La poursuite d'actions pour améliorer le cadre de vie

Le dispositif de gestion urbaine de proximité déployé dans le quartier permet d'aborder des questions liées à l'espace public. Des actions coordonnées sont nécessaires pour améliorer la propreté, la tranquillité publique, la lutte contre les incivilités, etc. Cette approche doit également s'articuler avec les projets de réhabilitation du bailleur Paris Habitat.

Associations et communauté éducative : un quartier dynamique

Le développement d'actions de lien social sur le quartier doit être poursuivi en s'appuyant sur le dynamisme associatif et en mobilisant les espaces publics et communs, tout en renforçant la coordination et la communication sur les évènements festifs. Le tissu associatif, engagé dans la transition socio-écologique, doit continuer à diffuser des bonnes pratiques et sensibiliser les habitantes et habitants aux enjeux liés au Plan Climat Parisien.

3. Les projets structurants

Nom du projet	Descriptif	Adresse	Existant ou à venir
Dispositif Réussite éducative pour tous les enfants en difficulté	Un dispositif qui accompagne les enfants en situation de fragilité et leurs familles.	Non cartographiable	Existant
Livraison de nouvelles rues aux écoles à Prévoyance et Cheminets	Piétonisation de voies autour des établissements scolaires pour sécuriser le trajet des enfants et proposer des animations	16 rue des Cheminets (hors quartier prioritaire) et 29 rue de la Prévoyance	A venir
Démarche « Embellir Votre Quartier »	La démarche « Embellir votre quartier » permet de concentrer sur une même période l'ensemble des transformations d'un quartier et de mieux organiser les travaux dans les rues de Paris	Non cartographiable	A venir
Réhabilitations du patrimoine Paris Habitat Indochine Séurier et Gaston Pinot	Opérations de réhabilitation visant à intervenir sur les 1 204 logements sur Indochine-Séurier, 151 logements sur Gaston Pinot, ainsi que sur les espaces communs et extérieurs des deux résidences	Cœur d'îlot 9 avenue Ambroise Rendu + 4-10 rue Gaston Pinot + 1 rue de la prévoyance	A venir
Dispositif « Accompagnement vers l'emploi dans les quartiers » (AVEQ)	Dans le cadre d'une médiation vers l'insertion socioprofessionnelle, déploiement d'actions de repérages et des permanences	A définir	Projet en réflexion
Dispositif « Plan régional d'insertion pour la jeunesse » (PRIJ)	Un accompagnement individuel renforcé à destination des jeunes en difficulté d'insertion, âgés de 16 à 25 ans et des actions hors les murs à destination de ce public.		Existant
Centre de Santé Municipal			Projet en réflexion
Démarche d'extension de la Cité éducative Paris 19 Ouest	Mobilisation des partenaires éducatifs du territoire (Education Nationale, Ville, Préfecture, acteurs associatifs, familles) dans une démarche de demande d'extension de la Cité éducative de Paris XIX Ouest	A définir	Projet en réflexion
Point d'Information Jeunesse (PIJ) au Centre Paris Anim' Solidarité Angèle Mercier	Nouvel espace destiné aux jeunes de 16 à 25 ans afin de les accompagner dans leur autonomie, leur orientation et leurs droits. L'accueil y est anonyme, gratuit, sans discrimination et sans rendez-vous	135 boulevard Séurier	Projet en réflexion
Quinzaine du livre et bibliothèque mobile	Actions autour du livre et de la lecture à destination des enfants et des familles, sur l'espace public et dans les équipements		Existant
Animations autour de la réduction des déchets et du réemploi	Actions de réduction des déchets, sensibilisation aux gestes de tri et de réemploi, amélioration de la propreté sur les espaces publics et communs		Existant

Quartier prioritaire Algérie du 19^e arrondissement

1. Chiffres clés

Nombre d'habitants : 1 500

Taux de pauvreté : 36 %

Taux de chômage : 24 % (contre 11 % à Paris)

Part de jeunes de moins de 25 ans : 27 % (contre 27 % à Paris)

Part de NEET : 24 % (contre 8 % à Paris)

Part de familles monoparentales : 52 % (contre 30 % à Paris)

Part des 65 ans et + : 21 % (contre 17 % à Paris)

2. Descriptif du quartier

Le quartier prioritaire Algérie est un quartier isolé composé d'un parc de logements exclusivement social à très bas loyers avec un bailleur unique, Paris Habitat.

Un quartier tourné vers la Place des Fêtes

En termes de quartier vécu par les habitantes et habitants, la dénomination « Algérie » n'est qu'administrative, car de nombreux habitantes et habitants se sentent « habitantes et habitants de la Place des Fêtes » vers laquelle ils se reportent pour bénéficier, entre autres, de son offre commerciale, des équipements consacrés à la jeunesse (Centre Paris Anim' Place des Fêtes), à la culture (Médiathèque James Baldwin), à la citoyenneté (CAPLA), etc.

Aussi, au Nord du secteur, le parc de la Butte du Chapeau Rouge reste un espace vert fréquenté par les habitantes et habitants et investi par les associations, notamment pour des actions culturelles.

Une offre associative de proximité qui tend à être renforcée

Dans le quartier prioritaire Algérie, quelques associations sont présentes en pieds d'immeubles, dont un Espace de Vie Sociale. L'offre associative s'est développée ces dernières années, notamment à travers le déploiement de nombreux temps festifs, mais mérite d'être davantage « appropriée », notamment par les seniors et les familles du quartier. La

Place Charles Monselet, rénovée il y a quelques années et embellie grâce à un projet du budget participatif, est la place en cœur de quartier sur laquelle se déroule la plupart des temps festifs.

Si l'offre associative de proximité répond à une partie des attentes, celle-ci doit être pensée en lien avec les autres équipements de proximité, de Danube et de la Place des Fêtes, afin d'apporter une réponse plus globale aux besoins des habitantes et habitants. En effet, les ressources à destination des familles et des jeunes restent à développer. En termes d'insertion professionnelle et d'accès aux droits, à la santé, une offre d'accompagnement de proximité est nécessaire et pourrait prendre la forme d'aller-vers dans les espaces publics et communs, ou de permanences dans des structures de proximité, comme les locaux associatifs.

Un besoin de revalorisation des espaces publics et communs

En lien avec le bailleur Paris Habitat et les services de la Ville de Paris, une gestion renforcée et mieux coordonnée des espaces publics et communs doit être mise en place, notamment concernant les enjeux de propreté et de prévention des incivilités. Parallèlement, les actions autour de la réduction des déchets, du réemploi pour favoriser les bons gestes et les changements de pratique restent à intensifier.

3. Les projets structurants

Nom du projet	Descriptif	Adresse	Existant ou à venir
Dispositif Réussite éducative pour tous les enfants en difficulté	Un dispositif qui accompagne les enfants en situation de fragilité et leurs familles.	Non cartographiable	Existant
Dispositif «Accompagnement vers l'emploi dans les quartiers» (AVEQ)	Dans le cadre d'une médiation vers l'insertion socioprofessionnelle, déploiement d'actions de repérages et des permanences	A définir	Projet en réflexion
Dispositif «Plan régional d'insertion pour la jeunesse» (PRIJ)	Un accompagnement individuel renforcé à destination des jeunes en difficulté d'insertion, âgés de 16 à 25 ans et des actions hors les murs à destination de ce public.		Existant
Agir Ensemble pour la convivialité du quartier	Diagnostic des besoins avec les habitantes et habitants et mise en place d'actions de lien social		A venir
Des lieux pour les jeunes à investir	Création de nouveaux lieux destinés aux jeunes sur le quartier, par exemple animer davantage le TEP Amalia Rodriguez		Projet en réflexion
Cours Oasis collège Budé	Aménagement de la cour de récréation du collège pour créer un espace rafraîchi, plus agréable à vivre au quotidien et ouvert aux familles les samedis	7 rue Jean Quarré	Existant
Médiathèque James Baldwin	Ouverture d'une médiathèque et lieu ressources pour les réfugiés	Place des Fêtes	A venir
Cabanon de la Place des Fêtes (CAPLA)	Kiosque citoyen pour informer sur l'ensemble du service public municipal, favoriser l'émergence d'idées et de projets citoyens, accueillir des événements de proximité pour faire vivre le quartier au rythme des engagements associatifs et citoyens	Cœur de la Place des Fêtes	Existant
Démarche d'extension de la Cité Éducative Paris XIX Ouest	Mobilisation des partenaires éducatifs du territoire (Education Nationale, Ville, Préfecture, acteurs associatifs, familles) dans une démarche d'extension de la Cité éducative de Paris XIX Ouest		Projet en réflexion

Quartier prioritaire des Portes du 20^e arrondissement

1. Chiffres clés

Nombre d'habitants : 21 000

Taux de pauvreté : 33 %

Taux de chômage : 20 % (contre 11 % à Paris)

Part de jeunes de moins de 25 ans : 31 % (contre 27 % à Paris)

Part de NEET : 21 % (contre 8 % à Paris)

Part de familles monoparentales : 43 % (contre 30 % à Paris)

Part des 65 ans et + : 18 % (contre 17 % à Paris)

Le quartier prioritaire des Portes du 20^e se compose de 5 micro-quartiers :

- Fougères Le Vau
- Python-Duvernois
- Félix Terrier - Porte de Montreuil nord
- Saint-Blaise
- Tour du Pin - Porte de Montreuil sud

Le micro-quartier Fougères Le Vau

2. Descriptif du quartier

Le micro-quartier Fougères-Le Vau, situé entre la Porte de Bagnolet, la Porte des Lilas, le boulevard Mortier et le boulevard périphérique, est majoritairement concerné par un habitat social. Le quartier, isolé, compte peu de commerces.

Une vie associative existante mais à renforcer

Il existe un contraste entre les deux micro-territoires du quartier : les Fougères sont caractérisées par une vitalité associative plus forte que Le Vau, à proximité de la Campagne à Paris et pourtant moins mixte que le Nord.

Différents espaces verts sont investis par les associations et collectifs d'habitantes et habitants pour les événements associatifs.

Des dynamiques autour du retour à l'emploi pour les publics qui en sont éloignés

L'identification de ces lacunes a constitué un socle pour la construction de la démarche Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée, fondée sur le constat d'une forte présence de demandeurs d'emploi dans le quartier.

En ce qui concerne la thématique de l'emploi, on peut également citer la démarche Aller Vers l'Emploi dans les Quartiers. Dans ce cadre, le médiateur-emploi tient des permanences dans les structures du quartier et va à la rencontre des habitantes et habitants avec les partenaires, à travers des opérations en pieds d'immeubles, de porte-à-porte et des rencontres dans l'espace public.

Des actions pour accompagner les familles au quotidien

Plusieurs projets convergent, dans ce quartier, vers les objectifs d'un meilleur accès à une alimentation saine et de modes de vie plus respectueux de l'environnement.

Enfin, un des enjeux est d'accompagner la structuration et la pérennisation des réseaux de familles du quartier. La naissance de nouveaux lieux mais aussi le lien avec la Cité éducative des Portes du 20^e représentent des opportunités sur lesquelles s'appuyer.



Avenue de la Porte de Bagnolet © Apur - Arnauld Duboys Fresney

3. Les projets structurants

Nom du projet	Descriptif	Adresse	Existant ou à venir
Dispositif Réussite éducative pour tous les enfants en difficulté	Un dispositif qui accompagne les enfants en situation de fragilité et leurs familles.	Non cartographiable	Existant
Territoire Zéro Chômeurs de Longue Durée (TZCLD)	Expérimentation qui vise à mobiliser les ressources d'un territoire et de ses habitantes et habitants pour les sortir du chômage, tout en développant des activités utiles au territoire en s'appuyant sur l'Entreprise à But d'Emploi	Quartier Fougères Le Vau (non cartographiable)	Existant
Espace famille	Lieu de répit parental, d'aide à la parentalité, de mise à disposition des ressources et d'orientation pour les familles du quartier	111 boulevard Mortier	A venir
Conciergerie senior	Lieu de convivialité et de solidarité dédié aux seniors du quartier, pour lutter contre l'isolement et renforcer lAAD (activités collectives et accompagnements individuels)	72 boulevard Mortier	Existant
Dispositif «Accompagnement vers l'emploi dans les quartiers» (AVEQ)	Dans le cadre d'une médiation vers l'insertion socioprofessionnelle, déploiement d'actions de repérages et des permanences	Quartier Fougères Le Vau (non cartographiable)	Existant
Réseau d'alimentation durable et saine pour tous	Articulation entre associations, épiceries solidaires ou bio pour favoriser un accès digne à une alimentation de qualité pour tous	38 boulevard Mortier	Existant
Action de soutien aux conseils de jeunes	S'appuyer sur des associations ou des structures telles que l'EPJ Maalia Jackson pour renforcer les conseils des jeunes et le pouvoir d'agir	Quartier Fougères Le Vau	Existant
Soutien aux collectifs de familles constitués	Accompagnement des associations qui regroupent des familles ou des parents d'élèves, avec pour objectif de renforcer les liens entre l'école, la famille et le territoire	Collège Pierre Mendes-France	A venir
Développement des projets d'agriculture urbaine	Sensibiliser les habitantes et habitants aux problématiques environnementales, alimentaires et sociales par des activités d'agriculture ou de jardins partagés	École Foncin, collège Pierre Mendes-France	Existant et a venir

Le micro-quartier Félix Terrier - Porte de Montreuil nord

2. Descriptif du quartier

Le micro-quartier Félix Terrier - Porte de Montreuil nord se situe en arrière-plan du boulevard Davout et à proximité du boulevard périphérique, lui donnant peu de visibilité. A contrario, la Porte de Montreuil nord est marquée par sa dynamique commerciale.

Une importante transformation urbaine

Le quartier classé Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine va connaître d'importants travaux qui débuteront par la réhabilitation du patrimoine social de Paris Habitat. Il entre dans une phase de mutation urbaine, nécessitant à la fois un accompagnement de proximité des populations résidentes, ainsi que le maintien d'une dynamique locale associative pour répondre à leurs besoins. Le réaménagement de la Porte de Montreuil génère également des opportunités, avec la création de plusieurs équipements tels qu'un centre de santé, un club senior et des projets d'urbanisme transitoire en lien avec la Maison des Projets.

Renforcer la vie associative

Particulièrement fragilisée lors de la crise sanitaire, la dynamique associative sur le territoire tend à reprendre et progressivement se fédérer. Deux lieux d'activité associative se distinguent, l'un situé rue Blanchard, le second rue Chapuis. Deux axes de travail prioritaires se dégagent : travailler à la mobilité des habitantes et habitants d'un lieu à l'autre et, également, structurer et pérenniser l'activité au sein de l'espace Chapuis afin d'accompagner l'émergence d'un Espace de Vie Sociale.

Permettre l'accès aux droits pour les habitantes et habitants

Enfin, une démarche d'aller-vers est en cours et doit être renforcée afin de sensibiliser et toucher davantage de publics notamment concernant les actions liées à la santé, au bien-être et à l'accès aux droits. Le territoire est labellisé «Territoire Accès aux Droits» pour expérimenter et partager les solutions pour lutter contre le non-recours aux droits sociaux.



Boulevard Davout HBM © Apur - Arnauld Duboys Fresney

3. Les projets structurants

Nom du projet	Descriptif	Adresse	Existant ou à venir
Dispositif Réussite éducative pour tous les enfants en difficulté	Un dispositif qui accompagne les enfants en situation de fragilité et leurs familles.	Non cartographiable	Existant
NPNRU - Réhabilitation du patrimoine PH	Amélioration de l'habitabilité des logements familiaux, création de logements étudiants ainsi que de nouveaux services et espaces partagés au rez-de-chaussée	Îlots HBM Porte de Montreuil nord	A venir
Réaménagement de la Porte de Montreuil (maison des projets) + projet d'urbanisme transitoire	Redonner une qualité urbaine à cette entrée de Ville et la transformer en «place du Grand Paris»	Porte de Montreuil	A venir
Nouvelle structure sociale de proximité	Lieu visant le renforcement des liens sociaux et familiaux, et les solidarités de voisinage ainsi que la coordination des initiatives favorisant la vie collective	4 rue Auguste Chapuis	Projet en réflexion
Porte à porte et accompagnement des seniors	Faire connaître les lieux associatifs et les différents services dédiés aux seniors	Non cartographiable	A venir
Cuisine partagée	Création de lieux d'accueil associatifs plus conviviaux ou de cantine de quartier	Local angle rue Reisz/ Lumière	A venir
Régie de quartier	Projet qui porte une double mission d'insertion par l'activité économique et de dynamisation du lien social	Non cartographiable	A venir
Soutien aux collectifs de familles constitués	Accompagnement des associations qui regroupent des familles ou des parents d'élèves avec pour objectif de renforcer les liens entre l'école, la famille et le territoire	Collège Jean Perrin, 6 rue Eugène Reisz	A venir
Démarche de Gestion Urbaine de Proximité	Des temps de travail entre habitantes et habitants, services techniques de la Ville et associations pour améliorer leur cadre de vie : végétalisation, tranquillité publique, propreté etc.	Non cartographiable	Existant
Création de locaux associatifs	Identification de locaux dédiés aux associations de quartier à tarif accessible	Non cartographiable	A venir
Étude des locaux en pieds d'immeubles : Analyse des besoins et stratégie résidentielle	Réalisation d'une étude et diagnostic des locaux en pieds d'immeubles (commerces, associations) et analyse des besoins des habitantes et habitants en vue d'une stratégie	Non cartographiable	A venir
Développement des projets d'agriculture urbaine	Sensibiliser les habitantes et habitants aux problématiques environnementales, alimentaires et sociales par des activités d'agriculture ou de jardins partagés	Rue Blanchard	Existant et à venir

Le micro-quartier Python-Duvernois

2. Descriptif du quartier

Le micro-quartier Python Duvernois est situé à proximité de l'échangeur de la Porte de Bagnolet, le quartier s'étend sur une superficie de 25 hectares. Longtemps resté en marge des mutations intervenues dans les territoires limitrophes (ZAC des Portes des Lilas et de Vincennes, Grand projet de renouvellement urbain Saint-Blaise), le quartier Python-Duvernois est récemment entré dans une phase de transformation urbaine aux impacts significatifs pour les habitantes et habitants et le territoire.

Une profonde mutation urbaine pour le secteur

L'aménagement de la ZAC Python-Duvernois, démarré en 2021, prévoit la création d'un parc urbain et sportif de plus de trois hectares, la construction et la réhabilitation de logement sociaux ou en accession sociale.

3. Les projets structurants

Nom du projet	Descriptif	Adresse	Existant ou à venir
Dispositif Réussite éducative pour tous les enfants en difficulté	Un dispositif qui accompagne les enfants en situation de fragilité et leurs familles.	Non cartographiable	Existant
NPNRU - Réhabilitation du patrimoine PH	Aménagement de la ZAC Python-Duvernois : création d'environ 4500 m ² de surface de plancher (SDP) de logements créés, de logements locatifs sociaux, de logements en accession via l'OFS, de bureaux d'activités, sport privé, locaux associatifs et/ou de commerces	Quartier Python-Duvernois (non cartographiable)	Existant
Projet d'aménagement de la Porte de Bagnolet	Évolution du Pôle Gallieni, couverture du Péphérique	Porte de Bagnolet	A venir
Nouveau Parc Paysager Python	Favoriser l'appropriation d'un nouvel espace public et des espaces dédiés aux associations	Parc Python-Duvernois/ Angle de la rue Serpollet	A venir
Création d'espaces associatifs	Identification de locaux dédiés aux associations de quartier à tarif accessible	Quartier Python-Duvernois (à définir)	A venir
Centre de santé et lieu de prévention (ANRU)	Implantation de plusieurs équipements de santé, dont un équipement tourné autour de la prévention en santé	Lot 4 Zac Python-Duvernois	A venir
Étude des locaux en pieds d'immeubles : Analyse des besoins et stratégie résidentielle	Réalisation d'une étude et diagnostic des locaux en pieds d'immeubles (commerces, associations) et analyse des besoins des habitantes et habitants en vue d'une stratégie	Quartier Python-Duvernois (non cartographiable)	A venir
Hôtel Serpollet (ANRU – programme quartiers fertiles)	Création d'un écosystème dédié à des activités productives et de fabrication dans le domaine de l'agriculture et de l'alimentation durable	26 rue Serpollet	Réalisé
Tour des sports	11 500 m ² SdP d'équipements publics dont un équipement multi-sports	Lot 12, rue Serpollet	A venir
Création du TEP Python	Accompagnement de l'ouverture d'un espace sportif et de lien social	Futur parc Python-Duvernois	A venir
Crèche	Développement d'un mode de garde	Lot 13, rue Louis Lumière	A venir

Le micro-quartier Saint-Blaise

2. Descriptif du quartier

Le micro-quartier Saint-Blaise est formé pour l'essentiel de logements sociaux construits entre 1960 et 1980 et se caractérise par une densité parmi les plus importantes d'Europe.

Un quartier en mutation mais qui reste fragile

Les défis persistent et les indicateurs socio-économiques demeurent préoccupants. En effet, le taux élevé de ménages en sur-occupation par rapport au reste de l'arrondissement est notable. De plus, la présence significative de foyers monoparentaux vulnérables contribue à cette préoccupation. La première étape du Grand Programme de Renouvellement Urbain (GPRU) lancé en 2010, axée sur le secteur Cardeurs-Vitruve, a déjà initié la transformation du quartier. La deuxième phase du GPRU est centrée spécifiquement sur l'îlot du Clos.

Un enjeu spécifique sur l'aménagement de l'îlot du Clos

L'îlot du Clos constitue une zone de contraste au cœur du quartier Saint-Blaise, où se manifestent des difficultés de mobilité interne, la présence d'une galerie commerciale en déclin et une population de plus en plus fragilisée. En parallèle du transfert des écoles situées au cœur de l'îlot vers le boulevard Davout, des travaux d'aménagement visent à dynamiser et ouvrir davantage l'îlot.

Une vie associative et culturelle très riche

Le quartier Saint-Blaise bénéficie cependant d'un maillage d'acteurs riche et diversifié. Le seul centre social du quartier des Portes du 20^e a un rôle essentiel à jouer dans la dynamique de développement et de maintien du lien social dans le quartier.



Square Vitruve : tour Giralda © Apur - Arnauld Duboys Fresney

3. Les projets structurants

Nom du projet	Descriptif	Adresse	Existant ou à venir
GPRU 2	Phase 2 du GPRU avec les aménagements des espaces en cœur d'îlot du Clos	Îlot du Clos	A venir
Dispositif Réussite éducative pour tous les enfants en difficulté	Un dispositif qui accompagne les enfants en situation de fragilité et leurs familles.		Existant
Régie de quartier	Projet qui porte une double mission d'insertion par l'activité économique et de dynamisation du lien social	Saint-Blaise (non cartographiable)	A venir
Permanences Accès aux droits : des services publics en quartier	Expérimenter des permanences de services sociaux et d'institutions au sein du quartier (EPS, CNAV, Mission Locale etc.)	Centre social Soleil Blaise, 7 square Vitruve	A venir
Développement du réemploi et de recyclerie avec un focus sur le textile et la valorisation des savoir-faire locaux	Développement de recycleries tel que Emmaüs Coup de Main et ses «repairs café textile»	Emmaüs, 70 rue Saint-Blaise	Existant
Soutien aux collectifs de familles constitués	Accompagnement des associations qui regroupent des familles ou des parents d'élèves, avec pour objectif de renforcer les liens entre l'école, la famille et le territoire	Centre social, 7 square Vitruve	A venir
Animation du TEP Mouraud		15 rue Mouraud	Existant
Démarche pilote «Vers des quartiers résilients»	Diagnostic et plan d'action à l'échelle micro-locale pour une adaptation des quartiers à l'impact de crises liées au changement climatique	Saint-Blaise (non cartographiable)	Existant
Maison Sport Santé Alquier-Debrousse	Accueil et orientation de toutes les personnes souhaitant pratiquer, développer ou reprendre une activité physique et sportive à des fins de santé	1 allée Alquier-Debrousse	A venir
Maison France Service	Lieu unique pour accéder à différents services publics du quotidien (France Travail, CPAM, CAF, Assurance Vieillesse, La Poste, Point justice, DGFIP, ANTS, MSA)	37 rue Mouraud	Existant
Projets d'agriculture urbaine	Sensibiliser les habitantes et habitants aux problématiques environnementales, alimentaires et sociales par des activités d'agriculture ou de jardins partagés	Square de la Salamandre, collège Flora Tristan	Existant et à venir

Le micro-quartier Tour Du Pin - Porte de Montreuil sud

2. Descriptif du quartier

Le micro-quartier Tour du Pin - Porte de Montreuil sud est situé au Sud du 20^e arrondissement. Malgré des transformations urbaines importantes et à venir, ce secteur reste enclavé entre le boulevard des Maréchaux, le cours de Vincennes et le périphérique. Quartier résidentiel, composé exclusivement de logements sociaux, les indicateurs font état d'un accroissement des écarts socio-économiques entre le quartier et le reste du territoire parisien notamment pour les jeunes, les familles monoparentales et les seniors de plus de 65 ans.

Un cadre de vie en pleine transformation

Le quartier de la Porte de Montreuil sud va connaître des mutations urbaines comme la réhabilitation du patrimoine de Paris Habitat, grâce au Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPRNU).

Un accompagnement spécifique pour les familles

Les foyers monoparentaux fragiles représentent 29,7% des familles du territoire. Deux axes de travail ont été identifiés : la lutte contre le non-recours aux droits et la consolidation de l'accompagnement et de l'offre dédiée à l'emploi des familles monoparentales.

Des ressources associatives et institutionnelles à consolider

Le quartier a bénéficié de l'implantation d'un Espace Paris Jeune et d'une bibliothèque rue Lagny spécialisée dans l'accueil de publics allophones. Malgré la présence de relais importants tels qu'un Espace de vie Sociale ou une Maison de la Médiation Numérique, le quartier Tour du Pin se caractérise par une fragilité associative.

3. Les projets structurants

Nom du projet	Descriptif	Adresse	Existant ou à venir
Dispositif Réussite éducative pour tous les enfants en difficulté	Un dispositif qui accompagne les enfants en situation de fragilité et leurs familles.		Existant
NPNRU - Réhabilitation du patrimoine PH (ANRU)	Amélioration de l'habitabilité des logements familiaux, la création de logements étudiants ainsi que de nouveaux services et espaces partagés au rez-de-chaussée	Ilots HBM Porte de Montreuil sud	A venir
Nouvelle structure sociale de proximité	Structure de proximité qui crée et nourrit le lien social, anime le débat démocratique, accompagne des mobilisations et des projets d'habitantes et habitants et construit de meilleures conditions de vie	Non cartographiable	Projet en réflexion
Création d'une piscine rue de Lagny	Construction d'une piscine et développement du «savoir nager» pour les habitantes et habitants	Rue de Lagny/ Périphérique	A venir
Soutien aux conseils de jeunes	Accompagnement des associations qui regroupent des familles ou des parents d'élèves, avec pour objectif de renforcer les liens entre l'école, la famille et le territoire	32 Bd Davout	Existant

Glossaire

A.

AAP : Appel à projets
ADEME : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
ADIE : Association pour le Droit à l'Initiative Économique
Afev : Association de la fondation étudiante pour la ville
ANAH : Agence nationale de l'habitat
ANCT : Agence nationale de la cohésion des territoires
ANRU : Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine
APL : Aide personnalisée au logement
APUR : Atelier parisien d'urbanisme
ARS : Agence régionale de santé
ASV : Atelier Santé Ville
AVEQ : Aller Vers l'Emploi dans les Quartiers

C.

Caf : Caisse d'allocations familiales
CAIM : Contrat d'Aide à l'Installation des Médecins
CASVP : Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris
CBP : Compétences de Base Professionnelles
CCIP : Chambre de Commerce et de l'Industrie de Paris
CDC : Caisse des dépôts et consignations
CIDJ : Centre d'Information Documentation Jeunesse
CIO : Centre d'Information et d'Orientation
CLAS : Contrat Local d'Accompagnement Scolaire
CLEMI : Centre pour l'Éducation aux médias et à l'information
CLSM : Conseil Local de Santé Mentale
CNAV : Caisse national d'assurance vieillesse
CPAM : Caisse primaire d'assurance maladie
CPPS : Contrat Parisien de Prévention et de Sécurité
CPSA : Contrat de Prévention et de Sécurité de la délinquance d'Arrondissement
CPTS : Communautés professionnelles territoriales de santé
CTg : Convention territoriale globale

D.

DAAC : Délégation académique à l'éducation artistique et à l'action culturelle
DAC : Direction des affaires culturelles (de la Ville de Paris)
DAE : Direction de l'Attractivité et de l'Emploi
DAFPIC : Délégation académique à la formation professionnelle initiale et continue
DASCO : Direction des Affaires Scolaires
DCPA : Direction des Constructions Publiques et de l'Architecture
DDCT : Direction de la Démocratie, des Citoyen.ne.s et des Territoires
DEVE : Direction des Espaces Verts et de l'Environnement
DFPE : Direction des Familles et de la Petite Enfance
DICOM : Délégation à l'information et à la communication
DILCRAH : Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT
DILT : Direction de l'Immobilier, de la Logistique et des Transports

DJS : Direction de la Jeunesse et des Sports
DLH : Direction du Logement et de l'Habitat
DOPS : Division de l'organisation et de la programmation scolaire
DPE : Direction de la Propreté et de l'Eau
DPMP : Direction de la Police Municipale et de la Prévention
DRAC : Direction Régionale des Affaires Culturelles
DRIEAT : Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports
DRIHL : Direction Régionale et Interdépartementale de l'Hébergement et au Logement
DSOL : Direction des Solidarités
DSP : Délégation de Service Public
DTEC : Direction de la Transition écologique et du Climat
DU : Direction de l'Urbanisme

E.

EPEC : Ensemble Paris Emploi Compétences
EPI : Espaces parisiens pour l'insertion
EPPR : Engagement pour un partenariat renforcé
ESH : entreprises sociales pour l'habitat
ESUS : Entreprise solidaire d'utilité sociale

F.

FDVA : Fonds pour le Développement de la Vie Associative
FNAP : Fonds national d'aide à la pierre
FNAVDL : Fonds National d'Accompagnement Vers et Dans le Logement
FPH : Fonds de Participation des Habitants
FSE : Fonds social européen

G.

GIE : Groupement d'intérêt économique
GIP : Groupement d'intérêt public
GIP RE : Groupement d'Intérêt Public pour la Réussite Éducative
GPIS : Groupement Parisien Inter-Bailleurs de Surveillance

I.

IAE : Insertion par l'Activité Économique

J.

JRJ : Journées Républicaines de la Jeunesse

L.

LAEP : Lieu d'accueil enfants-parents

M.

MAEC : Mission académique pour l'égalité des chances
MDPH : Maison départementale des personnes handicapées
MLDS : Mission de lutte contre le décrochage scolaire
MLP : Mission Locale de Paris

N.

NEET : Not in Education, Employment or Training (Ni en Etude, ni en Emploi, ni en Formation)

NPNRU : Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain

O.

ONPV : Observatoire National de la Politique de la Ville

OPAH : Opération programmée d'amélioration de l'habitat

P.

PEDT : Projet Éducatif de Territoire

PEE : Parcours d'entrée dans l'emploi

PIC : Plan d'Investissement Dans les Compétences

PIM : Programme d'investissement de la Mandature

PLAI : Prêt Locatif Aidé d'Intégration

PLI : Prêt Locatif Intermédiaire

PLIE : Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi

PLS : Prêt Locatif Social

PLUS : Prêt Locatif à Usage Social

PMSMP : Période de Mise en Situation en Milieu Professionnel

PPIE : Plan Parisien de l'Insertion par l'Emploi

PPSE : Plan « Paris Santé Environnement »

PRIJ : Plan Régional d'Insertion pour la Jeunesse

PRS : Projet régional de santé

PTSM : Projets Territoriaux de Santé Mentale

Q.

QJ : Quartier Jeunes

QPV : Quartiers de la politique de la ville

QVA : Quartiers de veille active

R.

REP : Réseaux d'éducation prioritaire

REP+ : Réseaux d'éducation prioritaire « plus »

S.

SDJES : Service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports

SEII : Service Égalité, Intégration, Inclusion

SIAE : Structure d'insertion par l'activité économique

SPSF : Schéma Parisien des Services aux Familles

SPV : Service Politique de la Ville

SRU : Solidarité et renouvellement urbain

T.

TFPB : Taxe foncière sur les propriétés bâties

TZCLD : Territoires zéro chômeur de longue Durée

TZEE : Territoires Zéro Exclusion Énergétique

TZND : Territoires zéro non-recours aux droits sociaux



